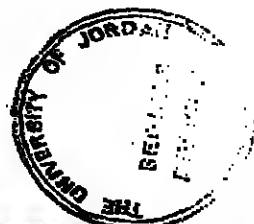


صكنا من الامل



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14411 - 6 F

MARDI 28 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Espagne : la sortie de M. Suarez

LES électeurs espagnols ne sont décidément pas tendres avec leurs leaders, et plus particulièrement avec ceux qui s'attachent le «transición», comme on appelle ici la passionnante période politique qui va de la mort de Franco au rétablissement de la démocratie.

Après le communiste Santiago Carrillo et le conservateur Manuel Fraga, voilà qu'un autre des témoins de cette période se voit à son tour contraint de jeter l'éponge, boudé par l'électorat : Adolfo Suarez. Il a présenté dans la nuit de dimanche sa démission de la présidence du Centre démocratique et social (CDS) après la déconfiture de cette formation aux élections municipales.

Seul subaite désemparé, parmi les hommes dont l'entente rendit possible il y a quinze ans l'extraordinaire passage sans heurt d'une dictature de quatre décennies à une pleine démocratie, le socialiste Felipe Gonzalez. Les autres n'ont pas été à même de convaincre l'électorat qu'ils avaient toujours un rôle politique à jouer dans cette Espagne démocratique qu'ils ont tant aidé à s'affirmer.

MM. Fraga et Carrillo ne purent surmonter un obstacle rédhibitoire : celui de trop symboliser, à leur corps défendant, les affrontements de la funeste époque des «deux Espagne», M. Suarez, de son côté, a tardé à comprendre que le prestige acquis à l'époque de la «transición» ne suffisait plus à séduire les électeurs, et qu'il fallait aussi leur présenter une vision convaincante de l'Espagne de demain.

Pour les jeunes, en effet (plus d'un quart des électeurs espagnols ont moins de trente ans), cette transition appartient déjà au passé. Et leur insertion dans l'Europe les préoccupe aujourd'hui bien davantage que l'histoire de l'avènement d'une démocratie qui, à leurs yeux, allait tout simplement de soi.

M. Suarez semble ainsi sombrer sous le poids de la petite porte, même si ses adversaires politiques lui ont rendu un hommage unanime. Sa nomination par le roi Juan Carlos, en juillet 1976, sept mois après la mort de Franco, avait suscité le scepticisme général. Directeur de la radio-télévision franquiste, secrétaire général du «Movimiento», le parti unique du Caudillo, il apparaissait plutôt à ce moment comme le type éperdu de la dictature.

Et pourtant ! Ce fut lui qui, avec une indéniable habileté, démonta l'un après l'autre les rouages d'un appareil qu'il avait connu de l'intérieur, réalisant la gageure de restaurer la démocratie sans jamais rompre formellement avec la légalité antérieure. Et si le vie politique espagnol a maintenant un tel tonus, on le doit largement au perdant d'aujourd'hui.

Lire page 3 l'article de THIERRY MALINIAR

Les cent ans de Roland-Garros

Les internationaux de France de tennis se sont ouverts lundi 27 mai sans véritable favori.

Lire page 13

M0147 - 0528 0 - 6.00 F



Après les accusations sur le financement de l'Airbus

L'Aérospatiale critique Washington pour ses dons d'armes à l'étranger

La visite de M. Cheney à Paris - le secrétaire américain à la défense sera mardi 28 mai au siège de l'OTAN, à Bruxelles - coïncide avec la révélation par le groupe français Aérospatiale de documents statistiques qui illustrent la politique américaine de livraisons quasiment gratuites d'armes à des clients étrangers au Proche-Orient, en Europe ou en Asie. Le constructeur français entend ainsi répliquer aux accusations de Washington sur le financement de l'Airbus.

par Jacques Isnard

Dans un document public, le groupe français Aérospatiale part en guerre contre les Etats-Unis qu'il accuse de livrer des armes gratuitement - sous la forme de dons ou de prêts à des taux si bas qu'ils ressemblent à une subvention - à la clientèle étrangère. En 1991, selon une estimation de M. François David, le directeur général adjoint du groupe, chargé des affaires internationales, ces cessions d'armements par les Etats-Unis s'élèvent à quelque 5153 millions de dollars (environ 28 milliards de francs). Cela représente grosso modo 36 % du total annuel des exportations de matériels militaires américains tel qu'il est calculé depuis 1987, année-record de la décennie.

Ce document fait apparaître un montant relativement stable

(autour de 5,2 milliards de dollars par an) des diverses opérations (dons et prêts) sur trois ans. Il s'agit du programme FMF (Foreign Military Financing), qui a remplacé l'ancien FMS (Foreign Military Sales) et qui désigne un inventaire des aides financières que Washington consent à l'exportation de ses armes.

Le FMF concerne une cinquantaine de pays. Mais la quasi-totalité de ces opérations est faite avec deux pays du Proche-Orient (Israël et l'Egypte) ou avec trois pays membres de l'OTAN (Turquie, Grèce et Portugal). Il s'agit majoritairement de dons purs et simples de matériels (quelque 4,7 milliards de dollars en 1991) et accessoirement de prêts (453 millions de dollars en 1991).

Lire la suite page 20 et page 7 l'article de CLAIRE TRÉAN

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les nouvelles cartes de la Californie

Septième puissance économique occidentale, la Californie traverse une grave crise. Le premier Etat agricole américain souffre d'une longue sécheresse. La réduction des dépenses militaires affecte ses industries de l'armement. «En état d'urgence» budgétaire, elle continue pourtant à attirer les populations hispaniques et asiatiques ainsi que les capitaux japonais. Elle s'ouvre aussi davantage à l'Europe et au «marché commun américain». Le Monde consacre ses suppléments de cette semaine «Champs économiques» et «la Monde Affaires» à cet Etat, à son économie et à ses entreprises.

pages 21 à 23

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 38

L'Afrique, puzzle fragile

Les changements de régime, hier en Somalie, sans doute demain en Ethiopie, remettent en cause plusieurs frontières

Alors que les forces hostiles au régime éthiopien encerclent la capitale, Addis-Abeba, des négociations devaient s'ouvrir lundi 27 mai à Londres, sous l'égide des Etats-Unis, entre le gouvernement et les mouvements rebelles.

par Jean-Pierre Langellier

L'Afrique assiste, impuissante, à l'agonie de son dernier dogme : le statu quo frontalier. Le récent changement de régime en Somalie et celui qui s'annonce en Ethiopie relancent un vieux débat : les Africains peuvent-ils, sans risque fatal, redessiner la carte de leur continent ?

Le 24 mai, les anciens rebelles du Mouvement national somalien (MNS), qui contrôlent désormais le nord du pays, ont proclamé la «République du Somaliland» (le Monde daté 26-27 mai). Passé presque inaperçu, l'événement est considérable dans l'histoire de

l'Afrique indépendante. Pour la première fois une frontière est brutalement remise en cause, un pays éclate dans l'indifférence générale. On sent l'émotion et la fièvre qu'avaient suscitées en leur temps les «séparatistes» du Katanga, du Biafra ou de l'Ogaden ?

En Ethiopie, un autre bouleversement se prépare. La coalition d'insurgés animée par le Front populaire de libération du Tigre (FPLT) est aux portes d'Addis-Abeba. De leur côté, les maquisards du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), qui se battent depuis bientôt trente ans pour l'indépendance de leur province, ont enlevé son chef-lieu, Asmara, et le port d'Assab. Sous la houlette des Etats-Unis, des négociations se sont ouvertes lundi à Londres entre les représentants de la junte et des mouvements rebelles.

Lire la suite page 4

Les secrets de saint Paul, l'homme et l'apôtre : une nouvelle interprétation des sources anciennes.

Gerald Messadié

L'incendiaire
Vie de Saül, apôtre



Le troisième volet de «L'homme qui devint Dieu» (200 000 ex.)

ROBERT LAFFONT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 2,25 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Australie-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KSD; Espagne, 180 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 200 DR; Inde, 1,10 F; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Deux cent vingt-trois personnes tuées au-dessus de la Thaïlande

L'explosion en vol du Boeing autrichien pourrait être d'origine criminelle

Un Boeing-767 de la compagnie autrichienne Lunda Air a explosé en vol, dans la nuit du 26 au 27 mai, une vingtaine de minutes après avoir décollé de Bangkok. Il n'y a aucun survivant parmi les deux cent vingt-trois passagers et membres d'équipage. Un correspondant anonyme a téléphoné à l'aéroport de Vienne (Autriche) pour affirmer

qu'une bombe était à l'origine de la catastrophe, mais qu'elle était destinée à un appareil américain de la compagnie américaine United Airlines. Il faudra cependant attendre la récupération des «boîtes noires» de l'appareil et l'analyse des débris de l'appareil pour savoir avec certitude si l'avion autrichien a été victime d'un attentat.

La catastrophe qui a frappé la compagnie autrichienne Lunda Air rappelle les drames de 1988 et de 1989 vécus par les compagnies PanAm, à Lockerbie (Ecosse), et UTA, au-dessus du désert du Ténéré, au Niger. Dans tous ces cas, l'avion a explosé en vol sans que l'équipage ait pu prévenir le contrôle d'une quelconque anomalie technique. Chaque fois, l'explosion est survenue après un temps de montée qui amenait l'appareil à son altitude de croisière, aux alentours de dix mille mètres. La jeunesse de l'appareil de Lunda Air (18 mois) et la qualité du Boeing 767 semblent exclure une défaillance structurelle.

Les avions de PanAm et d'UTA avaient été détruits en vol par l'explosion d'une bombe programmée pour fonctionner à ce moment précis. A cette altitude et

à une vitesse de 900 km/h, la déchirure du fuselage qui résulte de la déflagration provoque une décompression explosive de l'appareil. Celui-ci se fragmente instantanément. Il semble qu'on retrouve dans la catastrophe thaïlandaise un développement extrême des débris qui plaide pour une telle explication.

La thèse de l'erreur de destination paraît, elle aussi, plausible. L'Autriche est en effet un pays neutre et Lunda Air, propriété de l'ancien champion de formule 1, Nicky Lauda, représente une cible médiocre, bien qu'elle ait décidé de compléter son activité de charter en obtenant le droit d'effectuer des vols réguliers, notamment à destination de Bangkok trois fois par semaine.

Les intégristes en échec en Algérie

Le mot d'ordre de grève générale «illimitée» lancé, samedi 25 mai, par le Front islamique du salut (FIS) n'a, pour le moment, guère été suivi. Des intégristes ont défilé, notamment à Alger, où ils ont tenté de s'approcher de la présidence de la République, pour exiger du gouvernement une modification de la loi électorale et l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

Lire page 6 l'article d'YVES HELLER



Plusieurs cités HLM situées à la périphérie de grandes villes ont connu une poussée de fièvre pendant le week-end. C'est notamment le cas à Mantes-la-Jolie (Yvelines) où des jeunes ont brisé des vitrines et pillé des magasins.

Lire page 11 l'article de PHILIPPE BERNARD

La prochaine congrès du PS devrait être avancé au mois de décembre prochain, comme le demandait M. Mauroy. Lire page 9 l'article de PATRICK JARREAU

Le «front» chaud des transports

Grandes manœuvres syndicales à la RATP, à la SNCF et à Air France. Les usagers vont souffrir

par Alain Faujas

Les voyageurs au long cours comme un quotidien souffriront dans les prochains jours. Une volée de grèves de leur part promet des moments difficiles sur les quais des stations de métro et des gares ainsi que dans les salles d'embarquement des aéroports.

Les syndicats ont véritablement fait le maximum : les conducteurs autonomes de la FGAAC ont lancé à la SNCF, par précaution, un mot d'ordre d'arrêt de travail qui couvre la période du 1^{er} au 15 juin et qui succède à un autre mot d'ordre

s'achevant le 31 mai. La CGT et la CFDT, revues de la forte mobilisation des cheminots le vendredi 24 mai, s'opposent à remettre ça, au début du mois prochain, pour maintenir ce rapport de forces.

A la RATP, autonomes, CGT, CFDT, veulent faire une démonstration de leur mobilisation le vendredi 31 mai. Dans l'aérien, la pagaille n'est pas moins prévisible, puisque les deux syndicats de pilotes d'Air Inter veulent faire grève, le 29 et le 30 juin, alors qu'une majorité de syndicats des personnels des compagnies Air France, Air Inter et UTA appellent à cesser le travail, le jeudi 6 juin.

Lire la suite page 20

DÉBATS

URSS

Triste complot contre la Géorgie

par Othar Zourabichvili

PENDANT longtemps, la Géorgie, écrasée sous le joug soviétique, fut tenue à l'écart de la scène internationale. Petit pays éloigné de Moscou et donc des journalistes qui y étaient cantonnés, elle a subi une répression d'autant plus terrible qu'elle était ignorée de l'opinion publique internationale.

Insurrections réprimées dans le sang, terreurs, arrestations furent le lot de ce peuple qui lutta sans cesse contre la soviétisation mais dont l'image reflétée en Occident était celle d'un pays certes froufrou, mais sympathique et chaleureux, et au niveau de vie somme toute supérieur au reste de l'URSS.

Des samizdats circulaient, des dissidents faisaient entendre leur voix (Mérab Kostava, Zviad Gamsakhourdia, déjà !), mais dans l'ombre toujours des dissidents russes plus proches évidemment des journalistes occidentaux.

La terreur et la chape de silence qui l'entouraient réduisaient alors à néant les espoirs du peuple géorgien.

Les choses ont changé

Les choses ont certes changé ! Glasnost, perestroïka et délabement du système ont permis à l'information de circuler, aux espoirs de renaître, aux aspirations d'un peuple de s'exprimer.

Des élections, démocratiques pour la première fois, ont porté massivement au pouvoir en Géorgie une coalition de partis en faveur de l'indépendance. Le référendum du 31 mars dernier, avec plus de 90 % de votes pour le rétablissement de l'indépendance, a, de façon incontestable, réaffirmé la volonté du peuple géorgien. Tirant les conséquences de ce plébiscite, le gouvernement de la République a, le 9 avril dernier, proclamé la restauration de l'indépendance géorgienne.

Comme Waleza en Pologne, comme Havel en Tchécoslovaquie, Zviad Gamsakhourdia, le dissident de la première heure, qui croupissait il y a quelques années encore dans les geôles et les asiles psychiatriques soviétiques, est maintenant président de la République de Géorgie.

Mais la Géorgie n'est pas au bout du chemin, et les ennemis qu'elle doit combattre aujourd'hui sont plus sournois, voire plus dangereux : ils ont pour nous dessein d'information et manipulation.

« Fascisme, presse asservie, dérive mafieuse, banditisme, péage au service du pouvoir et de ses complices, guerre d'extermination en Ossétie, commandos de droits communs, discours démodés-musolinien, droits de l'homme bafoués, agressions raciales contre les minorités, assassinats, spoliations... » Voilà, par exemple, et ce n'est pas une liste exhaustive, les termes employés, le tableau dressé de la Géorgie actuelle un certain T. Naskidachvili (le Monde du 25 avril).

Une précision sur le personnage remettra les choses à leur place : dans les années 60, alors que les visages pour se rendre en URSS étaient généralement refusés, T. Naskidachvili se rendait en Géorgie sur l'invitation et aux frais d'un « Comité pour le retour dans la patrie » patronné par le KGB. A l'époque, il ne tarissait pas d'éloges sur les bienfaits du système soviétique en Géorgie. Le pouvoir aujourd'hui a basculé, l'opinion de M. Naskidachvili aussi. Cela ne serait qu'anecdotique si cela ne participait d'un véritable complot visant à discréditer la Géorgie et ses dirigeants.

Ne pouvant directement s'opposer à l'idée de l'indépendance de la Géorgie, trop viscéralement ancrée dans le cœur des Géorgiens, le pouvoir soviétique et ses complices diffamant et salissant, pour l'affaiblir, le gouvernement géorgien.

Non ! Il n'y a ni génocide ni guerre d'extermination en Ossétie. Il y a certes des combats, meurtriers des deux côtés. Ceux-ci sont le fait d'une poignée d'extrémistes armés par Moscou (des armes saisies le prouvent sans conteste) qui demandent (par hasard !) leur rattachement au pouvoir central. Ce même pouvoir qui nie pourtant l'identité des Ossètes dans leur territoire traditionnel en Ossétie du Nord en les soumettant à une russification massive, alors que sur le territoire géorgien leur culture et leurs traditions ont été préservées.

Zviad Gamsakhourdia tente par tous les moyens de ramener le calme. Il appelle au désarmement. Il essaie de mettre sur pied une commission comprenant des Géorgiens et des Ossètes, chargée de trouver une solution au conflit.

Mais qui a intérêt à déstabiliser la Géorgie en ce moment ? Est-ce vraiment Zviad Gamsakhourdia, dont on guette le moindre faux pas pour regretter le bon vieux temps de l'hégémonie soviétique, ou ceux qui espèrent s'enrichir en garantissant de l'ordre et de la démocratie ?

Une tradition de tolérance

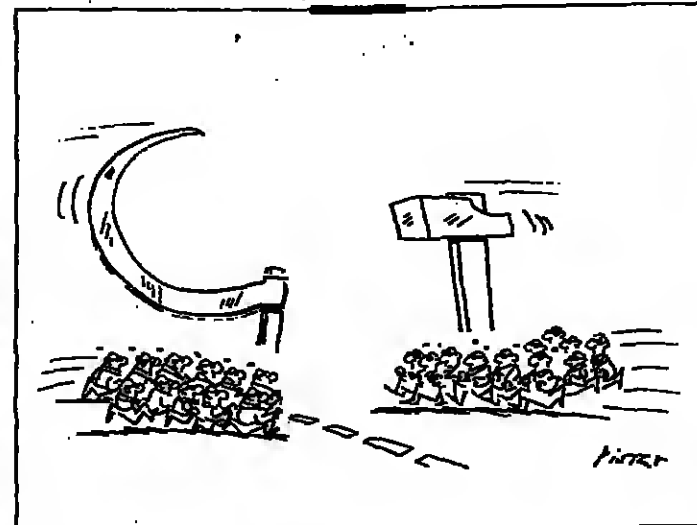
Non ! Il n'y a pas d'agression raciste envers les autres minorités vivant en Géorgie. Mais, bien au contraire, une longue tradition de tolérance et d'hospitalité dont témoignent les chiffres du référendum par lequel les minorités, aussi, se sont prononcées pour l'indépendance de la Géorgie (la

population n'est géorgienne qu'à 70 % !). Non ! Il n'y a pas de dérive fasciste. Pas de Mussolini ni de Hitler en herbe. Il y a une démocratie, certes naissante, mais à qui deux consultations (élection et référendum) en cinq mois ont donné une légitimité incontestable. Un président, élu par le Parlement, qui a d'ores et déjà déclaré que des élections au suffrage universel direct auraient lieu prochainement, vraisemblablement le 26 mai. Ceux qui crient à la dictature et à l'opposition muselée sont les mêmes qui ironisaient sur la multiplicité des partis : « Avant de partir que de Géorgiens » Non ! Il n'y a pas de commandos de « droites communs » ni de milices parallèles. Il y a une garde nationale, la toute jeune armée géorgienne et une milice (police nationale). Les autorités ont eu revanche arrêté un certain Djaba Iosseliani, bandit qui n'écarterait les gens à la tête d'une bande armée, mais, comme c'est curieux, au grand dam de quelques « intellectuels » qui ont estimé que c'était un acte arbitraire et fasciste ! Peut-on à la fois, sans sourcilier, dénoncer les bandes armées et crier à la dictature quand on les démantèle ?

On le voit, les accusations résistent mal à l'examen des faits. Reste la diffamation. Le procédé est bien connu qui consiste à salir les hommes par des diatribes les idées. Mais les idées sont fortes, et les hommes ont surmonté d'autres obstacles.

► Othar Zourabichvili est représenté en France de la République de Géorgie.

TRAIT LIBRE



YUGOSLAVIE

Pour la réconciliation

par Komnen Becirovic

La rencontre qui s'est déroulée le 7 mai dernier à Srebrenica, entre le patriarche serbe Paul et le cardinal Kuharic, primat de Croatie, représente une tentative de la part du pouvoir spirituel d'aider à la solution du problème serbo-croate, que le pouvoir temporel semble bien dans l'incapacité, sinon dans l'impossibilité, de résoudre. Aussi le pape Jean-Paul II s'est-il exprimé dernièrement à deux reprises sur la trop grave crise yougoslave, invitant à la paix les frères divinisés de l'autre côté de l'Adriatique. Mais la venue du pape en Yougoslavie, dont on parle et que l'on attend depuis des années, contribuerait sans nul doute à surmonter l'état actuel de choses au seul d'un nouveau déchirement.

Il est certain que les Croates, en fils dévoués de Rome, obéissent au souverain pontife et que les Serbes, disciples du patriarche, l'ont d'ores et déjà suivi. En tout cas, on se plaît à imaginer une rencontre rédemptrice entre les deux chefs spirituels, le pape et le patriarche, priant et officiant ensemble dans l'un des lieux du martyre du peuple serbe sous la terreur oustachie croate pendant la deuxième guerre mondiale. Par exemple, à Jasenovac, le terrible camp de la mort où périrent des centaines de milliers de Serbes innocents. Ou bien au bord de l'un de ces mille treize golfes, disséminés à travers la Krajina, la Dalmatie et l'Herzégovine, où d'autres multitudes d'hommes, de femmes et d'enfants serbes furent précipités. Ou encore, près des ruines de l'un de ces très nombreux temples orthodoxes détruits ou incendiés, parfois avec les fidèles enfermés à l'intérieur. Et puisque ces horreurs, hélas ! furent l'œuvre des siens, le Saint-Père pourrait également y poser la première pierre d'un grand temple du repentir.

Seul le pape...

Alors que les corps des victimes serbes commencent seulement d'être ramassés du fond des gouffres pour recevoir enfin une sépulture décente, leurs âmes attendent toujours qu'on leur demande de pardonner. La nation allemande, faisant preuve de grandeur d'âme, a même révisé, encore récemment, par la bouche du chancelier Kohl, ce geste envers les juifs et les autres peuples d'Europe victimes de la barbarie nazie. La nation et, surtout, l'Eglise de Croatie, elles, n'ont rien fait de tel envers les Serbes, les juifs et les tziganes, victimes de la variante croate de la même barbarie. Bien au contraire, les Croates, dans leur majorité, gardent le silence sur les crimes oustachis quand ils n'eurent pas recours à la dénégation ou même à la justification de ces méfaits. C'est, en somme, en se considérant comme l'héritier du sinistre Pavelic, dont il déclara qu'il avait « incarné certaines aspirations historiques du peuple croate », que M. Franjo Tudjman gagna les élections dans un raz de marée l'an dernier en Croatie et en devint le président. Comment dès lors s'étonner que les Serbes de Croatie s'insurgent et que ceux de Serbie, de Bosnie, d'Herzégovine et du Monténégro veuillent les secourir ?

Seul le pape, de par son autorité de chef de l'Eglise catholique tout entière, pourrait y remédier en enjoignant à l'Eglise de Croatie de procéder, dans l'esprit du concile Vatican II, d'ailleurs, à un examen de conscience quant à son comportement peu chrétien envers les Serbes sous le régime oustachi. En

effet, le primat de Croatie, le cardinal Stepinac, vit un temps dans le criminel Pavelic l'homme providentiel venu réaliser le rêve millénaire croate d'un Etat dans le cadre du rêve d'Hitler d'un Reich millénaire. Il fit saluer par un *Te Deum* dans la cathédrale de Zagreb et dans toutes les églises de la Croatie l'instauration de cet Etat, qui eut lieu le 10 avril 1941, le jour même de l'entrée des troupes allemandes dans une capitale croate en liesse, alors que Belgrade fumait sous les bombardiers de la Luftwaffe et comptait ses milliers de morts. Et bien que, plus tard, le prélat se soit démarqué du « Poglavnik » et même l'ait critiqué, il laissa le clergé croate tremper dans des massacres d'orthodoxes, considérés comme schismatiques, ou procéder à leur conversion forcée.

Le fardeau de Cain

Le plus inévitable, c'est que Rome, jamais à ce jour, pas plus que les autorités ecclésiastiques croates, ne condamna ces hommes et ces actes répréhensibles. Le seul qui le fit, et les Serbes lui en savent gré, fut le cardinal Eugène Tisserant, préfet de la Congrégation orientale au Vatican, qui, lors de deux rencontres avec l'ambassadeur oustachi à Rome, Rusinovic, vint plaider la cause croate auprès du prélat, s'éleva contre les persécution des Serbes. Au point que le diplomate, dans le rapport qu'il adressa à Zagreb, s'exclama au sujet du prélat : « Attention, ennemi du peuple croate ! »

Voici pour l'actuel pape une occasion excellente et même pressante de lever une terrible hypothèque ! Car il semblerait inconcevable que la conscience de la nation croate demeurât à jamais accablée par le monstrueux fardeau de Cain qui représente un million de martyrs serbes ! D'aucuns trouveraient ce chiffre exagéré, mais laissons de côté les sources serbes, pouvant être suspectées d'impartialité, pour ne considérer que les sources étrangères. Le même cardinal Tisserant, en 1943, lorsqu'il targa et littéralement chassa le diplomate croate, parla de 350 000 Serbes exterminés, tandis que, un an plus tard, le général SS Ernst Fick, dans une lettre à Heinrich Himmler, estima ce nombre à 700 000. Il faut se rappeler qu'au cours d'une seule nuit l'Oustachi Petar Brzica égorga 1 100 Serbes ! Et, pendant les quatre années que dura la terreur oustachie, il y eut près de 1 500 nuits assassines, et autant de jours !

Seules des paroles de vérité et de justice de la part du pape condamnant le mal commis et incitant les Croates à tendre la main aux Serbes, dont la main est toujours ouverte, pourraient jeter des ponts durables de réconciliation, voire de nouvelle fraternité, entre les deux peuples. Si, par bonheur, on y parvenait, ce qui équivaudrait à un vrai miracle, le pape et le patriarche, toujours dans l'hypothèse de leur rencontre, pourraient alors poser une autre première pierre commune, celle d'un temple de la réconciliation.

► Komnen Becirovic est journaliste.

COURRIER

Déjà Guy Mollet

Pourquoi chercher au Japon la nouvelle formule du ministère de l'économie, des finances et du budget ? Les Japonais n'auraient-ils pas, plutôt, copié l'expérience du cabinet Guy Mollet de février 1956 ?

Le ministère des affaires économiques et financières de l'époque avait dans sa mouvance les mêmes départements ministériels qu'aujourd'hui — sauf les PTT — mais, en plus, l'agriculture et l'équipement. M. Robert Lacoste pendant une semaine, puis — après une vacance sans intérêt d'une dizaine de jours — M. Paul Ramadier en furent successivement responsables.

On revient au classicisme des le ministère suivant.

ANDRÉ NEURISSE
ancien chef de cabinet
de Guy Mollet

Centrales taguées

L'auteur du monstre qui grince au paroi du barrage d'Igouva récidiver, annonce-t-on, sur une des tours de refroidissement de la centrale de Cruas, au bord du Rhône, en Ardèche.

Cruas, site merveilleux, village étonnant, carrière de pierre plus étonnante encore, centrale piratée.

slenoe, panaches formidables. Cruas sera-t-il tagué comme une rampe de métro ? Décidément, ces toiles d'araignées envahissent tout, comme dans les mauvais films américains. Les Parisiens pourront déboulonner dans la vaste station « Vallée du Rhône-Drôme-Ardèche » sans trop de dépaysement.

Mais quel péché ont donc commis les ingénieurs auteurs de ces chefs-d'œuvre « dépourvus de toute utilité » que sont les barrages et les ouvrages d'art, pour qu'on se permette de disposer de telles pièces du patrimoine contemporain ? On imagine que leur perfection formelle suffisait à inspirer le respect, même aux écologistes les plus intraitables. Quelle obsession frénétique pousse l'urbanisme à s'approprier toute surface lisse, plane ou courbe ? Quelle maladie a fait peindre en jaune caca d'oie la centrale de Malville, dont le béton s'insérait à peu près dans son cirque de calcaire ? A quand une caricature géante à accrocher dans l'Arche de la Défense ou des décalcomanies sur la Pyramide du Louvre ?

Dégoulinées en impertinences narquoises, ces tentatives d'appropriation sont graves, révélatrices d'une attitude d'agression vis-à-vis de l'architecture. Barrages, tours de refroidissement et viaducs d'autoroutes, nous voulons bien épouser notre époque et le béton au qui en est le signe, mais qu'on nous épargne au moins la vulgarité et les grimaces.

MICHEL DUCAROT
artiste peintre à Lhuis (Ain)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication

Bruno Freppart, directeur de la rédaction

Jacques Gaku, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 261.311 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimerie
du Monde
12, rue Cambon
94011 PARIS Cedex

Commission paritaire des journaux
à publication, n° 57 147

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourme, président

Françoise Hugues, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71

Tél. MONDIPUB 206 134 F

14000 45-35-91-70 - Société d'Etat

du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Tapes LEMONDIE

ou 38-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMBOURG - PAYS-BAS	AUTRES PAYS VOIE NORMALE-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris 20

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

50 000 000

ÉTRANGER

URSS : la préparation du traité de l'Union

Climat d'entente cordiale entre M. Gorbatchev et M. Eltsine

Le Congrès des députés de Russie a achevé ses travaux samedi 25 mai dans une atmosphère de grande conciliation, tandis que, en marge du Congrès, une nouvelle réunion de neuf Républiques soviétiques décidait d'accélérer la préparation du traité de l'Union. Celui-ci devrait, selon MM. Gorbatchev et Eltsine, être prêt pour la signature en juin.

Les «travaux» semblent d'ailleurs comporter une clause de non-agression, puisque M. Eltsine a pratiquement décliné M. Gorbatchev dans l'affaire de la destruction brutale de nombreux postes-frontières des Républiques baltes le semaine dernière. M. Eltsine a bien demandé des explications au chef de l'Etat soviétique à ce sujet, mais ce dernier, a-t-il dit, «ne disposait pas d'assez d'informations» sur ces incidents.

Conflit sur le pétrole

MM. Gorbatchev et Eltsine semblent aussi pressés l'un que l'autre d'en finir avec le traité de l'Union, qui doit fixer les nouveaux rapports des républiques fédérées avec le centre. Pour M. Gorbatchev la réunion des «9 + 1» de vendredi a constitué «l'apogée de la phase finale» de la préparation du traité : un accord s'est dégagé «sur de nombreux points», et le nouveau projet définitif, sur lequel un comité plaoche à présent de manière permanente, sera prêt «en juin». Pour M. Eltsine, il s'agit de «réunir toutes les propositions dans une nouvelle variante du traité de l'Union, qui sera discutée lors d'une prochaine réunion avant d'être soumise aux Parlements des diverses Républiques. Le tout sera achevé vers la fin juin».

Un obstacle de taille à la signature du traité a été levé avec la promesse arrachée aux petites Républiques autonomes de signer le texte au sein de la République

fédérée dont elles dépendent (la Russie, par exemple, abrite seize Républiques autonomes) et non pas ce tout qu'ont été indépendantes. Seul le Tatarstan continue de se rebeller pour l'instant.

Tout paraît donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pourtant, interrogé samedi par les journalistes, M. Eltsine a donné l'impression que les divergences sur le contenu du traité restaient encore importantes. Il a notamment cité, parmi les points de désaccord, le problème de la fiscalité à deux étages - républicaine et fédérale - sur lequel l'Ukraine et la Russie s'opposent au centre, et la question de la répartition de la propriété d'Etat : M. Gorbatchev souhaite que les industries de la défense, du pétrole et du gaz continuent à dépendre de l'Etat fédéral, alors que «nous, nous ne sommes pas d'accord», a dit M. Eltsine.

Enfin un certain flou subsiste sur la forme juridique du lien fédéral, puisque, si la déclaration commune des «9 + 1» du 23 avril parlait d'«Etats souverains», les participants à la réunion de vendredi ont décidé «à l'unanimité» et par souci de continuité, selon M. Eltsine, que le nouveau nom de l'URSS serait «Union des Républiques soviétiques souveraines». «Tous les soviets supérieurs [Parlementaires] ne sont pas d'accord», a reconnu le dirigeant russe.

Mais M. Eltsine a, à présent, une autre échéance en tête, celle de l'élection présidentielle de Russie le 12 juin, pour laquelle il

paraît à ce point sûr de lui qu'il refuse de qualifier de «tournée électorale» les voyages qu'il s'appareille à faire dans plusieurs villes de Russie : «ce sont des voyages de travail», a-t-il assuré.

Le Congrès des députés du peuple a adopté toutes les réformes constitutionnelles nécessaires à l'instauration de la fonction de président élu au suffrage universel pour cinq ans, mais il a été sur la création d'une Cour constitutionnelle, organe de contrôle réclamé par le mouvement Russie démocratique. La question a été renvoyée à un congrès ultérieur. Pour le reste, les députés étaient ravis de cette nouvelle atmosphère d'entente cordiale, dont même M. Ivan Polozkov, le très conservateur chef du PC de Russie, s'est félicité : ce fut une session «fructueuse, exceptionnellement calme et sans tensions», a-t-il dit.

SYLVIE KAUFFMANN

ESPAGNE : les élections locales

Maintien des socialistes écoulement du centre

MADRID

de notre correspondant

Maintien des socialistes, poussée de l'opposition conservatrice, écoulement du centre : telles sont en substance les principales caractéristiques des élections municipales et régionales qui ont eu lieu dimanche 26 mai en Espagne.

Par rapport aux dernières élections municipales, de juin 1987, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) passe de 37,2 % à 38,5 % des voix, améliorant ses positions dans les milieux ruraux mais reculant dans les grandes villes, notamment à Madrid, où le Parti populaire (PP) obtient la majorité absolue. Pour la première fois depuis le retour à la démocratie, la capitale aura donc un maire appartenant à l'opposition conservatrice, M. José María Álvarez del Manzano.

Le rassemblement des socialistes parmi les classes moyennes urbaines profite au Parti populaire, qui obtient 25 % des suffrages contre 20,3 % aux municipales de 1987 et retrouve ainsi son score des dernières législatives. Le principal perdant de cette consultation est le Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien président, M. Adolfo Suárez, qui passe de 9,8 % à 3,8 % des voix et disparaît virtuellement de la scène politique.

Quant à la coalition Gauche unie (communiste), elle passe de 7 % à 8,5 % des voix et se retrouve dans de nombreuses villes dans une position clef, l'écroulement du CDS faisant d'elle le seul partenaire possible pour les socialistes dans des municipalités comme Barcelone. Le Parti populaire, de son côté, tentera de faire alliance avec les régionalistes, ce qui pourrait lui permettre de ravir au PSOE les importantes mairies de Valence et de Séville.

THIERRY MALINIAK

Consécration d'un président «musclé» en Géorgie

Le «président en exercice», Zviad Gamsakhourdia, a obtenu 87 % des voix à l'élection présidentielle au suffrage universel qui s'est déroulée dimanche en Géorgie, selon des résultats préliminaires annoncés lundi 27 mai. Son principal rival, l'économiste Valerian Advazadze, n'a obtenu que 6 % des suffrages.

M. Gamsakhourdia, cinquante-deux ans, a tenu dimanche une conférence de presse au Parlement de Tbilissi, dont il a expulsé un journaliste géorgien : «L'ennemi est ici, il diffuse des informations selon lesquelles la police force les gens à voter pour Gamsakhourdia. Je vous demande de vérifier dans toute la ville», a-t-il déclaré en préambule. Le correspondant de la radio américaine Radio Liberté, Guia Popkhadze, désigné alors dans l'assistance, a quitté la salle, et M. Gamsakhourdia a précisé

qu'il n'avait pas l'intention d'arrêter le «provocateur» car cela «serait utilisé contre la Géorgie».

De fait, dans la capitale tout au moins, les électeurs ne semblent guère avoir besoin d'incitation pour voter et déclarer leur soutien à celui qui concréte à leurs yeux la lutte pour l'indépendance. Les minorités ethniques en revanche - quelque 30 % de la population - craignent que les bulletins de vote ne servent au dirigeant géorgien lors de la privatisation annoncée des terres. M. Gamsakhourdia a dû ainsi préciser dimanche que l'attribution se ferait en fonction de l'importance de la famille et non de l'ethnie.

Quant aux opposants géorgiens, M. Advazadze, a prédit que «dès lundi matin, la répression s'abattra contre tous ceux qui ont combattu» M. Gamsakhourdia. - (AFP, Reuters)

Visite de M^{me} Margaret Thatcher à Moscou. L'ex-premier ministre Margaret Thatcher est arrivée dimanche 26 mai à Moscou pour une visite privée de quatre jours. Elle doit être reçue par M. Gorbatchev, par le premier ministre Valentin Pavlov et par le ministre de la Défense, le maréchal Dmitri Iazov, indique Tass. - (AFP)

IRLANDE DU NORD : vague d'attentats. - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué dimanche 26 mai un attentat à la bombe commis la veille, dans une caserne de Belfast-Ouest, dans lequel un soldat a été tué et un autre grièvement blessé. Au cours

de la nuit, deux policiers avaient été légèrement blessés à Cookstown, dans un autre attentat, non revendiqué mais portant, selon la police, les marques de l'IRA. Samedi, un groupe paramilitaire protestant, les Combattants pour la liberté de l'Ulster, avait assassiné un conseiller municipal du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, pour venger la mort d'un jeune protestant tué par l'armée républicaine. L'Irlande du Nord est en proie depuis deux semaines à une nouvelle vague d'attentats terroristes, alors que les partis locaux tentent d'entamer des discussions intercommunautaires sur l'avenir de la province. - (AFP)

AMÉRIQUES

SURINAM

Victoire du Front nouveau pour la démocratie aux élections législatives

Les résultats des élections législatives organisées, samedi 25 mai, au Surinam faisaient apparaître d'innocence, après dévouement de la presque totalité des bulletins, une victoire du Front nouveau pour la démocratie, coalition multiraciale hostile aux militaires. Pourtant, dans le même temps, non seulement les partisans de l'armée se maintenaient, mais ils semblaient même opérer une percée inattendue.

Le Front paraît assuré d'emporter entre 28 et 30 des 51 sièges de l'Assemblée du pays. Il semble cependant avoir échoué dans sa volonté d'obtenir la majorité des deux tiers (34 sièges) qu'il souhaitait au Parlement pour pouvoir désigner un chef de l'Etat sans l'appui d'autres partis. Le Front entend limiter le pouvoir des militaires et amorcer un rapprochement avec les Pays-Bas, ancienne puissance coloniale jusqu'à l'indépendance de 1975.

Les résultats ont également montré une progression surprise du Parti national démocratique, favorable à l'armée et

dirigé par Jules Wijdenbosch, vice-président par intérim. Le PND obtiendrait au moins douze sièges, ce qui représenterait un gain de dix sièges par rapport au Parlement sortant.

L'Alternative démocratique, jeune parti de centre-gauche qui prône également un rapprochement avec la Haye, devrait faire son entrée au Parlement avec huit ou neuf élus.

Le Front et l'Alternative démocratique pourraient former une coalition mais, selon des observateurs, la percée du PND pourrait dissuader le nouveau gouvernement de se risquer à une épreuve de force avec les militaires.

Les élections de samedi ont fait suite au coup de force du colonel Desi Bouterse, ancien chef de l'armée, qui a déposé en décembre le président civil Ramswijk Persad, ancien ministre, et a imposé le Parlement à désigner un gouvernement par intérim. Dans les prochains jours, le nouveau Parlement devra élire un président et un vice-président. - (Reuters, AFP)

ITALIE : première publicité contre le banditisme organisé

«Mafia, qui ne dit mot consent...»

ROME

de notre correspondant

D'impeccables messieurs qui évoluent dans le pénombre d'un luxueux salon, avec des mines de conspirateurs, un jeune et beau saigneur moderne, smoking et chapeau gominé, qui écrase lentement du pied, sur un verre brisé, la main d'un serviteur maladroit, un vieux juge, un homme d'affaires, un militaire en grand uniforme, des personnages typés qui, tous, traversent l'écran sur un magnifique opéra de Puccini. Pas de dialo-

que, mais des voix «off» qui chuchotent, qui affirment n'avoir rien vu, rien entendu, et ne rien vouloir apprendre. Climat pesant, mystérieux. Soixante secondes de cinéma, de clichés sans doute, mais d'une redoutable efficacité et qui se concluent sur ce message, ô combien explicite : «Mafia : qui ne dit mot consent...».

Suit un numéro de téléphone gratuit, celui du haut commissariat à la lutte contre la Mafia.

Le premier clip télévisé contre le banditisme organisé a été diffusé vendredi soir 24 mai sur une chaîne privée, la «Cinque» de Silvio Berlusconi. La campagne, qui vise non seulement à faire prendre conscience aux Italiens de la gravité du phéno-

me mafieux mais aussi à inciter ceux qui savent à contacter les autorités, devrait de poursuivre sur plusieurs semaines. L'idée était simple, il suffisait de vouloir la concrétiser. En 1990, les guérillas mafieuses ont fait deux mille morts dans le sud du pays.

Un numéro vert contre l'omertà. Depuis deux ans environ, le cancer a peu à peu gagné le centre et le nord de la Péninsule et même débordé ses frontières

clip serait gravement fourni à toutes les écoles et institutions qui en feront la demande, ainsi qu'aux chaînes concurrentes qui souhaiteraient la diffuser, service public compris. Passionnés des grandes causes sociales, M. Costanzo qui officie tous les soirs sur la chaîne vedette de M. Silvio Berlusconi, avait déjà lancé, en son temps, le premier clip anti-drogue du pays.

Il sera difficile d'en mesurer l'impact sur les jeunes consommateurs italiens de drogue qui, avec près de mille deux cents décès par surdose en 1990, paient chaque année le plus lourd tribut d'Europe à l'héroïne.

Une chose est sûre, le fameux «numéro vert» que les téléspectateurs sont invités à appeler, a été mis en service il y a quelques mois, par M. Domenico Sica, le haut-commissaire antimafia, et il a déjà permis de résoudre certaines affaires. L'anonymat total des correspondants est garanti, plusieurs milliers d'appels ont d'ailleurs été reçus mais, à en croire ses initiateurs, la méthode n'aurait pas donné lieu à cette épidémie de dénonciation tous azimuts que l'on pouvait craindre. Ou bien les Italiens sont plus civiques que certains le pensaient, ou l'omertà, la fameuse loi sicilienne du silence que M. Costanzo cherche à briser, est décidément bien ancrée dans leur tempérament.

Le gouvernement s'attendant sans doute que pareille campagne publicitaire velle au d'échec dans la lutte institutionnelle contre le crime organisé, c'est Maurizio Costanzo, journaliste célèbre, homme de spectacle et brillant «ceusaur» télévisé, qui a pris le relais et lancé cette première campagne de pub anti-mafia. La «New Time» et la BRW, les deux agences qui l'ont graduellement produite et réalisée, ont annoncé que leur

clip serait gravement fourni à toutes les écoles et institutions qui en feront la demande, ainsi qu'aux chaînes concurrentes qui souhaiteraient la diffuser, service public compris. Passionnés des grandes causes sociales, M. Costanzo qui officie tous les soirs sur la chaîne vedette de M. Silvio Berlusconi, avait déjà lancé, en son temps, le premier clip anti-drogue du pays.

Il sera difficile d'en mesurer l'impact sur les jeunes consommateurs italiens de drogue qui, avec près de mille deux cents décès par surdose en 1990, paient chaque année le plus lourd tribut d'Europe à l'héroïne.

Une chose est sûre, le fameux «numéro vert» que les téléspectateurs sont invités à appeler, a été mis en service il y a quelques mois, par M. Domenico Sica, le haut-commissaire antimafia, et il a déjà permis de résoudre certaines affaires. L'anonymat total des correspondants est garanti, plusieurs milliers d'appels ont d'ailleurs été reçus mais, à en croire ses initiateurs, la méthode n'aurait pas donné lieu à cette épidémie de dénonciation tous azimuts que l'on pouvait craindre. Ou bien les Italiens sont plus civiques que certains le pensaient, ou l'omertà, la fameuse loi sicilienne du silence que M. Costanzo cherche à briser, est décidément bien ancrée dans leur tempérament.

Le gouvernement s'attendant sans doute que pareille campagne publicitaire velle au d'échec dans la lutte institutionnelle contre le crime organisé, c'est Maurizio Costanzo, journaliste célèbre, homme de spectacle et brillant «ceusaur» télévisé, qui a pris le relais et lancé cette première campagne de pub anti-mafia. La «New Time» et la BRW, les deux agences qui l'ont graduellement produite et réalisée, ont annoncé que leur

clip serait gravement fourni à toutes les écoles et institutions qui en feront la demande, ainsi qu'aux chaînes concurrentes qui souhaiteraient la diffuser, service public compris. Passionnés des grandes causes sociales, M. Costanzo qui officie tous les soirs sur la chaîne vedette de M. Silvio Berlusconi, avait déjà lancé, en son temps, le premier clip anti-drogue du pays.

Il sera difficile d'en mesurer l'impact sur les jeunes consommateurs italiens de drogue qui, avec près de mille deux cents décès par surdose en 1990, paient chaque année le plus lourd tribut d'Europe à l'héroïne.



que, mais des voix «off» qui chuchotent, qui affirment n'avoir rien vu, rien entendu, et ne rien vouloir apprendre. Climat pesant, mystérieux. Soixante secondes de cinéma, de clichés sans doute, mais d'une redoutable efficacité et qui se concluent sur ce message, ô combien explicite : «Mafia : qui ne dit mot consent...».

Suit un numéro de téléphone gratuit, celui du haut commissariat à la lutte contre la Mafia.

Le premier clip télévisé contre le banditisme organisé a été diffusé vendredi soir 24 mai sur une chaîne privée, la «Cinque» de Silvio Berlusconi. La campagne, qui vise non seulement à faire prendre conscience aux Italiens de la gravité du phéno-

me mafieux mais aussi à inciter ceux qui savent à contacter les autorités, devrait de poursuivre sur plusieurs semaines. L'idée était simple, il suffisait de vouloir la concrétiser. En 1990, les guérillas mafieuses ont fait deux mille morts dans le sud du pays.

Un numéro vert contre l'omertà. Depuis deux ans environ, le cancer a peu à peu gagné le centre et le nord de la Péninsule et même débordé ses frontières

clip serait gravement fourni à toutes les écoles et institutions qui en feront la demande, ainsi qu'aux chaînes concurrentes qui souhaiteraient la diffuser, service public compris. Passionnés des grandes causes sociales, M. Costanzo qui officie tous les soirs sur la chaîne vedette de M. Silvio Berlusconi, avait déjà lancé, en son temps, le premier clip anti-drogue du pays.

Il sera difficile d'en mesurer l'impact sur les jeunes consommateurs italiens de drogue qui, avec près de mille deux cents décès par surdose en 1990, paient chaque année le plus lourd tribut d'Europe à l'héroïne.

Une chose est sûre, le fameux «numéro vert» que les téléspectateurs sont invités à appeler, a été mis en service il y a quelques mois, par M. Domenico Sica, le haut-commissaire antimafia, et il a déjà permis de résoudre certaines affaires. L'anonymat total des correspondants est garanti, plusieurs milliers d'appels ont d'ailleurs été reçus mais, à en croire ses initiateurs, la méthode n'aurait pas donné lieu à cette épidémie de dénonciation tous azimuts que l'on pouvait craindre. Ou bien les Italiens sont plus civiques que certains le pensaient, ou l'omertà, la fameuse loi sicilienne du silence que M. Costanzo cherche à briser, est décidément bien ancrée dans leur tempérament.



JACQUES FRÉMEAUX
LA FRANCE
ET L'ISLAM
DEPUIS 1789

Cet essai s'efforce de présenter les grands traits de la présence de la France dans le monde musulman méditerranéen depuis la révolution française. Il répond avant tout à un besoin : replacer l'actualité dans la durée et substituer à l'idée d'un affrontement sur fond d'ignorance réciproque les souvenirs d'une longue expérience de vie commune, riche de potentialités.

Collection «Politique d'aujourd'hui» 286 pages - 148 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AFRIQUE

ÉTHIOPIE : alors que s'ouvrent des négociations à Londres

Les rebelles encerclent la capitale

Des négociations de la dernière chance devaient s'ouvrir, lundi 27 mai, à Londres, sous l'égide des États-Unis, entre les autorités d'Addis-Abeba et les différents mouvements rebelles. Alors que la primauté ministérielle s'est fixée comme priorité le dialogue « avec un haut sans des responsabilités », la secrétaire générale de l'ONU a exhorté toutes les parties à observer un cessez-le-feu immédiat afin d'assurer les chances de succès d'un règlement négocié.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Près d'une semaine après la fuite du président Mengistu Haile Mariam, l'armée éthiopienne, affaiblie et démoralisée depuis de longs mois, a définitivement jeté l'éponge. En trois jours, elle vient de perdre Asmara, Keren et Assab, les dernières villes érythréennes qu'elle contrôlait, ainsi que la base aérienne de Debre-Zeit, à quarante kilomètres au sud d'Addis-Abeba. Les rebelles indépendantistes du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) sont, aujourd'hui, maîtres de leur province et, dans le Sud, les maquisards tigres tiennent toutes les voies d'accès à la capitale et s'en rapprochent chaque jour davantage.

Sur la route du Gojjam, à quelques kilomètres au nord-est d'Addis-Abeba, on a vu arriver, en camion ou à pied, aux postes de police, des dizaines de soldats. Ils refusaient, assurant-ils, de Goyas, à 200 kilomètres de là, où l'armée gouvernementale défendait encore le pont sur le Nil, il y a une semaine. A Bareyou, à 15 kilomètres à l'ouest de la capi-



tales, la police interdisait aux automobilistes de s'aventurer plus loin, précisant que les rebelles tigres « étaient qu'à 10 kilomètres de là ».

Risques d'anarchie

A Asmara, le commandant de la deuxième armée, le général Hussein Mohammed, s'est enfui à Djibouti avant la reddition de ses soldats, dès vendredi. « Il avait trop de sang sur les mains pour prendre le risque de rester », commente un diplomate africain. Au total, ce sont déjà près de 4 000 militaires et de 3 000 civils qui ont cherché refuge à Djibouti ou un Antonov-12 de l'armée de l'air avait été détourné, samedi soir, par trois officiers. Quant aux bâtiments des forces navales éthiopiennes, beaucoup ont trouvé asile dans le port

yémenite de Mukha ainsi que dans les eaux territoriales djiboutiennes. A Addis-Abeba, les centaines de soldats que l'on voyait entrer dans les rues ces derniers jours, leur Kalachnikov sur l'épaule, ont progressivement disparu, manifestement pris en charge par l'armée qui les a installés dans les camps militaires de la ville. Abandonnés par leurs officiers qui doivent leur galons au colonel Mengistu, ils n'ont pas cherché à écouler l'excès de rebelles et se sont repliés.

Addis-Abeba ne s'est pas encore départie de son calme devant l'avancée inexorable des rebelles bien que des chars soient apparus dans certaines artères et que des échanges de coups de feu aient été entendus dans la capitale, dans la nuit de dimanche à lundi, en particulier dans la zone de l'aéroport international de Bole. Des rumeurs, confirmées par certaines sources diplomatiques, laissent croire, dimanche soir, à une formation de l'aéroport, cernée par les rebelles. Ce qui démentait, par la suite, un responsable de service aux guichets d'embarquement, précisant, toutefois, que la compagnie Ethiopian Airlines avait décidé de transférer, à partir de ce lundi, son centre d'opérations et ses appareils, à Nairobi au Kenya.

Alertée par ces informations, l'ambassade de France, suivie par d'autres missions diplomatiques

(italienne, allemande, égyptienne notamment), décidait d'évacuer ses ressortissants, ne laissant sur place que l'ambassadeur, entouré de ses proches collaborateurs et de quelques gendarmes. Ainsi, 238 Français sont-ils arrivés, dimanche après-midi, à l'aéroport de Roissy, à bord d'un Boeing-747 spécial d'Air France, en provenance de Djibouti. De leur côté, les Nations unies procédaient à l'évacuation des familles de leurs fonctionnaires et de leur personnel non essentiel.

Addis-Abeba vit, depuis quatre jours, sous la menace permanente des rebelles qui peuvent y faire irruption d'un moment à l'autre. Mais cette tension, attisée par des coups de feu de plus en plus nombreux le soir, ne semble affecter ni les habitudes des citoyens ni le fonctionnement des services publics. Dimanche, quelque 2 000 personnes, essentiellement des jeunes et des intellectuels, ont manifesté pour la paix dans les rues de la capitale. Pendant ce temps, sur le terre-plein de l'avenue d'Adoua, des jardiniers municipaux arrosaient soigneusement les parterres de fleurs. Il y avait foule devant la pâtisserie Enrico, une des plus fameuses de la ville.

Personne ne semble redouter l'arrivée des « woyane » (rebelles tigres) mais c'est plutôt l'anarchie qui s'ensuivrait qui fait peur. Tout le monde s'en remet à l'armée qui « saura défendre la capitale ». C'est ce qu'affirmait aussi, samedi, le premier ministre, M. Tesfaye Dinka, ajoutant qu'il ferait l'impossible pour éviter un affrontement armé dans Addis-Abeba. Avant de prendre l'avion pour Londres, il avait insisté, lors d'une conférence de presse, sur l'importance d'un cessez-le-feu « qui doit être la base de départ de la mise en place d'un gouvernement de transition ».

« Ce sera (à ce gouvernement) de réfléchir à un système démocratique grâce auquel nous pourrions régler nos problèmes par les urnes et non par les fusils ». Mais les rebelles exigent des négociations politiques avant un cessez-le-feu : la tâche du médiateur américain, M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, n'en sera que plus délicate. Quant au référendum, exigé par les indépendantistes érythréens, M. Asfagré Yiglela, l'homme qui a mené jusqu'à présent l'ensemble des négociations avec les rebelles, a affirmé qu'il s'agissait d'une question que le peuple éthiopien tout entier devrait résoudre, et pas les habitants d'une seule région.

JEAN HÉLÈNE

14 400 juifs éthiopiens ont été acheminés en Israël en trente-quatre heures

JERUSALEM

de notre correspondant

Samedi 25 mai, 18 h 30 : le dernier avion en provenance d'Addis-Abeba vient d'atterrir à Tel-Aviv, marquant la fin de l'opération « Sotom », ce gigantesque pont aérien qui a permis le transport en Israël en moins de trente-quatre heures de 14 400 juifs éthiopiens (en non 18 000, comme l'avait indiqué samedi sur le foi des dépêches d'agence).

Une quarantaine de vols aller-retour ont été effectués par des avions d'El Al et une quinzaine d'Hercules de l'armée de l'air. A en croire le *Jerusalem Post*, au moins un avion de ligne éthiopien aurait également participé à l'opération. Des militaires israéliens (en civil) se trouvaient depuis quelques semaines-huit heures à l'aéroport d'Addis-Abeba, sous la supervision du chef d'état-major adjoint, le général Amnon Sharak.

L'Agence juive avait envoyé six émissaires espions, tous parlant l'amharique et aidés par soixante-cinq employés d'origine éthiopienne. Dans la soirée de jeudi, les candidats au départ ont reçu l'ordre de se rendre dans l'enceinte de la représentation diplomatique israélienne, sans aucun bagage, et seulement munis des papiers attestant leur appartenance à la communauté juive. Un record mondial de capacité fut battu : un hélicoptère accueillit à son bord 1 080 passagers.

M. Moshe Arons, le ministre israélien de la défense, a précisé que l'opération « Solomon » n'avait pas été improvisée. Selon la presse israélienne, les préparatifs ont commencé il y a plusieurs mois. A l'époque, le président Mengistu Haile Mariam, liché par ses anciens alliés soviétiques, tentait de se servir des juifs éthiopiens comme d'une monnaie d'échange. Pour les laisser partir, il exigeait d'Israël des livraisons d'armes. Il avait même effectué une visite secrète à Jérusalem fin 1990.

M. Shamir, le premier ministre israélien, a refusé, et n'a proposé qu'une aide humanitaire et économique. A l'eutourne dernier, le dossier fut confié à M. Uri Lubrani, spécialiste des négociations secrètes

(dans les années 60, il avait représenté Israël à Addis-Abeba) : « Nous étions, dit-il, sur le point d'aboutir quand le président Mengistu s'est enfui. Son successeur a compris qu'il devait laisser partir les juifs pour se gagner les bonnes grâces des États-Unis, dans la perspective de la conférence de Londres avec les rebelles ».

35 millions de dollars ?

C'est seulement jeudi à 15 heures que M. Lubrani obtint le feu vert du président Katsen, qui venait de recevoir une lettre personnelle du président Bush. Dans une communication téléphonique avec le chef de l'adjudant américain, dès vendredi soir 24 mai, Itzhak Shamir a longuement remercié l'administration américaine pour ses efforts. Washington avait également obtenu l'accord des rebelles éthiopiens.

Israël a-t-il offert une contrepartie à l'Éthiopie ? Selon la presse, Jérusalem a bel et bien versé au gouvernement d'Addis-Abeba 35 millions de dollars pour éviter de faire capoter l'opération à la dernière minute. Une information que les responsables politiques ou militaires se sont toutefois refusés à commenter. Les Américains, affirme-t-on ici, n'ont en tout cas rien demandé à Israël en échange de leur aide.

A ce sujet, M. Shamir a seulement espéré que Washington n'utiliserait pas l'aide promise pour l'intégration des nouveaux immigrants comme une arme dans le processus diplomatique au Proche-Orient. Le département d'Etat américain avait affirmé avoir demandé à Israël de ne pas installer les nouveaux venus dans les territoires occupés.

Autre question : qu'advient-il de ces quelque 2 000 juifs qui n'ont pu quitter l'Éthiopie parce qu'ils se trouvaient dans des secteurs contrôlés par les rebelles ? A Jérusalem, on ne paraît pas trop inquiet de leur sort, dans la mesure où l'on semblerait avoir reçu, par l'intermédiaire des États-Unis, des assurances de la part des rebelles. — (Interim.)

AFRIQUE DU SUD : après le « sommet sur la violence »

Le roi des Zoulous invite ses sujets à déposer les armes

Le « sommet sur la violence et l'intimidation », convoqué à l'initiative du président De Klerk, s'est achevé, samedi 25 mai, un peu plus tôt que prévu. Plusieurs ministres avaient auparavant expliqué que le problème de la violence ne pourrait pas être résolu, comme par magie, en l'espace d'une réunion. La rafus du Congrès national africain (ANC), de ses alliés, du Conseil sud-africain des Eglises (SACC) et de plusieurs chefs de homeland de participer à cette rencontre avait hypothéqué d'avance toute chance de succès d'une telle entreprise.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les débats ont été dominés par de vigoureuses critiques à l'encontre de ceux qui avaient boudé l'invitation présidentielle, au désespoir de quelques participants dont le président de l'association Avocats pour les droits de l'Homme, M. Brian Curran, pour qui il ne fait « pas de doute » qu'une prochaine réunion doit être organisée par une instance impartiale.

Les participants, qui représentaient principalement le gouvernement et l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, ont décidé de créer un « comité de suivi ». Mais la montagne a accouché d'une souris, car ce comité sera évidemment composé de membres du gouvernement et de l'Inkatha. M. De Klerk a indiqué qu'il était fermement opposé à la cooptation de ceux qui avaient décliné son invitation. Il a cependant précisé que la principale tâche du comité serait de négocier l'organisation d'un nouveau forum incluant ceux qui étaient absents au sommet. Il a appelé ces derniers à se rendre disponibles pour le dialogue et la négociation : « Nous avons besoin de tous les autres pour parvenir à la paix et mettre fin à la violence ».

Les diverses commissions de travail ont proposé qu'un code de

conduite soit imposé à « une police restructurée », qu'un médiateur ou un bureau spécial veille sur l'impartialité des forces de l'ordre.

Être invincible en politique

M. Buthelezi et le roi des Zoulous, M. Goodwill Zwelithini, tous deux présents au « sommet », avaient appelé les leurs à se rassembler, dimanche, en tenue traditionnelle, à Soccer City, un immense stade de football près de Soweto. C'est par impit (régiments) disciplinés que les Zoulous ont convergé vers ce lieu de rassemblement, le cœur ceint d'un turban en peau de panthère, bouclier et lance à la main, sans incidents.

Ovationné par cinquante mille Zoulous, le roi Zwelithini a, dans une longue harangue, ordonné à ses sujets de « mettre de côté leurs armes meurtrières » et de ne plus « se laisser entraîner dans les violences ». « J'ordonne au peuple de mon père de préserver sa dignité », et « je lui dis d'être invincible en politique car les jours anciens d'invincibilité dans la guerre sont aujourd'hui révolus », a-t-il lancé à la foule, après avoir, de manière virulente, attaqué l'ANC.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que le roi a exigé des Zoulous qu'ils renoncent à leur panoplie guerrière. Mais, dans sa volonté de ne pas interrompre le processus de négociations engagé avec l'ANC, le gouvernement a été contraint de céder sur la question des armes traditionnelles. La bonne volonté dont a fait preuve la direction de l'Inkatha lui garantira une place à la table des négociations sur la nouvelle Constitution. Ce que précisément souhaitait obtenir M. Buthelezi, dont les hommes affrontaient sur le terrain les militants de l'ANC, qui entendait bien tout faire pour demeurer le seul représentant de la communauté zouloue dans les pourparlers à venir avec le gouvernement.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

L'Afrique, puzzle fragile

Suite de la première page

Au-delà de l'ordre du jour immédiat des discussions – le transfert en douceur du pouvoir, s'il est encore temps – se profile un enjeu majeur : l'unité territoriale de l'Afrique. L'un des pays les plus peuplés d'Afrique – 52 millions d'habitants – et le plus pauvre de la planète.

Le dogme du *statu quo* frontalier pourrait donc bien – par une cruelle ironie – recevoir le coup de grâce dans le pays-mère où il triompha, il y a tout juste vingt-huit ans. C'est en effet à Addis-Abeba, en mai 1963, que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) naissante se dota d'une charte proclamant, parmi ses cinq principes fondamentaux, l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ce fut une sage décision.

Le grand dépeçage de l'Afrique accompli quatre-vingt ans plus tôt par les puissances coloniales à la conférence de Berlin (1885) relevait du pur arbitraire. « Nous nous sommes distribués des montagnes, des rivières et des lacs sans savoir où ils se trouvaient », avoua Lord Salisbury, premier ministre britannique, et l'un des « partages » du continent. Ce découpage aveugle entraîna des aberrations géographiques et culturelles, des ensembles politiques sans véritables racines ni cohésion.

Regroupant des populations d'histoire et de tradition différentes, écartelées ethniques et culturelles, ces nouveaux États, nés des hasards de la découverte, ne correspondaient souvent à aucune réalité collective antérieure. Et pourtant, loin de répudier cette part de l'héritage colonial – ou du moins de ne l'accepter que sous bénéfice d'inventaire, – l'OUA s'empresse de l'assumer en bloc.

Le débat mettrait en jeu deux exigences légitimes mais contradictoires : d'une part, éviter la multiplication des litiges frontaliers, fâcheux de balcons à un continent ; de l'autre, faire droit aux aspirations des nations envers lesquelles l'histoire coloniale avait été ingrate. Ici, la sauvegarde d'un ordre et d'une paix relatives, la crainte viscérale de sécessions en chaîne ; là le droit à l'autodétermination des peuples.

Conscient que la tenue en cause du *statu quo* introduirait le germe du chaos, l'Afrique nouvellement indépendante refusa d'embrasser la périlleuse aventure d'une seconde décolonisation. Ce ebnix fit des mécoments, et d'abord la Somalie. Soucieux de réunir la nation scindée toute entière, symbolisée par l'île à cinq branches qui figure sur son drapeau, Mogadiscio continua de revendiquer les terres perdues à l'époque coloniale, le nord-est du Kenya, Djibouti et surtout la province éthiopienne de l'Ogaden, conquise par l'empire à la fin du siècle dernier et que le régime de Siyad Barre tenta en vain de récupérer par les armes en 1977.

Loix d'avoir accompli son rêve réunificateur, la Somalie se retrouve aujourd'hui scindée en deux régions qui épousent en gros les tracés coloniaux. Et ce n'est pas un hasard si les rebelles du MNS ont redonné à leur territoire le nom de « Somaliland » qu'il portait sous l'ancien protectorat britannique avant de donner naissance à la Somalie moderne en s'unissant le 1er juillet 1960 à la colonie italienne de Somalie, au sud. C'est un retour symbolique au passé, comme pour nier trente ans d'histoire – celle de l'indépendance – au

cours de laquelle le Nord accumula sa rancœur contre les clans sudistes qui gouvernaient à Mogadiscio.

L'Éthiopie est, elle aussi, menacée de démantèlement. Mais, bornés les rebelles érythréens, personne ne souhaite qu'elle soit amputée, notamment d'une partie de son littoral. Né en 1970, le FPL s'en tient depuis onze ans à la même exigence : l'organisation en Erythrée d'un référendum sous supervision internationale. Comment éviter un effet de contagion parmi les autres minorités, Afars, Oromos ou Somalis ? Comment partager le pouvoir avec les amharas, groupe ethnique dominant à Addis-Abeba ?

Erythréens et Tigres ne semblent plus sur la même longueur d'onde idéologique. Alors que les premiers disent avoir délaissé leur marxisme fondateur, les seconds se réclament, il y a peu encore, du stalinisme, citant comme modèle l'Albanie d'Enver Hoxha. Récemment, le FPL s'est donné une image plus présente, mais sa sincérité démocratique reste à démontrer. Faute de quoi, les Éthiopiens risqueraient, d'un régime à l'autre, de ne rien gagner ni changer.

Les États-Unis, qui paraissent le rôle-clé dans l'évolution en cours. Ayant la confiance des parties en conflit et l'appui de l'Union soviétique – laquelle scella le sort de Mengistu en le privant en mars dernier de son aide militaire, – l'Amérique a les moyens politiques et financiers d'imposer à tous un compromis. Dans un premier temps, un régime provisoire préparait la tenue d'élections démocratiques sous contrôle international.

Parallèlement, seule la recherche d'une formule confédérale souple accordant une large autonomie à toutes les minorités pourrait – peut-être – amener les Érythréens à élargir d'un pas. Dans le cas contraire, l'éclatement de l'Éthiopie ne manquerait pas de fragiliser un peu plus le puzzle africain.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

55.000.000

صكنا من الامم



COMPAGNIE EUROPE

**-Et vous avez le toupet
de dire que si j'ai pu faire
la cour à Louise, c'est
à la lumière tamisée et
au nucléaire
que je le dois ?**

Pourtant, le nucléaire est là.
Là, sous la lumière qu'on tamise.
Là, entre chaque note de musique.
Dans le ronronnement familier
de la machine à laver. Derrière la T.V.
Même là, dans nos petits plats.
Dans chacun de nos gestes quotidiens,
le nucléaire est là. Car, aujourd'hui,
c'est le nucléaire qui couvre
plus des 3/4 de nos besoins en électricité.
C'est le nucléaire qui nous met à l'abri
des caprices et des marchés et
de l'actualité. C'est le nucléaire enfin,
qui nous permet de ne pas manquer
de cette électricité dont on ne saurait plus
se passer. Et ce bien-être,
cette autonomie et cette sérénité-là
c'est à EDF qu'on les doit.

Aujourd'hui, 75% de l'électricité est nucléaire.



PATRICIA
HIGHSMITH

Le meurtrier

FRANÇOISE
CHANDERNAGOR
L'Archange de VienneChristine
ARNOTHYLe
LIVRE
de
POCHECHRISTINE
ARNOTHYFRANÇOISE
CHANDERNAGORIRÈNE
FRAINJACQUELINE
MASSABKIGUY
SORMANCHRISTINE
DE RIVOYREHENRI
COULONGES

MOULOUDJI

DORIS
LESSINGFELICIE
MARCEAUPATRICIA
HIGHSMITHCLAUDE
MAURIACPIERRE
MOUSSAYVES
GIBEAUAGATHA
CHRISTIEBERNARD
LENTERICCONSTANTIN
MELNIKHERMANN
HESSELEONARDO
SCIASCIARAYMOND
ARON

LA ROCHEFOUCAULD

BALZAC

NIETZSCHE

RAINER MARIA
RIKKEGUY
DE MAUPASSANTARTHUR
SCHNITZLER

Vent africain

L'Archange de Vienne
(La Sans Parole 2)

Secret de famille

La Mémoire des cédres

Les Vrais Penseurs de notre temps

Crépuscule, taille unique

La Lettre à Kirilenko

Le Petit Invité

Descente aux enfers

En de secrètes noces

Le Meurtrier

Bergère, ô tour Eiffel

Le Temps immobile 81

La Route de la fortune

Souvenirs d'un financier

Allons z enfants

La Dernière Enigme

Voyante

Des services "très" secrets

Rosshalde

La Sorcière et le capitaine

Leçons sur l'histoire

Maximes

La Femme de trente ans

La Volonté de puissance

LIRE EN ...

Briete an einen jungen Dichter

Lettres à un jeune poète

Madame Baptiste

BILINGUE

La Nouvelle rêvée / Traumnovelle

AFRIQUE

ALGÉRIE : un mois avant les élections législatives

L'appel à la grève générale illimitée
lancé par les islamistes est peu suivi

Le Front islamique du salut (FIS) a appelé, dès samedi 25 mai, à une grève générale illimitée dans toute l'Algérie. Le parti de M. Abassi Madani exige la tenue d'une élection présidentielle anticipée, ainsi que l'abrogation de la loi électorale qui institue un mode de scrutin et un découpage en circonscriptions qu'il juge défavorables. Jusqu'ici, le mot d'ordre de grève n'a été que peu suivi.

ALGER

de notre envoyé spécial

En appelant à la grève générale, le FIS, qui influence sans doute plus de laïcs que de musulmans, a voulu dire qu'il n'est pas prêt à accepter un échec. Or, c'est bien d'un échec qu'il faut parler après deux jours d'un mouvement qui se veut, selon ses initiateurs, « illimité », mais qui apparaît déjà à court de souffle.

Samedi, au premier jour du mouvement, Alger a connu les mêmes embouteillages que durant un jour sans grève. Les magasins, dit-on, les islamistes comptent quelques partisans ont, dans l'ensemble, ouvert leurs portes, tout comme les entreprises privées ou publiques. Hormis les pontelles délaissées par les éboueurs, employés municipaux soumis à l'autorité des élus communaux du FIS, et mis à part quelques affiches qui appelaient au mouvement, rien n'indiquait qu'une grève générale avait lieu.

Dans l'après-midi, le FIS a péniblement rassemblé quelques milliers de partisans sur la place des Martyrs, où il y a encore quelques mois, il avait réuni des foules autrement plus nombreuses. Quelques cortèges ont traversé les artères de la capitale ainsi que celles de plusieurs villes de province, qui sont demeurées, dans l'ensemble, calmes. Aucun défilé n'a réuni les nombreux partisans que drainaient, il y a encore quelques mois, les manifestations islamistes.

Erreur
politique

Le lendemain dimanche (jour ouvrable en Algérie), la grève n'a pas connu plus de succès. Les cortèges ont été, en revanche, nettement plus fournis. A l'évidence, l'état-major islamiste, douché par ses insuccès de la veille, a renoué ses troupes. Jusqu'à présent, il est capable de faire monter la tension tout en évitant l'irréparable qui découlerait à l'adversaire présumé à l'intervention musclée. Sans répondre à la question, la presse coprine se divise sur la surprise de voir échouer un mouvement dont, en début, on pouvait craindre le pire. Le 23 mai, veille de

l'annonce de la grève, l'armée, appartenant bien renseignée, n'avait-elle pas fait défilé ses chars dans plusieurs quartiers d'Alger ?

Agités encore de frissons rétrospéctifs, les journaux demeurent incapables d'expliquer la décision d'un parti d'ordinaire plus habile dans ses choix tactiques. Pour le quotidien *Alger républicain*, de sensibilité communiste, le FIS a déclenché un « mouvement pré-insurrectionnel », tandis que le bureau politique du FLN, par la voie de son journal *El Moudjahid*, adresse une lettre ouverte à la direction du FIS pour l'inviter « fraternellement, au nom de Dieu clément (et) miséricordieux, à revenir sur la grève et les exigences irréalistes et extrémistes qui l'ont accompagnée, à œuvrer en vue d'installer la sérénité chez les citoyens » afin qu'ils puissent « participer en toute liberté aux prochaines élections législatives ». La plupart des autres journaux, comme les porte-parole de nombreux partis dénoncent les dangers que fait courir au pays une « grève politique » au moment où l'Algérie tente une mutation pacifique vers

la démocratie. Avec son appel à la grève générale, le FIS vient sans doute de commettre sa première grande erreur politique depuis sa victoire aux élections municipales de juin 1990. Personne, en réalité, ne comprend quelle mouche l'a piqué de lancer un mouvement qui, d'évidence, ne correspond plus à l'attente de la société ni même à celle de ses partisans. En juin 1990, le FIS, qui avait alors les moyens d'une démarche révolutionnaire, avait accepté de suivre le chemin tracé par le président Chadli Bendjedid d'une transition en douceur. Un an plus tard, alors que la déception post-électorale d'une partie de ses troupes lui ôte les moyens d'une politique de force, le voilà qui change brusquement de fosse d'épave, comme s'il se rendait compte qu'il avait, jusqu'à là, fait fausse route.

Ce revirement n'est, cependant, pas totalement inattendu. Ces derniers mois, plusieurs signaux avaient d'ailleurs laissé deviner que le FIS traversait une grave crise politique. Récemment, initiative inhabituelle entre toutes, le Majlis Echoura, conseil des sages

qui constitue l'authentique et discrète direction du FIS, avait publiquement tancé M. Madani en rappelant que c'était lui et non le célèbre porte-parole qui fixait la ligne de l'organisation. Apparemment, et le motif de la grève d'aujourd'hui le confirme, de sérieuses divergences agitent la direction du FIS quant à l'opportunité de présenter des candidats aux élections législatives du 27 juin.

Dérive
sectaire

Bousculé par la guerre du Golfe, au cours de laquelle il a été contraint de soutenir l'Irak dénué de la veille en tant qu'empire impie, soumis à la pression du pouvoir, qui, après avoir longtemps laissé faire, poursuit désormais chacune des ombres illégitimes de ses élus, en butte enfin à la concurrence d'un autre parti. Hâtes, qui joue la carte d'un islam tolérant, national et moderne, le FIS semble avoir perdu sa boussole, développant une mentalité d'assise, propice à toutes les dérives sectaires.

Sans doute est-il encore trop tôt pour percevoir toutes les conséquences de cette affaire sur les élections du FIS. Mais on peut légitimement supposer que nombre d'entre eux sauront retenir la leçon que leur docteur on parti affaibli et incohérent, c'est-à-dire incapable de satisfaire les espoirs qu'ils y avaient investis. Pour les adversaires des islamistes, l'échec de la grève est de toute façon une excellente nouvelle. Ils espèrent les islamistes en perte de vitesse, englués dans la presque impossible gestion des communes gagnées en 1990, mais aucun signe décisif n'était venu illustrer ce qui relevait plus de la foi que de la certitude. Cette fois, il n'y a pas de doute : le revers du FIS est un signe tangible qu'à un mois des élections la situation politique est en train d'évoluer.

La direction du FLN et le gouvernement de M. Moudoudi Hamrouche qui ont réussi à contenir la pression islamiste, ne peuvent, eux aussi, que s'en réjouir. Ce sont pourtant eux qui risquent de faire les frais de la nouvelle donne. Toute la stratégie électorale du pouvoir consistait, en effet, à favoriser la bipolarisation entre le FIS et le FLN afin de faire bénéficier ce dernier des voix de la peur.

La « mayonnaise » d'un « vote utile » dès le premier tour était en train de prendre, et voilà que l'épave du FLN apparaît soudainement moins menaçant. Si cela devait durer, les électeurs démocrates pourraient manifester moins de scrupules à disperser leurs suffrages entre les candidats de leur camp plutôt qu'à les concentrer sur ceux de la raison.

YVES HELLER

Le président du FIS relaxé. — Le président du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, a été reconnu non coupable, dimanche 26 mai, par le tribunal d'Alger à l'issue d'un procès en diffamation intenté contre lui par le Crissant-Rouge algérien. Celui-ci reprochait à M. Madani d'avoir affirmé, sans preuve, à la télévision, que du sang collecté en Algérie au profit de l'Irak pendant la guerre du Golfe avait été transféré en France. — (AFP)

Une loi électorale taillée sur mesure

ALGER

de notre envoyé spécial

Alors que les élections municipales de juin 1990 avaient été brisées par le déclenchement d'une adhésion trop hâtive à voter la chose électorale comme une formalité, la bataille qui s'annonce a été organisée comme le combat de la dernière chance par un gouvernement bien décidé à gagner. Rien n'a été laissé au hasard, ni les ardeurs du ministère de l'Intérieur, ni l'organisation des 44 000 bureaux de vote, ni les nouvelles cartes d'électeur en cours de distribution, ni les placards diffusés dans tous les journaux invitant les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales et à se faire délivrer les papiers d'identité obligatoires pour voter. Avant d'initier ce qui avait fait défaut il y a un an et qui devait, cette fois, doter les nouvelles cartes d'électeur, une nouvelle loi électorale instituant le suffrage uninominal majoritaire à deux tours a été votée par l'Assemblée. Ce type de scrutin, espèrent ses initiateurs, devrait être moins favorable au FIS que le système proportionnel avec prime à la majorité, utilisé il y a un an. La même loi organise le vote par procuration.

Un travail
de dentellière

Une seule précaution est néanmoins permise, ce qui devrait théoriquement interdire au chef de famille de voter pour tous sa maisonnette. Seule concession au poids des traditions, l'un des conjoints pourra voter pour l'autre — en fait, le mari pourra voter pour son épouse — sur simple présentation.

Y.H.

■ BURKINA-FASO : émeutes généralisées. — Le congrès extraordinaire du Front populaire, qui s'est achevé samedi 25 mai, a proclamé une amnistie générale en faveur des exilés politiques. Le Front a décidé d'autre part de rétablir dans ses droits civiques et politiques l'ancien président Maurice Yamenga, renversé en 1966.

■ CONGO : première élection présidentielle libre en mai 1992. — La première élection présidentielle libre au Congo aura lieu en mai 1992, a décidé vendredi 24 mai la conférence nationale réunie depuis le mois de mars pour introduire des réformes démocratiques. Ce scrutin sera précédé en mars par des législatives. La conférence a d'autre part décidé la création d'un Conseil supérieur de la République de 15 membres, chargé de contrôler l'application de ses décisions. — (Reuters)

■ LESOTHO : dix-neuf morts dans des émeutes anti-asiatiques. — La police du Lesotho a révélé, samedi 25 mai, que les émeutes qui ont éclaté le lundi précédent à Port Louis, capitale de l'île Maurice, ont fait dix-neuf morts et soixante-dix blessés au cours de la semaine. Cinquante-cinq commerces ont été pillés, et des batailles rangées ont opposé les forces de l'ordre à des émeutiers qui s'attaquaient à des commerçants indiens et chinois de Taiwan. Un couvre-feu a été instauré. — (AFP)

■ Précision. — La mortalité liée à la grossesse et à l'accouchement en Afrique est encore plus élevée que le taux que nous avions indiqué par erreur dans le *Monde* du 15 mai : elle peut dépasser un décès pour 100 naissances vivantes, et non un pour 1 000.

TOUT POUR REUSSIR en
MEDECINE ou PHARMACIE

Classes préparatoires d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1ère année "à blanc". 70% à 80% de réussite au 1er concours.

CPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

- DESS CAEE : Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion. (1) 45 54 40 10 Inscription possible par minitel 3616 code IAE.
- DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNELLE : (1) 45 58 00 21
- DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT : (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28
- DESS FINANCE : (1) 45 58 00 21
- DESS SYSTEMES D'INFORMATION : (1) 45 58 00 21

INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

IAE
DE PARIS
UNIVERSITE PARIS
SAINT-CHARLES

* Exclutivement réservés aux autres centres

50 50 50 50 50

صلى الله عليه وسلم

FRIGI

ve general...
lamistes...
peu sub...

DIPLOMATIE

La visite de M. Roland Dumas en Algérie

Le premier ministre, M. Hamrouche, souhaite éviter «toute dérive politique» dans les relations avec la France

«La France et l'Algérie ont des relations de couple», a commenté, devant M. Dumas, le président Chadli, pour expliquer les récriminations et les malentendus qui obscurcissent souvent le dialogue entre Paris et Alger. «Des relations de vieux couple qui, avec le temps, ont, l'un vis-à-vis de l'autre, des exigences de plus en plus fortes», a complété le ministre français, qui achevait, ici, samedi 25 mai, son périple algérien.

ALGER

de notre envoyé spécial

M. Dumas appréhendait cette étape algérienne dans la mesure où les responsables locaux avaient fait connaître, haut et clair, tous les griefs qu'ils entretenaient à l'encontre de l'ancienne métropole. Au lendemain de la guerre du Golfe,

M. Sid Ahmed Ghazali, le chef de la diplomatie, avait exprimé le sentiment que, dans le choix de la France, «les Maghrébins ont compté pour moins que rien». De son côté, dans un entretien accordé au Monde, à la mi-mai, M. Mouloud Hamrouche, le premier ministre, avait assuré qu'entre les deux rives de la Méditerranée «les choses n'allaient pas bien depuis 1988» et avait précisément dénoncé «la position négative des milieux financiers français».

Les milieux officiels algériens, du moins ceux qui, autour de M. Hamrouche, tentent d'engager le pays sur la voie démocratique, reprochent à la France de pratiquer le wait and see, de se tenir sur la réserve à l'égard d'une politique de réformes qui mériterait, pourtant, de sa part, une attitude moins frileuse, à l'exemple de celle de l'Italie qui vient de s'engager à doubler ses importations de gaz. «Vous donnez l'impression, confie un observateur local, de ne pas être forcément très hostiles à l'arrivée au pouvoir du

Front islamique du salut (FIS) qui professe, en matière économique, des vues ultra-libérales».

Ces doléances n'ont pas empêché des échanges de vues jugés, du côté français, «détendus et cordiaux», même si, sur la guerre du Golfe, chacun est resté sur ses positions. «Vous dites que ce fut un triomphe du droit, a répété M. Ghazali. Nous, nous disons que ce fut un triomphe de la force». Le chef de la diplomatie algérienne n'en est pas moins convenu qu'on ne pouvait occulter, en cette affaire, la part de responsabilité du président irakien. Il a souhaité le succès de l'initiative de paix américaine dans le différend israélo-palestinien «à condition qu'il ne s'agisse pas de l'envoyer et que ces démarches aboutissent à une solution conforme au droit».

M. Dumas a quant à lui, souligné que le traumatisme profond, né du récent conflit, «avait pour cause la division du monde arabe».

De l'autre côté, on laisse entendre qu'il y a une petite part de mauvais procès fait à l'ancienne métropole qui, comme l'a souligné M. Dumas, a quand même pris des engagements financiers qui s'élevaient, pour les deux dernières années, à 9 milliards de francs. Tout en affirmant à ses interlocuteurs que «les banques, même nationalisées, agissent comme des banques», le ministre a promis d'intervenir auprès de celles-ci pour «activer la solution» des problèmes en suspens, les invi-

«Très admiratif»

ter, en quelque sorte, à ne pas surestimer le risque algérien. Quoi qu'il en soit, les dirigeants algériens ont exprimé leur volonté d'assainir le climat entre les deux pays. «Il faut sortir d'une vision ringarde de nos rapports, qui exclurait toute divergence d'opinion», a souhaité M. Ghazali. M. Hamrouche, dont le sang-froid et la clarté de vue ont impressionné la délégation française, a, pour sa part, dit son souci «d'éviter systématiquement toute dérive politique» que pourrait susciter no quelconque différend technique. Le président Chadli a, quant à lui, promis à M. Dumas qu'aussi longtemps qu'il serait aux commandes les relations avec la France ne dégèneraient pas.

ter, en quelque sorte, à ne pas surestimer le risque algérien.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants algériens ont exprimé leur volonté d'assainir le climat entre les deux pays. «Il faut sortir d'une vision ringarde de nos rapports, qui exclurait toute divergence d'opinion», a souhaité M. Ghazali. M. Hamrouche, dont le sang-froid et la clarté de vue ont impressionné la délégation française, a, pour sa part, dit son souci «d'éviter systématiquement toute dérive politique» que pourrait susciter no quelconque différend technique. Le président Chadli a, quant à lui, promis à M. Dumas qu'aussi longtemps qu'il serait aux commandes les relations avec la France ne dégèneraient pas.

Du coup, M. Dumas a fini par dire, au cours d'une conférence de presse, ce que ses interlocuteurs attendaient un peu de lui. Ainsi a-t-il manifesté «beaucoup d'intérêt pour la mise en place d'un régime démocratique en Algérie» et s'est-il même montré «très admiratif» devant les projets des responsables locaux. Concluant sa visite sur une «note très optimiste», le ministre s'est engagé à «revenir très souvent à Alger...»

JACQUES DE BARRIN

L'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Le secrétaire général de l'ONU veut «en finir» avant la fin de l'année

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a émis l'espoir, dimanche 26 mai, de voir s'instaurer, dès le mois de juin, un cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario. Dans une déclaration faite à l'agence marocaine de presse, il a précisé qu'il avait écrit en ce sens aux deux parties.

A propos de l'organisation du référendum d'autodétermination, le secrétaire général a déclaré que son objectif était «d'en finir avant la fin de l'année, avant la fin de novembre», soit un délai plus court que celui précédemment annoncé. Il a qualifié «d'extrêmement utiles» les entretiens qu'il avait eus, la veille à Marrakech, avec le roi Hassan II. M. Perez de Cuellar s'est ensuite rendu à Oran, où il a été reçu, dimanche après-midi, par le président Chadli Bendjedid. Il compte aussi rencontrer M. Mohamed Abdelaziz, le président de la République sahraoui, lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui aura lieu en juin à Abuja, au Nigeria.

Le dossier du Sahara occidental sera aussi à l'ordre du jour des entretiens que devaient avoir, à partir de ce lundi 27 mai à Oran, le président Chadli avec le roi du Maroc, dont c'est la quatrième visite en Algérie depuis la reprise, en 1988, des relations diplomatiques entre les deux pays. (AFP)

Avant les réunions ministérielles de l'OTAN

Le secrétaire américain à la défense s'entretient à Paris de la réforme de l'Alliance atlantique

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, arrivé dimanche 26 mai à Paris, devait s'entrettenir avec M. François Mitterrand, M^{me} Edith Cresson, MM. Roland Dumas et Pierre Joxe, avant de gagner Bruxelles mardi pour la réunion des ministres de la défense de l'OTAN. Au programme de cette réunion ministérielle à laquelle la France, non membre des structures militaires intégrées de l'Alliance, ne participe pas figure l'adaptation de l'OTAN au nouveau contexte international. Les ministres des affaires étrangères de l'Alliance, dont M. Roland Dumas, se pencheront à leur tour sur cette question les 6 et 7 juin à Copenhague.

C'est une loque étape qu'a décidé de faire à Paris le secrétaire américain à la défense avant d'aller rejoindre à Bruxelles ses homologues de l'OTAN. En effet même si la France, en vertu de son statut particulier, n'est pas représentée au Comité des Plans de défense ni au groupe des plans nucléaires, instances qui se réunissent mardi et mercredi à Bruxelles, elle est, au moment où s'engage une vaste réforme de l'organisation atlantique, un interlocuteur majeur des Américains.

C'est elle en particulier qui mène l'offensive pour doter l'Europe des Douze d'une politique de sécurité et de défense commune, projet très controversé par Washington qui devrait faire l'objet des explications de lundi entre M. Cheney et ses interlocuteurs parisiens. Il est vraisemblable que tout en réitérant le refus de la France de rejoindre les structures militaires - même réduites - de l'OTAN, le président de la République donnera des assurances au ministre américain sur les implications à court terme qu'est susceptible d'avoir son initiative européenne.

Avant même son arrivée à Paris, M. Cheney a fait comprendre que les Etats-Unis restaient intraitables sur la question de la défense européenne: «nous voulons participer à ces débats, mais il faut savoir que nous ne soutiendrons rien qui ne s'inscrive dans l'OTAN», a-t-il déclaré aux journalistes qui l'accompagnaient dans l'avion. L'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, M. William Taft, avait de son côté affirmé il y a quelques jours qu'une éventuelle «force européenne intégrée» devrait pouvoir opérer «si nécessaire au côté des forces américaines» et que l'OTAN devrait conserver sa structure intégrée, contrairement à ce que pensent «certains milieux». C'était prendre clairement le contrepied de certaines des idées défendues par la France dans le

débat en cours à la fois au sein de l'OTAN et dans la communauté européenne.

L'OTAN avait décidé lors du sommet de Londres en juillet 1990 de lancer la réflexion sur la révision de sa doctrine, de sa stratégie et de son dispositif militaire pour tenir compte de la désintégration du Pacte de Varsovie. Entretemps la guerre du Golfe l'ont amenée à s'interroger aussi sur son rôle face aux menaces nouvelles qui pourraient surgir non seulement d'Europe mais d'autres régions du monde.

Concernant le futur dispositif de l'Alliance, la réflexion des chefs militaires est assez avancée: l'idée est d'une part de substituer à la massive concentration de troupes le long de l'ancien rideau de fer un dispositif reposant sur des forces plus mobiles, organisées en unités multinationales et beaucoup moins nombreuses (ce qui permettrait aux Etats-Unis de laisser à terme moins de 100 000 hommes en Europe). D'autre part, une «Force de réaction rapide» (FRR) composée d'environ 70 000 hommes et commandée par un Britannique serait créée. Elle pourrait intervenir sous la bannière européenne de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) en cas de crise hors du champ couvert par le Traité de l'Atlantique nord.

Décisions à l'automne

A ce stade la France n'entend s'intégrer à aucun des éléments de ce dispositif. Hostile à l'extension sous quelque forme que ce soit des compétences de l'OTAN hors de son champ actuel, elle oppose à l'idée de cette force d'intervention rapide contrôlée par l'Alliance celle d'un corps expéditionnaire de même nature, mais dépendant exclusivement des Européens: cette FAR européenne relèverait de la Communauté des Douze, via l'UEO. La France conteste d'autre part le maintien en temps de paix du commandement intégré de l'OTAN, qui d'après elle pour utiliser que d'être l'instrument du pouvoir des Américains. Elle a en effet fait savoir dès juillet 1990 qu'elle n'entendait pas s'associer à une révision stratégique reposant sur l'idée d'une utilisation de l'arme nucléaire «en dernier recours».

Le débat sur le rôle de l'Alliance et sa dimension européenne ne devrait être tranché ni cette semaine à Bruxelles, ni même la semaine prochaine à Copenhague. On s'attend généralement que des décisions soient adoptées que lors d'un prochain sommet de l'OTAN, vraisemblablement à l'automne prochain.

M. Cheney qui, après son séjour en Europe, se rendra en Israël et en Egypte, pourrait également s'entretenir à Paris des questions de sécurité au Moyen-Orient.

C. T.




ISABELLE AUTISSIER SUR ECUREUIL POITOU-CHARENTES

Au-delà du défi technologique, tactique et humain, c'est aussi parce qu'Isabelle AUTISSIER aime découvrir de nouveaux horizons que la Caisse d'Epargne a décidé de l'accompagner pour ce tour du monde.



Les nouveaux horizons font le tour du monde.



Caisse d'Epargne Ecureuil

L'Ami Financier

ASIE

INDE

La guerre de succession affaiblit le parti de Rajiv Gandhi

NEW-DELHI

de notre correspondant

C'est en principe mercredi 29 mai que sera nommé le successeur de Rajiv Gandhi à la tête du parti du Congrès-L. Si la candidature de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Narasimha Rao, l'un des hommes les plus expérimentés du vieux parti de Nehru, paraît devoir l'emporter, il est probable qu'il s'agira d'une décision intérieure, destinée à remobiliser le parti pendant la période électorale.

A l'issue de la deuxième phase du scrutin, qui doit avoir lieu les 12 et 15 juin, de nouvelles élections devront sans doute être organisées, et il n'est pas certain que M. Rao, dont la santé est fragile, soit encore candidat. La mort de l'ancien premier ministre devrait avoir pour conséquence de provoquer une évolution de la fonction de président du parti qui, dans l'avenir, ne

devrait plus être cumulée avec celle de premier ministre, comme c'était le cas jusqu'ici.

Dans cette perspective, les casques du Congrès se livrent à une guerre d'influence pour la nomination de quatre vice-présidents, fonction qui confère à ses titulaires un avantage essentiel pour briguer la direction du parti. Outre M. Narasimha Rao, les principaux postulants sont MM. N.D. Tiwari, Arjun Singh et Sharad Pawar.

Une autre bataille interne se déroule entre la « vieille garde » et ceux que l'on a coutume d'appeler la « caste », c'est-à-dire les proches conseillers de Rajiv, dont beaucoup d'ont pas de fonction élective. C'est ce dernier groupe, où des hommes comme MM. L. K. Fotekar et R.K. Dhawan exercent une grande influence, qui est à l'origine de la tentative d'imposer la candidature de M. Sonia Gandhi à la présidence du parti. Celle-ci persiste à refuser, en dépit des pressions

continues dont elle est l'objet. Le Congrès-L devra rapidement faire face aux querelles internes s'il veut remporter les élections. Sa stratégie, ces derniers mois, était d'apparaître comme le seul garant d'un retour à la stabilité politique. Une bataille de succession publique ruinerait ces efforts.

Sondage à la croisade hindouiste

Une « vague » de sympathie couvre le couple « Gandhi-Congrès », qui était jusque-là indésirable, peut se produire mais, à contrario, le parti va pâtir du fait qu'aucun de ses chefs ne dispose d'une notoriété nationale. A cet égard, les autres partis disposent d'un net avantage : MM. Chandra Shekhar et V.P. Singh, pour les deux Janata Dal, et L.K. Advani, pour le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite), sont maintenant connus

dans toute l'Inde. Le BJP a immédiatement saisi la chance qu'offrait la mort de Rajiv Gandhi pour modifier sa stratégie. Mettant une sourdine à sa croisade hindouiste, il va se présenter devant les électeurs comme le parti de la stabilité et de la discipline.

Cette effervescence politique se déroule alors que les cérémonies funéraires suivant la mort de l'ancien premier ministre se poursuivent. Ses cendres vont être dispersées, mardi 26 mai, près d'Allahabad, à l'endroit où le Gange et la rivière Yamuna se rejoignent. C'est dans ce lieu sacré de l'hindouisme qu'avaient été immergées, le 12 février 1948, les cendres de Mahatma Gandhi. Une partie des urnes funéraires seront envoyées dans plusieurs villes, où les cendres seront dispersées au cours de cérémonies solennelles.

LAURENT ZECCHINI

BIRMANIE : un an après avoir perdu les élections

L'armée n'a toujours pas l'intention de rendre le pouvoir aux civils

BANGKOK

de notre correspondant

A l'occasion de l'anniversaire des élections du 27 mai 1990, le chef de la junte militaire birmane, le général Saw Maung, n'a pas trouvé mieux que de menacer de rétablir une loi martiale qui n'est d'ailleurs que partiellement levée. L'avertissement a eu beau s'adresser à des commerçants, accusés d'être à l'origine d'une forte hausse des prix, il donne la mesure de l'échec de la dernière tentative d'établir un régime démocratique en Birmanie.

Les quelque quarante millions de Birmans n'ont, en effet, rien à féliciter. La junte militaire, qui a repris le pouvoir en septembre 1988 en écrasant dans le sang des manifestations prodémocratiques, est plus que jamais en place. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) — qui avait remporté 392 sièges sur 485

en mai dernier — a été décapitée. Des centaines de ses militants sont en prison. Son chef, M. Aung San Suu Kyi, est en résidence surveillée à Rangoun depuis près de deux ans, et les militaires exercent de fortes pressions pour la contraindre à s'écarter. Une trentaine d'élus sont morts, emprisonnés ou en fuite.

Il est moins que jamais question de réunir l'Assemblée élue. Monopolisant le pouvoir depuis une trentaine d'années, à l'exception du bref et sanglant intermède de 1988, les militaires ne donnent aucun signe de vouloir le partager. S'ils ont amorcé une libéralisation de l'économie, une étude récente relève cependant « l'absence de toute politique économique cohérente ».

Soulignant la gravité de la crise énergétique, le même rapport poursuit : « Le risque d'une crise économique majeure qui affecterait le reste de la production industrielle et les transports pointe à l'horizon ». Au bon des nations en raison des violations des droits de l'homme, le régime compte peu de partenaires hors de ses frontières, et les investissements étrangers en Birmanie sont très limités.

Les généraux contrôlent, cependant, suffisamment la situation pour avoir autorisé, voilà deux semaines, la réouverture des universités, fermées depuis près de trois ans. Ils ont récemment obtenu plusieurs succès dans la lutte contre les insurrections ethniques à la périphérie de l'Union. Le PCB insurgé s'est effondré et, dans la foulée, une politique d'accommodements avec d'autres groupes rebelles a porté quelques fruits. Entre-temps, l'armée birmane, qui passe pour disciplinée, a renforcé ses effectifs, qui sont passés de 230 000 à 280 000 hommes, en partie équipés par la Chine.

Les pressions exercées sur le régime pour qu'il s'acorde sont restées sans effet. Certains pays occidentaux envisagent désormais de provoquer un débat aux Nations unies sur sa légitimité. Des sanctions économiques pourraient même être envisagées. Déjà, depuis 1988, la suppression d'aides bilatérales ou multilatérales représente un manque à gagner de 300 à 400 millions de dollars par an pour Rangoun.

Pour obtenir des services que leur foot cruellement défait, les militaires birmanes ont accordé d'importantes concessions forestières aux Thaïlandais. Ces derniers ont, de leur côté, lancé ces derniers jours de vastes opérations de police contre les quelque vingt mille Birmans séjournant en Thaïlande sans autorisation. Des voix se sont élevées contre ces rapatriements forcés compte tenu des pratiques — emprisonnement arbitraire, assassinat et torture — du régime de Rangoun.

JEAN-CLAUDE POMONTI

REPÈRES

ALBANIE

Grève de la faim dans une mine de charbon

Des mineurs des houillères de Valses, au nord de Tirane, observent, depuis samedi 25 mai, une grève de la faim au fond d'un puits pour manifester leur soutien au mouvement de grèves qui paralyse l'Albanie. Plus de 300 000 des quelque 700 000 travailleurs albanais ont cessé le travail depuis le 14 mai pour réclamer une augmentation de 50 % de leurs salaires et de meilleures conditions de vie.

Le gouvernement, qui a annoncé que de nombreux travailleurs avaient repris leurs activités, a souligné sa « profonde inquiétude » pour la sécurité des grévistes de la faim en raison de l'état précaire des installations. « La vie des mineurs est directement menacée par de possibles explosions de gaz, qui se sont accumulées, par les mauvaises conditions sanitaires, le manque d'eau et d'oxygène et l'impossibilité technique de contrôler la teneur de concentration des gaz », a ajouté le gouvernement. — (AFP)

CORÉE DU SUD

Remaniement ministériel sur fond de manifestations étudiantes

Après avoir nommé le semaine dernière un nouveau chef de gouvernement, le président sud-coréen Roh Tae-woo a procédé dimanche 26 mai à un remaniement ministériel. Quatre nouveaux ministres font leur apparition dans le cabinet. MM. Lee Yong-mun aux finances, Kim Ki-choon à la justice, Jin Nyum à l'énergie et aux ressources, et Anb Pi-joon à la santé et aux affaires sociales.

Le chef de l'Etat a demandé au premier ministre, M. Chung Won-shik, d'étudier les moyens de mettre un terme à la vague d'agitation antigouvernementale qui secoue le pays.

D'autre part, tandis que le chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, demandait au président de revenir sur sa décision de nommer M. Chung, les manifestations se sont poursuivies à Séoul et dans plusieurs villes. Dans la capitale, une étudiante est morte samedi, plénière par des manifestants fuyant une charge policière.

Dimanche, à Kwangju, de violents affrontements entre étudiants radicaux et policiers ont éclaté après les débâcles d'un étudiant qui s'était immolé par le feu. Auparavant, cinquante mille personnes avaient défilé dans les rues, scandant des slogans antigouvernementaux. — (AFP, Reuters)

KOWEÏT

Nouveau renvoi d'un procès de « collaborateurs »

Un tribunal d'exception a décidé, dimanche 26 mai, de renvoyer au 9 juin le procès de vingt personnes accusées de « collaboration » lors de l'occupation du Koweït par les troupes irakiennes. De source officielle on a indiqué que cette mesure a été prise à la demande des avocats de la défense et en raison de l'absence — inexpliquée — de la plupart des accusés. Les avocats ont déclaré que les quelque six cents personnes arrêtées après la libération avaient subi des tortures. Samedi, quatre accusés, trois Jordaniens et un Irakien, comparaissent devant le tribunal, ont affirmé avoir subi des sévices durant leur détention.

A la suite des critiques internationales sur la brièveté des débats du premier procès des « collaborateurs », au cours duquel six personnes ont été condamnées en une heure, les dernières audiences ont été plus longues.

Soixante-trois personnes ont déjà été jugées : sept d'entre elles ont été condamnées à des peines allant de sept mois à quinze ans de prison, cinq acquittées, et l'examen des autres cas a été reporté. Au total, deux cents personnes accusées de « collaboration » doivent comparaître. — (AFP)

YUGOSLAVIE

La Serbie accuse les Etats-Unis d'ingérence « grossière »

Commentant samedi 25 mai le rétablissement de l'aide américaine à la Yougoslavie, à l'exception de la Serbie, le président de Belgrade, véritable porte-parole du pouvoir serbe, a accusé les Etats-Unis de s'ingérer de « manière la plus grossière » dans les affaires intérieures yougoslaves.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker avait annoncé vendredi la reprise « sélective » de l'aide des Etats-Unis à la Yougoslavie, suspendue depuis le 5 mai, tout en dénonçant la répression exercée par la Serbie contre la minorité albanaise du Kosovo. Ce geste « anticonstitutionnel sans précédent » et « malveillant » est, selon la télévision, « une offense grave au peuple serbe ».

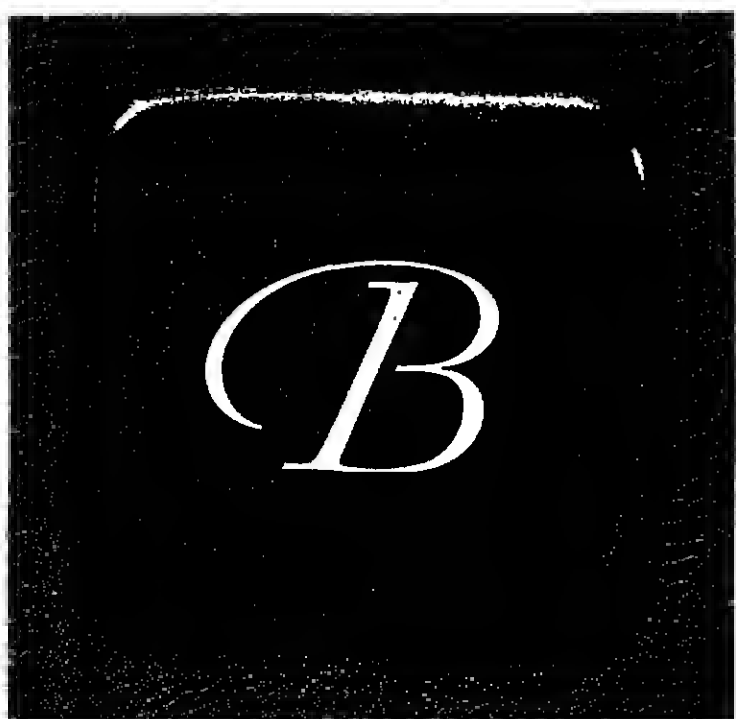
D'autre part, le président de la république yougoslave de Croatie, M. Franjo Tudjman, a affirmé samedi à Rome qu'un accord devait être trouvé pour la constitution d'une « association d'Etats souverains » en Yougoslavie avant la fin du mois de juin, faute de quoi la Croatie se déclarerait totalement indépendante. — (AFP)

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricot

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 46-60-01 Fax : 45-57-29-41

Du 23 au 29 Mai 1991



Une gamme d'exception
au Château de Vincennes
"Centre d'essais"

Sur l'esplanade du Château de Vincennes,
vous pourrez essayer les modèles
de la gamme Renault 25 et les dernières nouveautés :
les Elio Baccara,
les Elio 16 Supra et
et les nouvelles Renault Espace.

Gagnez une Elio Baccara

Pour tout essai, Renault est heureux de vous
offrir la possibilité de gagner
une Elio Baccara.



Si vous souhaitez prendre
un rendez-vous d'essai,
téléphonez au NUMÉRO VERT 05 25 19 91

RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

55-1000-1000

صكنا من الاحل

POLITIQUE

La réorganisation du PS

M. Mauroy semble assuré de pouvoir organiser un congrès anticipé sur le nouveau « projet socialiste »

Les rocardiens subiraient depuis longtemps la pression du PS d'une « guerre de positions » à une « guerre de mouvement ». La décision ne dépendait pas d'eux, puisqu'ils leur fallait des alliés pour engager une offensive. Les conditions dans lesquelles a été formé le gouvernement de M. Cresson pouvaient bien avoir pour effet de décider M. Lionel Jospin et ses amis à choisir, eux aussi, le « mouvement ».

« Il y a encore des vérifications à faire », précisait M. Claude Evin, ancien ministre des affaires sociales. Inscrivait-il, en marge de la réunion des rocardiens, la possible constitution d'une « alliance majoritaire » à la direction du PS. Si, en effet, lors de l'assemblée des responsables du courant 1 le 24 mai au soir, l'accord semble s'être fait pour soutenir la proposition de M. Mauroy d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès du PS, les rocardiens ne peuvent pas en conclure que ce congrès leur permettra nécessairement de concrétiser l'« axe » qu'ils n'avaient pu construire il y a un an à Rennes avec M. Jospin et ses amis.

Les premiers secrétaires fédéraux du PS réunis samedi à Paris ont entendu M. Mauroy évoquer de nouveau la perspective d'un congrès anticipé. Ils ont pu constater, comme l'a rapporté M. Daniel Vaillan, jospiniste, responsable des fédérations au secrétariat national, que cette proposition n'avait soulevé aucune objection. En fin de journée, la réunion du bureau exécutif chargée de pourvoir au remplacement des dirigeants du parti entrés au gouver-

nement a été l'occasion d'une réconciliation publique entre M. Mauroy et les fabiusiens, le premier secrétaire et le principal lieutenant de M. Fabius. M. Claude Bartolone, ayant une conversation souriante devant les journalistes.

Lorsque M. Mauroy avait formulé la proposition d'un congrès anticipé, en avril dernier, M. Fabius l'avait fort mal accueillie. Il avait compris en effet que, pour le maire de Lille, l'organisation d'un congrès à la fin de l'année destinée à adopter le nouveau « projet » du parti devait lui permettre de se faire confirmer par les militants le mandat qu'il avait obtenu à la fin de l'année dernière. Autrement dit, aux yeux de M. Fabius, il était clair qu'un congrès anticipé n'aurait pas pour objet de permettre une transition « en douceur » de M. Mauroy à lui-même, mais, au contraire, de l'empêcher.

Les jospinistes déçus

A ce moment-là, M. Jospin et ses amis, espérant un renforcement de leurs positions au gouvernement, avaient refusé d'emboliser le pas à M. Mauroy. Un congrès anticipé, pourquoi pas ? disaient-ils en substance, mais à condition que tout le monde soit d'accord. Leur souci était alors de ménager M. Fabius et surtout, à travers lui, M. Claude Bartolone, de bonne volonté à M. François Mitterrand. Ces efforts n'ayant pas été récompensés, leur état d'esprit est aujourd'hui tout différent. Quant à M. Mauroy, qui, au congrès de

Rennes, s'était opposé à la mise en minorité de M. Fabius, il est aujourd'hui convaincu que ce dernier se précipite peu de l'unité du PS et n'a eu que ses propres intérêts. « J'ai compris où il veut en venir, mais nous ne laisserons pas faire », a déclaré le premier secrétaire, vendredi soir, devant les responsables du courant 1.

Bilan négatif pour M. Fabius

Comme l'observent certains fabiusiens eux-mêmes, le bilan de l'opération « remaniement » est plutôt lourd pour le président de l'Assemblée nationale. Celui-ci est tenu pour responsable de la composition du gouvernement de M. Cresson - c'est-à-dire de l'éviction des rocardiens et des socialistes manifestes faites aux jospinistes - de la rumeur qui avait annoncé le départ de M. Mauroy de la direction du PS, de la querelle, la semaine dernière, entre le premier secrétaire et M. Bartolone, et enfin, potentiellement, des mauvais résultats que les socialistes pourraient enregistrer aux élections régionales de l'an prochain, faute d'avoir pu modifier le mode de scrutin. Les conditions paraissent donc réunies pour que les adversaires de M. Fabius fassent cause commune.

L'avancement du congrès sera en mai de décembre prochain un signe indéniable du projet en cours. En effet, fait par cette alliance, « projet » même si le nouveau « projet » socialiste préparé par M. Michel Charzat fait l'unanimité dans la préparation du congrès, il n'en restera pas moins que la formule elle-

même consistant à soumettre ce projet aux militants et à y associer le renouvellement des instances dirigeantes du parti aura été imposée par M. Mauroy grâce à l'accord des jospinistes et des rocardiens et contre le vœu initial des fabiusiens. Dans cette hypothèse, la « synthèse » générale qui pourrait sortir du congrès serait l'habillage d'un vrai rapport de forces entre une majorité jospino-rocardienne et une minorité fabiusienne.

Un tel scénario peut cependant être déjoué par M. Fabius. En premier lieu, comme l'observent les rocardiens eux-mêmes, la détermination de leurs alliés potentiels n'est pas encore garantie. En deuxième lieu, au sein du courant 1, M. Louis Mermaz, dont la position se trouve renforcée par la composition du gouvernement - M. Cresson est, comme lui, une « conventionnelle » des années 60 - peut une fois encore contribuer à empêcher l'alliance jospino-rocardienne de se nouer. Enfin, la fracture du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement peut aboutir au ralliement d'une partie de ses membres à M. Fabius. En sens inverse, l'insistance mise tant par M. Mauroy que par les rocardiens sur les propositions de réforme interne de M. Jean Poperen pourrait leur valoir l'appui du ministre des relations avec le Parlement et ses amis.

Le comité directeur, qui se réunit les 6 et 7 juillet, sera une préfiguration des alliances du futur congrès.

PATRICK JARREAU

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Soisson : « L'ouverture continue »

M. Jean-Pierre Soisson, nouveau ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 26 mai, a notamment déclaré : « L'ouverture, je ne vais pas la peser en kilos ! Avec Michel Rocard j'ai vécu dans le bonheur pendant près de trois ans de gouvernement. Je souhaitais continuer à incarner le courant de l'ouverture. Le président de la République a bien voulu

me confier cette mission. A l'heure actuelle il y a dans le pays, dans les milieux politiques et dans la presse, comme une sorte de psychose de la fermeture. Lors du prochain conseil des ministres, M. Mitterrand a évoqué l'absence de majorité à l'Assemblée nationale. La marge, c'est l'ouverture. » M. Soisson, chef de file de France unie, a rappelé qu'il a toujours été favorable au scrutin proportionnel.

Devant le CRIF

Mme Cresson exprime son « attachement » pour Israël

Mme Edith Cresson s'est rendue, dimanche 26 mai, à l'invitation du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), pour le dîner auquel celui-ci invite chaque année le premier ministre, en raison d'un emploi du temps chargé, elle s'est bor-

c'est, aussi, celle du cinquantenaire des premières rafles, à Paris, en 1941, « à la suite desquelles des milliers de juifs furent internés dans les camps de la honte » de Pithiviers et Beaune-la-Rolande, Drancy et Compiègne.

Mme Cresson a déclaré que l'existence du CRIF, né dans la clandestinité des années de l'Occupation pour faire face aux persécutions nazies et vichystoises et dont la légitimité est parfois mise en cause par d'autres instances communautaires, « s'avère non seulement précieuse, mais indispensable, car elle autorise un dialogue constant entre les pouvoirs publics et les représentants de la communauté juive ». Le premier ministre a rappelé que 1791 est l'année du bicentenaire de l'émancipation des juifs par la Révolution, mais que

« Sachez, monsieur le président, que toute manifestation d'antisémitisme m'est insupportable, comme sont insupportables les propos de ceux qui nient l'existence des chambres à gaz », a déclaré le premier ministre à l'intention de M. Kahn, sans répondre précisément à la demande de celui-ci « qu'au moins symboliquement soit faite » sur les responsabilités des fonctionnaires de Vichy - un mémorandum René Bousquet - dans la déportation et l'assassinat de quatre-vingt mille juifs français ou immigrants en France. « La justice est saisie de certains cas, a-t-elle déclaré. Elle a exprimé, dans son rapport, son attachement pour Israël.

Un colloque de la Fédération nationale des élus socialistes

Les DOM ont peur de l'Europe

La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNSER) organisait, samedi 25 mai, à Basse-Terre (Guadeloupe), un colloque consacré à l'avenir des départements d'outre-mer dans la perspective du marché unique européen de 1993, qui suscite beaucoup d'inquiétudes dans les quatre régions monodépartementales concernées (Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion). Le ministre des DOM-TOM y a invité les élus et les professionnels locaux à « ne pas se déborder » à la dynamique de l'ouverture des frontières. Il n'y a pas de solution par la fuite, a-t-il souligné. Il n'y a de solution que par le succès. M. Louis Le Penne fera à ce sujet, en juin, une communication au conseil des ministres.

BASSE-TERRE

de notre envoyé spécial

Le colloque est parvenu à l'homme politique ce qu'est l'aspiration au médecin de campagne : il tient bien de pensée quand le cas à traiter présente une affection psychosomatique mal identifiée. Il en a été ainsi du colloque organisé, samedi 25 mai, au palais du conseil général de la Guadeloupe, par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNSER) sous la présidence de M. Jean-Marie Cambacérès, député du Gard.

Les soins prodigués aux électeurs à l'occasion des visites de M. Pierre Mauroy aux Antilles, en juin 1989, et de M. Michel Rocard en Guyane, en avril 1990, n'ayant pas réussi à exorciser la peur qui hante les populations des départements d'outre-mer à l'approche du rendez-vous communautaire du 1^{er} janvier 1993 - annoncé ici par certains prophètes de malheur comme le début de « l'invasion des hordes européennes » - il s'agissait, cette fois, de mettre les élus et les représentants des organisations professionnelles locales en présence de spécialistes des affaires européennes pour évaluer les conditions d'une psychothérapie de groupe. L'idée était bonne et bien accueillie puis-

qu'une centaine de notables divers avaient répondu à l'invitation occasionnelle de la FNSER. Il fut donc question, toute la journée, de la chasse au « loup ». Il se trouve, en effet, que la ban-tise de l'échéance de 1993 est devenue l'échec de l'Europe, aux Antilles, sous la forme d'une chanson populaire qui assimile l'Europe à un croque-mitaine mythique affamé de petits chaperons rouges.

La chasse

Le délégué de M. Jacques Delors, un expert italien, M. Giuseppe Ciavarella, chargé des DOM à la Commission des Communautés européennes, a déployé des trésors de pédagogie pour expliquer à l'auditoire l'art de l'apaiser ce prétendu « loup ». Il a prouvé que le programme POSÉIDOM (Programme d'opérations spécifiques à l'éloignement et à l'insertion des départements français d'outre-mer) adopté le 22 décembre 1989 par le conseil des Communautés avait été conçu, justement, pour faire face aux anciennes colonies françaises un cadre adapté à leur fragilité et à leurs besoins particuliers et qu'il fallait y voir un instrument de travail au service du développement des DOM et non un carcan.

Il précisait, au passage, que la Commission européenne avait adopté, le 13 mai, une proposition de règlement visant à la mise en œuvre de ce programme dans le domaine agricole afin de soutenir notamment les productions locales les plus sensibles (cane à sucre, rhum, banane, etc.). Partisan de l'électrification, M. Henri Saby, député européen, se fit l'avocat véhément d'une Europe des Danne généreuse et humaniste en essayant de convaincre les « Domiens » que le véritable danger, pour eux, ne vient pas de Bruxelles ou de Strasbourg mais de l'hégémonie américaine symbolisée par « Coca Cola, McDonald's ou Dallas... ». « Moi, je veux lui tordre le cou à votre loup », s'écria-t-il. Ce sont ceux qui croient au loup qui sont en train de laisser dévorer notre troupeau derrière nous ! M. Cambacérès tenta d'effrayer le clou : « Ceux qui croient au loup se font les alliés objectifs des Américains... »

Chargé d'insulter aux DOM le « nouvel élan » souhaité par le président de la République, M. Louis Le Penne, philosophe, s'employa

longue à raisonner : « L'échéance de 1993 est la nôtre. Rien ne sert de nous dérober à cette dynamique. (...) Le rôle des représentants d'une nation comme la nôtre, au sein de la mécanique européenne, n'est d'être ni des ventriloques de la Communauté ni des contestataires de la Communauté, mais en permanence des négociateurs ardents. (...) Le dialogue avec la Communauté n'est pas un dialogue métaphysique, c'est un dialogue d'affaires où il faut être armé en arguments comme en compétition. (...) Si nos départements et régions d'outre-mer ne se trouvent pas au sein de l'union communautaire plus difficile à servir, ils seront devenus des territoires de l'Europe. (...) Vis-à-vis de la Communauté, il n'y a pas de solution par la fuite ; il n'y a de solution que par le succès. »

« ROM » contre « DOM »

Rien n'y fit. A la fin du colloque, le « loup » était toujours vivant. Car il apparaît très vite que les élus et les sympathisants socialistes présents dans ce colloque ont des thèmes de la portée de cette thématique. C'est un modeste militant de Basse-Terre, M. Amédée Régent, qui résuma le mieux le scepticisme ambiant en disant : « substance : nous, nous comprenons parfaitement tout cela, mais qu'est-ce que nous pouvons répondre aux jeunes chômeurs qui nous demandent comment l'Europe de 1993 leur donnera du travail alors qu'aujourd'hui la France n'est pas capable de leur en fournir ? »

Non seulement le délégué de la FNSER aux affaires européennes, M. Louis Eymard, qui avait espéré voir émerger « des idées novatrices », est resté sur sa faim, mais

la suite guadeloupéenne de cette chasse au « loup » paraît promise à certaines surechères à l'indicateur même des rangs socialistes si l'on juge par la tonalité des interventions faites par des amis du président du conseil régional, M. Félix Proto, toutes marquées par une évidente vénération de la Communauté et du président du conseil général, M. Dominique Larilla.

Premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Proto - qui ne veut pas entendre parler de « DOM » parce qu'il se pose en champion des « ROM » (les régions d'outre-mer) -, ces « éduces agnelles sur le point d'être dévorées sur l'autel de l'acte unique » - est en effet à court de contreaux tirés avec M. Larilla pour le contrôle du département. Il se murmure même que cette dispute entre « fabiusiens » pourrait engendrer deux listes socialistes rivales aux élections régionales. Dans un tel contexte, que restera-t-il de ce colloque en Guadeloupe ?

Et si d'aventure le nouveau premier ministre espérait être personnellement tenu à l'écart de ce débat miné, c'est raté. Il s'est trouvé un militant zélé, aussitôt suspecté de rocardisme, pour rappeler aux autres socialistes de Basse-Terre, en coulisses, que Mme Edith Cresson a déjà pris, à l'égard de l'outre-mer, un engagement qui reste d'actualité le jour où elle a présenté au conseil des ministres une communication dans laquelle elle se permettait de réduire de moitié, en cinq ans, le déficit du commerce extérieur des départements d'outre-mer. C'était fin mai 1984...

ALAIN ROLLAT

Réunis à Paris

Les rocardiens se veulent des « rassembleurs »

M. Gérard Lindeberg, coordinateur du courant rocardien, a déclaré, dimanche 26 mai, que les amis de M. Michel Rocard, réunis ce même jour à Paris, veulent être « des rassembleurs dans le pays et des rassembleurs dans le parti ». Il a indiqué que les rocardiens, « comme l'ensemble des socialistes, appartiennent au soutien sans réserve au gouvernement de M. Edith Cresson » et il a souligné leur « loyauté » envers le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy. Les rocardiens ont affirmé M. Lindeberg, ne sont animés par « aucune ambition, ni aucune aigreur, mais, au contraire, par une certaine sérénité », plutôt, par une certaine sérénité, même s'ils ne perdent pas de vue que leur chef de file a été amené à quitter l'hôtel Maitland « dans des conditions originales » par rapport aux précédents départs d'un premier ministre sous la V^e République.

Laïcité et intégration

M. Poperen dans son laboratoire

Le Centre Georges-Pompidou et le Centre Galilée ont organisé, samedi 25 mai, sous la présidence de M. Hélène Ahreweiller, un colloque sur le thème « Religions, laïcité, intégration », qui a été l'occasion, pour M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, de montrer que les préoccupations caractéristiques de son courant, au sein du PS, sont plus largement partagées à l'extérieur.

Le Centre de recherche et d'information Galilée (1), que préside M. René Passet (1), professeur de sciences économiques à Paris-1, est un laboratoire d'idées que M. Poperen avait jugé nécessaire à la fin de l'année dernière de Rennes, après le congrès de la gauche du PS en mars 1990, de la même façon qu'à la fin des années 70, l'amour du Club de l'Horlogerie notamment, de jeunes intellectuels avaient entrepris de revigorer à leur manière l'idéologie de la droite. Le colloque organisé samedi au Centre Pompidou, en association avec le Centre de recherche et d'information Galilée, était une illustration de ces préoccupations comparées des universitaires, chercheurs, écrivains et politiques que M. Poperen défendait contre les « retours du religieux » et contre les empirismes « communautaires »

l'espace laïc et républicain de l'instruction publique et du débat rationnel que doit offrir l'école. Gilles Kepel, auteur de la Revanche de Dieu, a évoqué la résurgence de ces « mouvements religieux vers le bas », que le philosophe Alain Finkielkraut a définis comme le fléau « technocratique » de demain. « La laïcité, a-t-il dit, n'est pas une affaire de demain. C'est une affaire de maintenant. Elle consiste, certes, à organiser la coexistence des libertés et des communautés dans la logique du droit commun, en laissant une grande partie de cette liberté au silence de la loi, mais la loi consiste, aussi, à pouvoir protéger le droit d'un seul contre toutes les communautés », a-t-il souligné. M. Poperen, en M. Dominique Schnapper, en M. Jean Poperen, a évoqué la réponse à l'idée de M. Jean Poperen de proposer un modèle européen, à France comme modèle primordial, en avant le caractère primordial du lien national au sein de tous les liens sociaux. M. Poperen, après la troisième table ronde, qui a pris la forme de concert de doléances tournure de concert de doléances, a sur le thème de l'intégration, a annoncé, en écho à toutes ces réflexions, une seconde rencontre, en septembre prochain, où cette fois les intellectuels partageront avec la parole avec les politiques.

J. E.

(1) 29, place du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris ; tél. : 40-15-92-69.

Laurent et Annie CHABRY
Politique et minorités au Proche-Orient
(Les raisons d'une explosion)
Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes, 165 francs
2^e édition
En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris - Tél. 43.54.32.70

POLITIQUE

A Saint-Franc (Savoie)

Le Front national ironise sur le secrétaire d'Etat à l'intégration

SAINT-FRANC (SAVOIE)
de notre bureau de Lyon

Il y a un an, quelques jours après la profanation de Carpentras, le préfet de Savoie avait interdit un rassemblement du Front national à Saint-Franc, minuscule village savoyard. M. Jean-Marie Le Pen, «bravon» les forces de police, avait alors emprunté des chemins de traverse pour rejoindre «la terre d'origine», organisée dans une propriété privée. Il y est revenu, samedi 25 mai, pour faire un «pèlerinage, à la manière de Solé».

Un peu moins d'une heure avant son arrivée, une contre-manifestation d'une trentaine de militants, organisée par le PCF, la CGT et la LCR (trotskiste), s'est

approchée de l'église où étaient rassemblés les sympathisants du parti d'extrême droite. Le service d'ordre du FN, muni de matras et de bâtons de base-ball, a chargé les contre-manifestants. Selon la CGT, trois de ceux-ci ont été blessés.

Devant les quelques centaines de militants, venus de la région Rhône-Alpes et de Paris, M. Le Pen a prononcé un discours centré sur l'immigration et dans lequel il a pris pour cible le secrétaire d'Etat à l'intégration, appelant, à plusieurs reprises, son titulaire, «M. Miani-Miani». Dès sa nomination, M. Kofi Yamgnane s'était dit prêt à dialoguer avec M. Le Pen.

BRUNO CAUSSÉ

A Marseille

M. Mégret affirme que le gouvernement est «traître à la Nation»

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a lancé, samedi 25 mai à Marseille, sa campagne pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur par un défilé «patriotique et faustique» sur la Canebière auquel ont participé quatre mille personnes. Seize contre-manifestants avaient été interpellés, préventivement, par la police.

Avec, à leur tête, la plupart des élus lepnistes de la région, les manifestants ont défilé aux cris de «France, Le Pen, Liberté!» alternant avec des «Carpentras, coup monté, nous voulons la vérité!». M. Mégret, qui dirigera la liste de son parti dans les Bouches-du-Rhône, a dénoncé, dans un bref discours, les «politiciens qui, à Paris, orgueillissent l'invasion de notre pays. Nous avons, là bas, un gouvernement, traître à la Nation, qui favorise la colonisation de la France!».

«L'insécurité, a-t-il ajouté, règne partout et les bandes ethniques font leur loi: vols, viols, pillages, incendies, agressions!» Le député européen a ironisé sur l'entrée dans le gouvernement de M. Kofi Yamgnane et il s'est étonné qu'il n'ait été nommé que «secrétaire d'Etat» alors qu'il avait devant lui «une magnifique carrière de premier ministre, du Togo».

Une virulente attaque contre M. Tapie

M. Mégret s'en est pris, en termes virulents, à M. Bernard Tapie, qui pourrait être son adversaire aux régionales comme chef de file de la majorité présidentielle. «Ce n'est pas lui qui nous fait peur! C'est du bidon, c'est de l'esbroufe!» Tapie, c'est Tapinocchio! Comme Pinocchio, dont le nez s'allongeait lorsqu'il mentait. Tapinocchio, c'est son titre qui enfle à chaque fois qu'il ment et c'est pour cela qu'il l'a aussi grosse!».

GUY PORTE

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 19 mars 1986 rendu par la 17^e Chambre correctionnelle de Paris entre:

- M. Antoine CHAVANT, fonctionnaire de Police, partie civile, assisté de M. GARAUD, avocat à la Cour, d'une part,

- contre M. Alain HAMON, M. Alain MOREAU, M. Jean-Charles MARCHAND, et la société éditrice ALAIN MOREAU civillement responsable, d'autre part.

M. Alain MOREAU auteur principal, M. Alain HAMON et M. Jean-Charles MARCHAND complices, ont été déclarés coupables, du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public à raison d'un passage paru dans l'ouvrage «Dossier F...» COMME POLICE.

Chacun des prévenus a été condamné à la peine de DIX MILLE FRANCS d'amende et tous à payer solidairement à M. CHAVANT 50 000 F de dommages intérêts, la société ÉDITIONS ALAIN MOREAU étant déclarée civilement responsable.

La 17^e Chambre des appels correctionnels de Paris a confirmé ce jugement par arrêt du 23 octobre 1986.

La création c'est en Seine Saint-Denis

Festival de Saint-Denis

31 mai - 3 juillet

Renseignements locations

42 43 30 97

Une production de la ville et du Conseil général

17 concerts

3 créations

Seine Saint-Denis Conseil Général

M. Marchais répond aux critiques de la jeunesse

A l'occasion du «Festival de la contestation» organisé par le Mouvement de la jeunesse communiste samedi 25 et dimanche 26 mai à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. Georges Marchais a répondu aux critiques formulées, selon lui, par les jeunes à l'encontre des communistes. Pour le secrétaire général du PCF, les communistes apparaissent souvent comme «des gens bien mais intolérants», qui ont tendance à «prendre la tête» des jeunes, c'est-à-dire à les indisposer. Le secrétaire général du Parti communiste a souligné que ces critiques avaient assurément été justifiées, mais que, d'après lui, maintenant, elles commencent à ne plus être d'actualité.

Avec vigueur, M. Marchais a réaffirmé que le parti avait changé: «Nous n'avons jamais dévié de notre combat au service du peuple, mais nous nous sommes ouverts, dans ce combat, nous avons cru en des certitudes qui se sont révélées être des illusions. Nous avons dû nous remettre en cause. Et nous l'avons fait.»

SCIENCES-PO

ADMISSION EN A.P.
- stage intensif d'été
- stage de pré-rentree
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP

enseignement privé supérieur
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

Invité de «L'heure de vérité» d'Antenne 2

M. Philippe de Villiers ou la croisade contre les «affaires»



donne son premier poste de sous-préfet de Vendôme, où il avait été spécialement dépêché pour s'occuper des intérêts particuliers du conseiller général d'alors, Henry Giscard d'Estaing. Il lance l'une des premières radios libres, France Aïouette FM, avant de créer à Nantes une Fondation pour les arts et les sciences de la communication.

«Ousiti»

Froid et chaud en 1986: il échoue aux élections législatives de mars, mais François Léotard l'appelle à ses côtés au ministère de la culture, comme secrétaire d'Etat. Les deux hommes se connaissent peu. Alain Madelin servit de chaperon. Mais ils n'apprennent qu'à se détester, et encore aujourd'hui ils ne savent ensemble rien faire d'autre. «Ce ministère, c'était le bordel! J'étais un gâchis volant qui ne pouvait jamais toucher le ballon», se souvient Philippe de Villiers. C'est aussi l'époque où il rode ses formules assassines: «J'ai prêté à Léo un livre, il n'a pas fini de le colorier.» Dans l'entourage de François Léotard, on le traite à présent de «ousiti».

Fort heureusement pour les deux, cette cohabitation, rue de Valenciennes, ne durera pas plus d'un an. En juin 1987, il quitte le gouvernement, bousculé le RPR local et se fait élire député en remplacement de feu Vincent Auzanet, event de reprendre aussi, deux mois plus tard, son siège de conseiller général. Avec 57% au premier tour, le seigneur de Villiers prend possession de ses terres. Avec son frère Bertrand, ancien saint-cyrien, transformé

en Sancho Pança de ce Don Quichotte catholique, il va récolter gaillardement ce qu'il a semé en Vendée depuis dix ans. Juin 1988: il est réélu député avec un score de châtelet (74,56%). A l'automne, il hérite du sénateur Michel Crucis, à la tête du département depuis dix-huit ans, de la présidence du conseil général.

Qui pourrait lui résister? Jamais à court d'idées, Philippe de Villiers gère la Vendée comme un bien de famille. Jadis homme fort de la contrée, espérant encore l'an prochain s'engager dans les élections régionales, l'autre député de la Vendée, Philippe Mesire, ancien capitaine bariste, s'est à son tour fait acte d'allégeance. Leurs liens d'innocence sont devenus solides. Tous deux vécurent pourtant l'épopée de la campagne présidentielle de Raymond Barre.

Ex-giscardien, mais farouche démiurge de la «bande à Léo», Philippe de Villiers s'est engagé, en effet, dès 1987, dans la croisade bariste. Ses compagnons d'infortune n'ont pas gardé de lui de bons souvenirs. «Mestre nous avait introduit le loup dans la bergerie, se souvient un membre du cabinet de l'ancien candidat. Cet homme a la trahison chevillée au corps. A peine entré dans l'équipe, il n'a eu de cesse que de nous tirer dessus.» Les «rénovateurs» de droite du printemps 1989, dont il était, n'ont pas d'autre avis. «Dès qu'il fut question de confier la liste européenne à Simone Veil, il a tout fait pour nous faire trébucher.» A l'époque, le Vendéen s'apprête à guillotiner le bicentenaire de la Révolution française. Il écrit «aux coupeurs de tête» (1), sonne la charge contre tous ceux qui «veulent faire sniffer la Révolution à toute heure du jour ou de la nuit».

Alternance et probité

Fatigué d'une opposition trop molle et hypocrite, trépassé face à l'épouvantail Le Pen, il se sent naître une âme de Robespierre en robe de bure. Après avoir reçu dans les années 70 «une formation doctrinale» chez les jeunes monarchistes de la Restauration nationale, ayant beaucoup lu Maurras, Philippe de Villiers ne rêve plus que de révéler une droite républicaine certes, mais «chaleureuse, enracinée et lière grand possesseur de ses terres». Avec son frère Bertrand, ancien saint-cyrien, transformé

nous continuons d'accréditer Le Pen comme gardien exclusif de la moralité, on se prépare des lendemains qui chantent. Les lecteurs du Figaro-Magazine applaudissent. Mais d'autres y voient seulement «une tentative de retour à une hystérie bipolaire entre la gauche et la droite».

Car, depuis qu'il s'est emparé en octobre dernier du livre de l'inspecteur Gaudin sur le financement des campagnes électorales socialistes, Philippe de Villiers dérange encore un peu plus. A gauche bien sûr. «Je vous briserai», lui lancera Michel Crassac qui, vainement, lui a cherché des poux dans la tête. Mais aussi du côté de la droite, appuyée à l'idée que les attaques répétées du héros du feuillet du mercredi à l'Assemblée — la séance des questions d'actualité — lui reviennent comme un boomerang. On a voulu le faire taire, rien à faire. «La corruption est telle dans ce monde politique, explique-t-il, que pour un peu le vrai coupable serait celui qui la traque. Je ne suis pas Elliott Ness. J'aurais préféré que l'on soit dix sur ces bancs de l'Assemblée à mener ce combat. Mais aujourd'hui, je n'ai pas l'intention d'être le labyrinthe de qui ce soit.»

Conforté par le cinquantaine de lettres d'encouragement qu'il dit recevoir chaque jour, par les dizaines d'invitations qui témoignent de la province, il est finalement l'homme à qui auront le plus profité les affaires. Il veut être «l'homme qui remue l'opposition». Il a lancé en avril son association Combat pour les valeurs, appuyée par une lettre diffusée à vingt mille exemplaires. Après l'été, il compte commencer un tour de France. Le dispositif est prêt. Face à tous les mecs dont la tête monte comme des choux-fleurs dans une serre bretonne, son objectif non déclaré est de devenir petit à petit, patiemment, «incon-tour-nable». L'ambition lui manque moins que les amis. Mais le fonds de commerce de l'indignation n'est jamais fait un programme politique. La course de fond exige un autre souffle.

DANIEL CARTON

(1) Lettre ouverte aux coupeurs de tête et aux meneurs du Bicentenaire de Philippe de Villiers, Alain Michel, 144 pages, 65 F.

EN BREF

□ M. Nallet: ouverture «des deux côtés». — M. Henri Nallet, garde des Sceaux, est entré sur RMC, dimanche 26 mai, à propos des élections législatives de 1993, que «la ligne à suivre pourrait être celle affirmée à plusieurs reprises par le président de la République (...), qui propose à d'autres de venir s'ajouter des deux côtés». «Les communistes pourquoi pas? Mais aussi il y a un certain nombre de centristes ou d'hommes de bonnes volitions», a-t-il ajouté.

□ M. Pasqua est favorable à des élections anticipées. — M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, interrogé dimanche 26 mai par le «Forum Radio 1» s'est dit favorable à des élections législatives anticipées car «l'intérêt de la France serait que les Français soient appelés à se prononcer le plus vite possible». Il a ajouté: «Il faut dire aux électeurs du Front national que, sur la plupart des problèmes, les solutions proposées par leur parti sont totalement inopérantes.»

□ M. Madelin contre «le légalisme industriel». — Mme Cresson échouera, elle sera le premier ministre du chômage, a prédit, dimanche 26 mai au Club de la presse Europe 1-Libération, M. Alain Madelin. Le vice-président du PR estime que le choix du nouveau premier ministre annonce «une recule dans une sorte de national-socialisme industriel», «un légalisme industriel (...) permettant de trouver un bouc émissaire: le Japon». Ne croyant pas à des élections législatives anticipées, M. Madelin n'imagine

pas non plus que «M. Mitterrand puisse se maintenir dans une cohabitation ble».

□ Les barakiss s'impacientent. — Réunis samedi 25 mai à Bias (Lot-et-Garonne), des associations de harkis venues de cinq régions ont manifesté leur impatience face à la lenteur avec laquelle, selon eux, les pouvoirs publics prennent en compte leurs revendications. Elles envisagent d'organiser «une action d'envergure nationale dans les prochains jours», relayée par des manifestations départementales. — (Corresp.)

□ Mme Néiertz défendra ses projets de loi préparés avant le changement de gouvernement. — M^{me} Véronique Néiertz, ancien secrétaire d'Etat à la consumma-

tion devenue, selon un décret paru au Journal officiel du 26 mai, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, défendra elle-même les projets de loi préparés avant le remaniement ministériel, et en particulier celui relatif à la publicité comparative, déjà adopté par l'Assemblée nationale. Le poste de secrétaire d'Etat à la consommation ne figure plus dans l'organigramme du gouvernement de M^{me} Edith Cresson. M. François Doublin, ancien ministre délégué du commerce et de l'artisanat, est désormais ministre délégué du commerce, de l'artisanat et de la consommation.

□ Le cabinet du premier ministre. — M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des études politiques et

des élections, sera chargé, au cabinet du premier ministre, des études électorales et d'opinion.

□ C'est pour cent d'abstentions pour une élection municipale en Corse. — Aucun des électeurs de la commune de Casalabriva (Corse-du-Sud) n'a participé, dimanche 26 mai, à une élection municipale partielle destinée à remplacer cinq élus démissionnaires. Le second tour du scrutin aura lieu dimanche 27 juin. Les électeurs de cette commune de 151 habitants étaient convoqués aux urnes pour la troisième fois depuis mars 1989. Les cinq élections précédentes étaient également motivées par la démission de cinq conseillers municipaux opposés au maire de Casalabriva, M. Jean-Pierre Cesari. Ces élus déposent systématiquement leur démission, depuis janvier 1990, dans l'espoir de provoquer un renouvellement complet du conseil municipal qui compte onze conseillers.

«VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME»

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter
Si vous partagez la même passion
Venez nous rejoindre, nous vous attendons

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weczerka, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

MEDECINE PHARMACIE

stages de pré-rentree
encadrement
scientifique annuel

IPESUP

enseignement privé supérieur
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Un colloque du PS

Le débat sur l'apprentissage aiguisé les divisions entre socialistes

La Parti socialiste a tenu, dimanche 26 mai à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), une rencontre nationale destinée à préparer le projet socialiste pour l'éducation et la formation. Ce débat aura notamment permis à M^{me} Edith Cresson, premier ministre, de préciser sa volonté de faire évoluer rapidement, avant les prochaines échéances électorales, le système éducatif français.

Les militants n'auront sûrement pas déçu du voyage. Invités à réfléchir, une journée durant, à la place de l'éducation dans la société de demain, ils auront pu mesurer, selon la formule de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, combien « l'éducation est au cœur du projet socialiste ». Au point de devenir un véritable enjeu de pouvoir entre les ténors socialistes, et le miroir grossissant des discordes et des rivalités, ravivées par la nomination de M^{me} Cresson à la tête du gouvernement.

Certes, M^{me} Sylvie François, secrétaire nationale à l'éducation et organisatrice de la journée, avait mis un point d'honneur à assurer la présence de toutes les sensibilités socialistes. Du coup, chacun a pu faire entendre sa différence. Sur la méthode, tout d'abord. Sans surprise, M. Jospin a plaidé pour la « continuité souhaitable » de la politique édu-

catrice. Signe des temps, le ministre de l'éducation devait recevoir de M. Mauroy, qui voit dans l'actuelle politique de « réformes graduées et négociées l'exemple de ce que devrait être le social-démocrate d'aujourd'hui ».

Déjà plus nuancée, M^{me} Sylvie François, qui était, il y a quelques jours encore, membre du cabinet de M. Rocard, appelait de ses vœux un « nouvel élan » pour l'éducation. « Les socialistes peuvent-ils accepter que sur dix ans encore le chômage frappe tant de jeunes de moins de vingt-cinq ans ? Les socialistes passeraient-ils à côté de l'attente des jeunes s'ils ne soulevaient leur ouvrir de nouvelles perspectives », devait-elle lancer. Quot aux proches de M. Fabius, ils n'étaient pas en reste. Aiosi M. Yvon Robert, maire-adjoint du Grand-Quevilly, estimait, en atelier, que le saupoudrage des moyens n'est pas la meilleure façon de lutter contre les dérives actuelles du système, en particulier l'écart grandissant entre les établissements sans problèmes et les établissements à problèmes.

Priorité à la lutte contre le chômage

M^{me} Edith Cresson enfin — en l'absence de M. Jospin, envolé vers le Sud-Ouest, où l'attendaient d'autres obligations — s'y alla par quatre chemins. « Au moment des échéances électorales, nous serons jugés dans une large mesure sur ce que nous avons fait dans

l'éducation nationale. Rien ne serait pire que de ne pas oser examiner franchement la façon de répondre à la première attente des Français : c'est-à-dire la lutte contre le chômage », en particulier le chômage des jeunes. Il y a une demande du pays à laquelle nous devons répondre. L'essentiel, pour moi, est d'écarter les tabous. Je suis preneuse de toute solution. Mais il faut réfléchir vite. Nous n'avons pas un avenir éternel devant nous », a-t-elle lancé, en rappelant, à trois reprises, que l'échec des élections législatives est désormais très proche.

Ces différences de démarche ne sont pas sans conséquence sur le choix des priorités. Fidèle à l'action qu'il a engagée, le ministre de l'éducation avait ainsi précisé le matin les deux gros dossiers auxquels il entend s'attaquer désormais : l'avenir du collège et la « rénovation » des programmes et du baccalauréat.

A l'évidence, ce n'est pas sur ces terrains-là que le premier ministre entend se situer. Décidé à fonder et à agglomérer son ministre de l'éducation, elle a surtout pointé les domaines concrets où « ça ne marche pas » et où « il faut que ça marche ». Aiosi elle revenait sans ménagement sur la coopération du troisième trimestre tronqué par les examens et les conseils (le Monde du 25 mai). Citant intégralement le discours, son prédécesseur, en décembre 1988, lorsqu'il demandait à M. Jospin de trouver des solutions à ce problème, elle a souligné que

la situation n'avait pas changé depuis. Elle a donc fermement réitéré sa demande de « solutions applicables pour l'année 1991-1992 ».

De même, la décentralisation de la politique d'éducation a été l'occasion d'ouvrir un nouveau front. Certes, M. Jospin a « redoublé d'efforts » sur ce terrain. Mais ne s'agit-il pas « d'un problème dans l'administration elle-même ? », a lancé M^{me} Cresson, avant de se livrer à une analyse sans pitié des blocages et des « rigidités tout à fait anormales » de l'administration de l'éducation nationale. Il ne s'agit pas de « décentraliser pour décentraliser », a souligné le premier ministre, mais de donner le maximum de responsabilités aux établissements et aux recteurs et de « ne pas administrer en direct » depuis Paris, même si cela entraîne une « réduction du nombre des bureaux » du ministère.

Ecole

ou apprentissage ?

C'est sur le thème de l'apprentissage que les divisions des socialistes sont apparues le plus brutalement. Revenant sur ses déclarations de ces derniers jours, M^{me} Cresson se veut pas s'encombrer de querelles théoriques. Si le mot même d'apprentissage gêne les uns ou les autres, « on peut ne pas l'employer », a-t-elle concédé. Mais il faut trouver une solution au problème du chômage des jeunes, a-t-elle martelé ajoutant : « L'éducation nationale et les entreprises

ne se reconnaissent pas toujours suffisamment comme partenaires de l'éducation. En disant cela, il paraît que je sortais du cadre idéologique de la gauche. Je suis prête à courir ce risque. Car un cadre idéologique, ça évolue ».

A cotendre les autres ténors socialistes, le propos frise manifestement la provocation. M. Jospin avait, le matin même, largement esquissé le débat : « L'apprentissage est aujourd'hui, et pour l'essentiel, de la compétence des régions et relève de la tutelle du ministère du travail. L'éducation nationale n'a la responsabilité que de 7 % des centres de formation d'apprentis ». Et sans écarter l'idée de répondre aux préoccupations du premier ministre, il précisait qu'il le ferait « dans le respect de notre tradition scolaire et de nos acquis sociaux ».

M. Mauroy fut beaucoup plus clair. Nous ne voulons pas, devait-il lancer en substance, d'un système éducatif qui serait complètement dominé par les objectifs du court terme et de l'emploi. Enfin M^{me} François se livrait devant le premier ministre à une critique en règle du système de l'apprentissage allemand, dans lequel « l'alternance école-entreprise risque d'être la voie idéologique qui masque la mise en place par certaines entreprises de jeunes travailleurs et de la division sociale ». On le voit, Mme Cresson n'a pas hésité à mettre le feu aux poudres.

GÉRARD COURTOIS.

JUSTICE

Dans un entretien au « Figaro »

Le juge Jean-Pierre se dit prêt à attaquer MM. Nallet et Kiejman en justice

Dans un entretien accordé au Figaro du 27 mai, le juge Jean-Pierre se dit prêt à attaquer le garde des sceaux et son ancien ministre délégué en justice pour « outrage à magistrat ». Evoquant les déclarations de MM. Nallet et Kiejman sur la perquisition des locaux d'urbanisme qualifiés alors de « cambriolage judiciaire » et de « quipèze soignée », le juge d'instruction du Mans affirme que « l'ensemble des juges d'instruction

Le juge Jean-Pierre, qui n'a encore entamé aucune démarche, a décidé de prendre comme avocat M^{me} Jacques Vergès, qui a fréquenté le même lycée que son père à la Réunion. « Ce dossier présente manifestement un caractère politique », explique le juge mancoeur. Je veux donc répondre sur le même registre avec un défenseur qui connaît parfaitement les us et coutumes de ce milieu ».

Contestant le droit de visite accordé à son père divorcé

Une fillette est autorisée à être représentée par un avocat

Un juge de Lille a accepté qu'une fillette de dix ans ne désirant plus voir son père auquel il avait été accordé un droit de visite lors du divorce soit représentée par un avocat. Il s'agit d'une première, car si la loi française demande au juge de rencontrer les enfants de plus de treize ans lors du divorce de ses parents, rien n'est formellement prévu pour les plus jeunes. Plutôt que rencontrer lui-même l'enfant, le juge a estimé préférable de l'autoriser à plaider sa cause par l'intermédiaire d'un avocat.

C'est pas étonnant que cette initiative émane du barreau de Lille, qui mène une opération pilote depuis trois ans. Une trentaine d'avocats ont suivi une formation initiale pour les rendre plus aptes à l'écoute des enfants et tiennent, à tour de rôle, une permanence juridique au siège de l'association Point-jeunes à Lille. Ils disposent d'un numéro vert à la rentrée scolaire, en septembre.

Dans le cas présent, le juge a invoqué la Convention internationale des droits de l'enfant pour autoriser la fillette à contester le droit de visite accordé à son père. Il a dû estimer que « l'intérêt supérieur de l'enfant », prévu dans l'article 9 de la convention, était en cause. Le recours à un avocat pour l'enfant n'est cependant aucunement obligatoire en matière de droit de garde ou de visite à la suite d'un divorce.

Ch. Ch.



FRANCK NOUCHI

MÉDECINE

Sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé

Des firmes pharmaceutiques vont coopérer pour lutter contre le sida

Pour la première fois depuis le début de l'épidémie de sida, en 1981, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réuni, les 23 et 24 mai à Genève, les représentants de dix-huit des principales firmes pharmaceutiques mondiales afin que soit engagée, dans les plus brefs délais, une stratégie commune visant à développer des médicaments et des vaccins sûrs et efficaces contre cette maladie.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

« Par son ampleur et ses conséquences sanitaires, sociales et économiques, la pandémie de sida est si extraordinaire qu'il faut s'attacher avec des moyens extraordinaires. » Ouvrant cette réunion à huis-clos, le docteur Hiroshi Nakajima, le directeur général de l'OMS, n'a pas caché son inquiétude pour les prochaines années. Début 1991, l'organisation internationale estime en effet que huit à dix millions d'adultes et un million d'enfants ont déjà été infectés par le virus du sida, le VIH. Au moins un million et demi d'entre eux ont développé la maladie.

Pour les prévisions à court terme, l'optimisme n'est guère de mise. Du fait en particulier du développement plus rapide qu'initialement prévu de l'épidémie en Asie, les spécialistes de l'OMS ont dû revoir les chiffres à la hausse, prévoyant que d'ici à l'an 2000, trente millions de personnes seront à leur tour contaminées. Cela portera à quarante millions le total cumulé d'hommes, de femmes et d'enfants séropositifs en l'an 2000. Au cours de la réunion de Genève, il est apparu qu'actuel-

lement cent soixante-cinq molécules différentes sont à l'étude dans le traitement du sida. En outre, onze candidats vaccins sont eux aussi en cours d'expérimentation, mais aucun, semble-t-il, n'a jusqu'à présent fait la preuve d'une immunogénicité suffisante pour pouvoir permettre d'espérer la mise en route à très court terme d'essais vaccinaux sur une large échelle. Au total, les représentants des grands groupes pharmaceutiques ont évalué à 5 milliards de dollars les investissements réalisés jusqu'à présent dans le domaine du sida, ce qui place — de ce point de vue — cette maladie d'apparition récente au neuvième rang de toutes les pathologies.

Bien qu'aucune date n'ait été avancée pour la mise en œuvre d'essais vaccinaux sur une large échelle (essais de phase III), l'OMS a décidé dès maintenant de recher-

cher dans les pays en voie de développement, cinq ou six sites d'expérimentation, l'objectif étant que les candidats vaccins puissent être expérimentés simultanément dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement. Cette stratégie vise en particulier à résoudre le redoutable problème de l'extrême variabilité génétique du HIV et le risque qu'il y aurait à mettre au point un vaccin qui, en définitive, ne serait efficace que dans une région très localisée du globe.

Règles éthiques communes

Trois types de vaccins sont actuellement à l'étude : des vaccins prophylactiques, tout d'abord, qui visent à prévenir l'infection par le VIH ; des vaccins thérapeutiques, ensuite, qui devraient ser-

vir à prévenir l'aggravation du déficit immunitaire chez des personnes déjà contaminées ; des vaccins pénétrants enfin, dont l'objectif serait de protéger le fœtus contre une infection transplacentaire. C'est actuellement dans ce troisième type de vaccin que les chercheurs placent le plus d'espoir, d'autant qu'il semblerait que de les associer à un traitement antirétroviral comme l'AZT.

Les premiers essais de phase I (qui servent, sur un petit nombre de volontaires, à établir l'innocuité et l'immunogénicité du vaccin) ont débuté en 1986. A ce jour aucun essai de phase III, destiné à démontrer sur de larges populations l'efficacité du vaccin, n'a commencé et on peut espérer — mais cela reste hypothétique — que le premier d'entre eux démarre dans deux ou trois ans.

L'OMS aimerait être tenu au

Les frontières des Etats-Unis resteraient fermées aux séropositifs

Selon le New York Times du dimanche 26 mai, les autorités américaines auraient renoncé à lever les mesures contraignantes imposées aux personnes contaminées par le virus du sida souhaitant se rendre aux Etats-Unis. Cédant à la requête des groupes de pression les plus conservateurs du pays — plus de 40 000 lettres opposées à l'abrogation de ces mesures discriminatoires ont été envoyées à différents membres du Congrès et du gouvernement — l'administration Bush, contre l'avis du secrétaire à la santé, le docteur Louis Sullivan, a donc préféré maintenir cette quasi-interdiction d'entrée aux Etats-Unis pour les séropositifs.

Le 23 janvier dernier, le secré-

riat à la santé avait pourtant proposé que, à compter du 1^{er} juin, la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain soit réduite à la seule tuberculose (le Monde du 5 janvier et daté 27-28 janvier).

Outre que cette décision risque une nouvelle fois de susciter de très nombreuses protestations de la part d'organisations comme l'OMS, la Ligue des sociétés de Croix-Rouge et l'International AIDS Society, elle aura pour première conséquence si elle est confirmée, d'empêcher la tenue l'an prochain à Boston de la 8^e conférence internationale sur le sida.

F. N.

EN BREF

□ Mort d'un patient porteur d'une pompe cardiaque. — Le patient à qui des chirurgiens du Texas Heart Institute avaient implanté, jeudi 9 mai, une pompe cardiaque entièrement autonome, afin de permettre à son cœur défaillant d'attendre un donneur compatible, est décédé jeudi 23 mai à l'hôpital Saint-Luke de Houston. — (AFP)

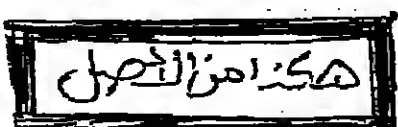
□ Manifestation en Corse contre le passage des pétroliers. — Plus d'un millier de personnes se sont rassemblées, dimanche 26 mai à Bonifacio, pour protester contre le passage des pétroliers dans le détroit qui sépare la Corse de la Sardaigne. Réunis sur l'esplanade Saint-François, à l'altitude pointée de la Corse-du-Sud, les manifestants — auxquels s'étaient joints des délégués de partis sardes — ont réclamé le retour à la situation d'avant 1986, qui obligeait les pétroliers à contourner les îles. En 1990, quelque 1 300 navires ont emprunté le détroit de Bonifacio, large de 12 kilomètres.

□ Vingt prêtres de l'Opus Dei ordonnés par le pape. — Jean-Paul II a ordonné, dimanche 26 mai à la basilique Saint-Pierre de Rome, soixante prêtres originaires de vingt-sept pays, dont le plus âgé a soixante-sept ans. Parmi eux, vingt appartiennent à l'Opus Dei, venant de douze pays, dont un Français du Mans, Paul Rambert, trente ans. L'Eglise catholique compte 403 000 prêtres.

LE PRIX, LE DÉLAI !
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite.
PEUGEOT NEUBAUER
• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34 • 28, bd des Bergonières 75008 PARIS ☎42.93.55.52
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

L'ANGLAIS A OXFORD
Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés
O I S E
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros

Les inconnus du centenaire

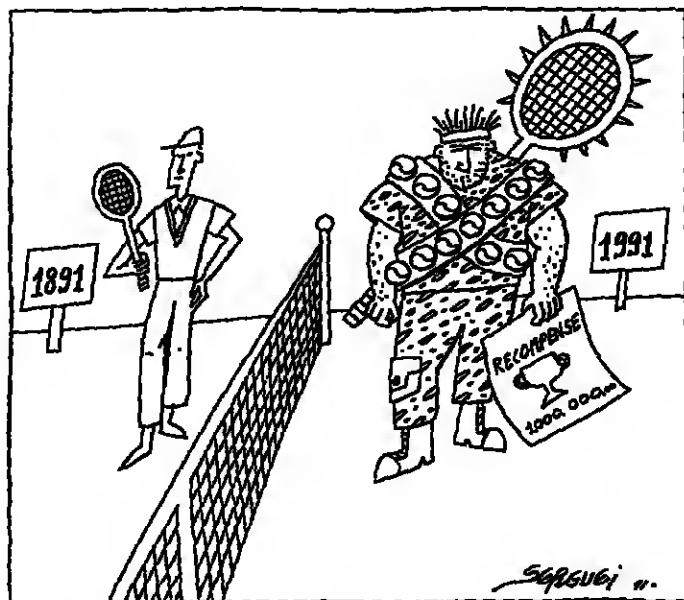
Les Championnats Internationaux de France, qui fêtent cette année leur centenaire, débutent lundi 27 mai, à Roland-Garros, sous le signe de l'incertitude. La tennis mondial est, en effet, à la recherche d'un leader. Les trente-deux tournois disputés depuis le début de saison ont couronné vingt-cinq vainqueurs différents et la situation est tout aussi confuse sur terre battue, où neuf joueurs se sont imposés dans les onze premiers tournois.

Le rendez-vous du centenaire pourrait permettre à l'un des «grands» de rétablir sa suprématie, mais Stefan Edberg (blessé à la hanche) et Boris

Becker (victime d'une contracture des muscles dorsaux) abordent Roland-Garros handicapés et à court de compétition tandis que Ivan Lendl (opéré à la main droite) a dû déclarer forfait. En revanche, ceux qui se sont distingués sur terre battue, les Espagnols Sergi Bruguera (vainqueur à Estoril) et à Monte-Carlo, finaliste à Barcelone et Emilio Sanchez (vainqueur à Barcelone et à Rome), risquent de manquer de fraîcheur pour un tournoi de deux semaines avec des matches au meilleur des cinq sets.

Le hiérarchie féminine est mieux établie puisque Gabriela Sabatini (trois

victoires) et Steffi Graf (deux victoires) font, semble-t-il, la loi sur terre battue tandis que Monica Seles, la numéro un mondiale, a dû se contenter de deux places en finale. Quels que soient les finalistes, le grand vainqueur de Roland-Garros devrait être le tournoi lui-même dont le prestige s'est accru avec le temps. Jean Borotra évoque pour nous les origines de Roland-Garros et la domination des Mousquetaires du tennis français qui y sont restés vainqueurs en Coupe Davis et en simple messieurs des Internationaux de France, de 1928 à 1932.



Jean Borotra, mémoire d'un «mousquetaire»

«La Fédération française de tennis fête cette année le centenaire de ses championnats, créés en 1891 et devenus Internationaux en 1928. Quelle importance attachez-vous à ces célébrations ?

— Cela reflète l'importance jouée par la France et la Fédération française dans l'histoire et dans le développement du tennis. C'est la Fédération française qui a organisé les premiers Championnats du monde (1912), Les Internationaux de France sont la continuation de ces Championnats du monde sur terre battue.

— Le stade de Roland-Garros a été construit en 1928 pour permettre aux Mousquetaires de défendre le Coupe Davis gagnée l'année précédente. Quelle a été l'influence de cette construction pour le tennis français ?

— La construction de ce stade a permis d'accueillir le public, qui commençait à s'intéresser au tennis en grand nombre. C'était vraiment l'indispensable. L'aventure

était risquée du fait de son coût. Nous aurions pu perdre la Coupe Davis dès l'année suivante et ne plus la gagner. On doit rendre hommage aux présidents du Racing (Pierre Gillou) et du Stade français (Emile Lesieur) qui ont alors donné leur caution à cette construction. Le premier central pouvait accueillir près de dix mille spectateurs et il était déjà plein pour les grandes occasions.

— Quelle était alors la notoriété des Internationaux de France par rapport à la Coupe Davis ?

— La coupe Davis avait une grande notoriété. En particulier en France depuis que nous y participions. L'histoire de René (Lacoste) est exemplaire. Il préparait Polytechnique et ses parents l'avaient fait jouer au tennis pour améliorer sa santé et le rendre plus résistant. Il y a tellement pris goût qu'un jour il a rêvé qu'il pouvait essayer d'aider la France à remporter la Coupe Davis. Pour lui, ça valait tous les sacrifices. Il était prêt à abandonner ses études. Ce n'était

pas, bien sûr, l'avis de son père, (administrateur d'Hispano-Suiza. René était tellement abattu par ce refus que son père a pourtant fini par céder en lui donnant trois ans pour se consacrer au tennis avec la promesse de faire ensuite Centrale. Vous connaissez la suite...

— Soixante ans après, un idéaliste toujours d'époque des Mousquetaires. N'y a-t-il donc jamais eu de rivalités, voire de tensions entre vous ?

— Nous étions de grands rivaux dans les tournois. Mais dès notre premier déplacement pour la Coupe Davis, en Irlande en 1923, nous avons su former une équipe merveilleusement unie. Cette union ne s'est jamais démentie et elle était tellement visible qu'un journaliste (Paul Chevalier, vice-président du Racing et chroniqueur de tennis au Figaro) a eu l'idée de nous comparer aux Mousquetaires. Cette profonde amitié nous a sans doute beaucoup aidés à conquérir la Coupe à notre troisième challenge-roulé aux États-Unis en

1927. Cette amitié ne s'est d'ailleurs jamais altérée avec le temps.

— Quel match disputé à Roland-Garros vous a laissé le plus grand souvenir ? Sans doute le double, lorsque nous avons défendu pour la première fois la Coupe Davis à Roland-Garros. L'année précédente, à Philadelphie, nous avions perdu le double. Tilden et Hunter avaient multiplié les lobs en sachant que le smash n'était pas le point fort de Toto (Jacques Brugnon) et je n'avais pas très bien joué moi non plus. Dès son arrivée à Paris, Tilden ne manquait pas de saluer Toto en lui demandant chaque fois : «How is your smash ?» (Comment va votre smash ?) Tout était tellement déstabilisé qu'il avait demandé à ne pas jouer. Il avait été remplacé au dernier moment par Henri (Cochet). Nous avons gagné en cinq sets et ce point du double donnait alors l'avantage à la France (2-1) avant les deux derniers simples que René et Henri ont également remportés.

— Auriez-vous aimé pouvoir consacrer à 100 % au tennis comme les professionnels d'aujourd'hui ?

— Certainement pas. J'aurais peut-être été plus fin, mais le tennis ne m'aurait pas amusé comme il l'a fait. Ce que j'aimais, c'était ce côté exceptionnel que le tennis occupait dans mon activité. Je jouais essentiellement le samedi et le dimanche au club pour les tournois. Même pour Wimbledon, j'arrivais souvent au dernier moment par avion. D'ailleurs, un journal anglais m'avait représenté en première page arrivant sur le central de Wimbledon en parachute.

— Aujourd'hui, à quatre-vingt-trois ans, quelle place le tennis tient-il encore dans votre vie ? Depuis deux ans, je ne joue pratiquement plus pour cause d'une arthrose à la main droite. Je ne peux plus effectuer que des revers, mais je suis en train de voir si je ne peux pas faire mon coup droit en m'aidant avec la main gauche. Deux fois par an, je

suis toujours fidèle à notre rendez-vous avec nos amis de l'International Lawn-Tennis Club of Great Britain. Dimanche, j'ai joué mon cent-treizième match avec eux, assis en double avec Henri Pelizza qui a, heureusement, de meilleures jambes que moi et couvre presque tout le court. Mais l'essentiel pour moi est de participer.

— Depuis quelques années, Philippe Chatrier a pris l'habitude de confier aux Mousquetaires le soin de remettre la coupe au vainqueur du simple messieurs. Le 9 juin, vous serez probablement seul pour la première fois puisque René Lacoste ne pourra sans doute pas se déplacer. A qui pensez-vous remettre le trophée ? Je ne peux pas vous donner de réponse. Je ne les ai pas tous vus, jouer et, en tout cas, suffisamment pour faire le moindre pronostic.

Propos recueillis par GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : la finale de la Coupe d'Europe de football

L'Olympique de Marseille et la «méthode Tapie»

L'Olympique de Marseille doit affronter l'Etoile rouge de Belgrade en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, mercredi 29 mai, à Bari (Italie). A la tête de l'OM, Bernard Tapie. Ses méthodes déplaisent parfois, mais nul n'ose le lui dire, ni les autres dirigeants de clubs ni ses propres joueurs. Le député (non-inscrit) des Bouches-du-Rhône se sait tout-puissant et il aime ça.

Il aurait pu naître entraîneur de football, mener les joueurs à la victoire et au succès, inventer des tactiques, choisir des stratégies. Ou bien venir au monde simple supporter, chef de bande dans un virage du stade-vélodrome. Il avait également le profil idéal d'un «fils de pub», vainqueur du bluff médiatique. Assurément, Bernard Tapie avait la tête de tous les emplois. Longtemps, il s'est pourtant contenté d'autres tâches : joueur de handball, chanteur de charme, homme d'affaires, directeur d'une équipe cycliste... Puis, avec la bénédiction de Gaston Defferre, il fit introniser président de l'Olympique de Marseille au printemps 1986. Le stade-vélodrome découvrait son nouveau maître et les Bouches-du-Rhône leur futur député.

On s'aperçut alors que, de toutes les casquettes endossées par l'indéfectible batteur, le maillot de l'OM était celui qui lui convenait le mieux. Sans jamais l'avouer, il serait tout à la fois président, entraîneur, supporter et même publicitaire.

Le Tapie du football — plus que celui de la politique ou celui des affaires — est un cumulard. Il régit sans partage sur le club et, à travers lui, même le football français à sa guise. Rien ne lui est interdit. Du moins tant que les résultats sportifs étouffent les nombreuses critiques et font oublier les multiples écarts.

La «méthode Tapie» appliquée au ballon rond est simple : être le seul maître à bord. Les autres dirigeants du club, quels qu'ils soient, sont de simples exécutants. Dans le domaine de la gestion, ni Jean-Pierre Bernès, directeur général du club, ni Alain Laroche, directeur financier, ne prennent la moindre décision sans en référer au «patron».

Certains dirigeants ont conscience de jouer parfois un jeu dangereux, surtout lorsque les pratiques préconisées par leur président sont susceptibles — selon ses propres termes — de «sauver nos finances». Ce pourrait ainsi être le cas des prêts facilités qui auraient été accordés à certains joueurs (Ver-

croisse, Tigana, Forster) et dont les responsables du club, à commencer par Bernard Tapie lui-même, ont eu à répondre devant la police marseillaise (le Monde du 24 avril). Pourtant, aucun subalterne n'a jamais osé s'y opposer. Tous paraissent courir à l'égal de l'homme d'affaires une fascination craintive.

Il en est de même dans le secteur technique. S'il semble que l'entraîneur belge Raymond Goethals jouisse d'une relative indépendance, ses prédécesseurs n'ont pas toujours eu pareille liberté. Du temps de Gérard Gili, Bernard Tapie ne manquait jamais une occasion de «sugérer» une composition d'équipe, d'imposer un joueur plutôt qu'un autre.

Avec l'arrivée de Franz Beckenbauer, au début de l'actuelle saison, il s'est tenu davantage en retrait. Le prestige du nouveau venu lui imposait une telle réserve. Au fil des ans, il s'est pris de temps. Par la suite il a exigé de ses techniciens du technicien allemand qu'il aligne Bernard Pardo dans son équipe. Beckenbauer s'est exécuté. «Il y a trop de gens qui veulent avoir leur mot à dire», regrette celui-ci, quelques semaines plus tard lorsqu'il tentera de quitter le club avant d'être nommé «responsable du staff technique».

Plus la crainte que le respect

Avant 1986, Bernard Tapie n'avait du football de haut niveau qu'une connaissance approximative, celle d'un spectateur occasionnel du stade Geoffroy-Guichard à Saint-Etienne et d'un joueur amateur fiant des matches entre copains. Au fil des ans, il s'est forgé des certitudes de technicien. Au point de douter de certaines vedettes réputées, comme Franck Sauzeau (aujourd'hui à Monaco), ou d'accorder une confiance totale à des joueurs considérés à leurs débuts, tels que le Ghanaïse Abedi Pelé ou le Britannique Chris Waddle. Si l'on en juge par son palmarès (trois titres de champion de France, une finale de Coupe d'Europe, une Coupe de France), il faut croire qu'il aurait fait un entraîneur de talent.

En début de saison, il s'est également posé en chef de famille impitoyable. Des élans s'étaient formés. Il y avait des tensions entre les «Toulonnais», anciens du club de Toulon, comme Pascal Olmeta, Bernard Pardo ou Bernard Casani, les «blacks», autrement dit les joueurs de couleur, tels que Abedi Pelé, Basile Boli ou

Eric Leda, et les «aociens» comme Jean-Pierre Papin ou Gaëtan Huard. Bernard Tapie convoqua tout son monde et s'adressa à chaque joueur devant ses collègues. Il donna, menaçant, humilant. Le chef avait parlé. Le problème était réglé.

En apparence. En privé, les vedettes ne manquent jamais une occasion de critiquer ce président auquel ils reprochent ses priorités sans lendemain. Ainsi, avant d'affronter le Milan AC de Silvio Berlusconi en quarts de finale de la Coupe d'Europe, Bernard Tapie prînt une prime individuelle de 1 million de francs en cas de qualification. Toujours sensible à ce type d'attentions, les joueurs se réjouissent. Sans explication aucune, ils apprendront par la suite que le montant est abaissé à 500 000 francs. Puis à 400 000 francs, toujours sans communication. Au final, après avoir éliminé l'équipe italienne, chaque joueur a reçu 300 000 francs, soit moins d'un tiers de la somme escomptée à l'origine. Dans tous les autres clubs, l'affaire aurait donné lieu à d'âpres négociations, peut-être même à une grève du zèle. A l'OM, nul ne s'est élevé contre le «boss».

Sans doute Bernard Tapie impose-t-il bien plus la crainte que le respect. Ainsi, lorsqu'il pénètre dans leur vestiaire avant un match contre Bordeaux, le 29 août 1990, pour crier sa haine de Claude Bezi (président des Girondins à l'époque), certains sont choqués par la mécanique de ses propos, mais aucun ne les ennuie. Au contraire, ils s'efforcent comme toujours de courir au-devant de lui, sourire aux lèvres, ainsi qu'ils le font parfois en pleine séance d'entraînement.

Le milieu du football n'aime guère Bernard Tapie. Mais les critiques sont aussi incisives que sournoises. Toujours à l'affût des reproches, sensible à la moindre attaque, il ne les ignore pas. S'en soucie-t-il vraiment ? Cette adversité le sert plus qu'elle ne le pénalise. Car son charisme d'ancien vainqueur des tournois de football français qu'il a fait parvenir en pleine séance d'entraînement.

principal bailleur de fond de la première division ?

Trois années d'apprentissage (1986-1989) lui ont servi pour analyser les rouages du système et corser les limites des hommes qui en assurent le fonctionnement : joueurs, «agents» des joueurs, dirigeants, journalistes. En 1989, quand il débute plusieurs dizaines de millions de francs pour bâtir l'ossature de la formation actuelle, il estime avoir maîtrisé l'ensemble de ces données.

Des joueurs, en particulier les Français, il a compris qu'ils étaient pour le plus part immatures et influençables. Il les séduisait donc sans difficulté. De leurs «agents», il a mesuré le poids des finances et des ruses fiscales. Il les battait souvent sur leur propre terrain. Des autres dirigeants, il a pu constater le manque d'envie. Il leur imposera sa loi sur le marché des transferts. Quant aux journalistes, il saura parfois les manipuler, manipuler avec une pureté d'acier et de ruse fiscale. Son pire ennemi étant l'indifférence, il s'arrangera toujours pour que l'OM soit à la pointe de l'actualité.

La grande force de Bernard Tapie est assurément là, dans cette faculté d'adaptation qui lui a permis de s'imposer du football de haut niveau en un temps record. Bien sûr, cela n'est pas allé sans anicroches : l'élimination par Benfica l'an dernier en demi-finale, l'échec de Franz Beckenbauer au poste d'entraîneur, la condamnation par la commission nationale de discipline pour «manquements graves à la morale sportive» (le Monde du 30 janvier 1991), les enquêtes de police sur les comptes du club, qui l'embêtent au plus au point.

En pareil cas, il négocie toujours l'obstacle en transformant les revers en succès. Le dit-on coupable ? Il se fait victime. Attendant son départ ? Il décide finalement de rester. Perd-il sur le terrain ? Il l'emporte en coulisse. Le milieu du football, peu habitué à être ébahi par le sort, se laisse manipuler. Il ne s'efforce même plus de ses frasques. Tout juste dénigrait-il un nouveau coup de bluff lorsque le président de l'OM assure que le football représente 10 % de ses activités et 90 % de ses soucis. La proportion est peut-être inversée, tant ce maillot d'homme à tout faire du club marseillais semble lui plaire.

PHILIPPE BROUSSARD.

L'Etoile serbe

BELGRADE

de notre correspondante

L'Etoile rouge n'est pas une équipe de football que l'on vient juste encourager pendant les matches, c'est un club que l'on vénère. Créée le 4 avril 1945 dans le cadre du club omnisports du même nom, l'Etoile rouge de Belgrade s'est forgée une réputation en recrutant au fil des années les meilleurs joueurs yougoslaves.

Classée parmi les dix meilleurs clubs d'Europe, elle a remporté dix-huit championnats yougoslaves et douze coupes nationales. Mais son prestige n'est pas fondé seulement sur ses victoires. L'Etoile rouge représente beaucoup plus que le football, elle est le symbole de l'identité serbe sous le régime communiste.

Fondée par la jeunesse belgradoise, elle avait rallié, dès le début, les intellectuels, la bourgeoisie belgradoise et les étudiants. L'Etoile Rouge, en dépit de son nom, dont l'épithète avait été imposée par un membre du bureau politique, était ainsi devenue le club de la dissidence.

Pas de conflits inter-ethniques

Lorsqu'elle remportait un match contre le Partizan de Belgrade, cela était ressenti comme une victoire de la démocratie sur l'autoritarisme.

Cette rivalité entre les deux plus grands clubs de Belgrade provient du fait que le Partizan appartenait à l'armée fédérale et était soutenu par l'établissement yougoslave et la classe ouvrière. «Il n'a jamais pu prétendre représenter Belgrade», explique un supporter de l'Etoile rouge, rappelant non sans ironie que l'actuel président de Croatie, M. Franjo Tudjman, avait dirigé le Partizan.

L'Etoile Rouge est une véritable institution en Ser-

bie, «la seule qui rassemble tous les Serbes», écrivait un intellectuel belgradois, à l'époque où tout mouvement national était réprimé par les autorités.

Aujourd'hui, cette marque est encore valable, puisque les tribunes du stade de l'Etoile rouge sont le seul endroit où le parti au pouvoir et l'opposition serbe célèbrent ensemble la même victoire.

Mais l'Etoile rouge, considérée comme l'équipe nationale serbe, n'a rien de nationaliste. Elle est actuellement composée de Serbes, mais aussi de deux Macédoniens, de deux musulmans, de trois Monténégrins et d'un Croate. Elle ne connaît pas les conflits inter-ethniques et se garde bien de mêler le sport à la politique, recommandant à ses supporters d'en faire autant.

Bonne gestion

Si ces derniers ne brandissent pas les couleurs de leur parti politique favori comme ceux du Dinamo de Zagreb, ils chantent cependant d'anciens refrains serbes à connotation nationaliste, qui leur auraient valu la prison il y a quelques années.

Les «gaillards» des tribunes nord, comme on les appelle à Belgrade, seront plus de 18 000 à se rendre à Bari pour scander «Zvezde!» — l'étoile, — l'ampoutant d'une épithète qu'ils n'ont jamais aimée.

Mais si l'Etoile rouge ne fait pas de politique, elle fait des affaires. Grâce à une bonne gestion et à la création d'un service de marketing, elle a échappé à la crise et est l'entreprise la plus performante de Serbie.

Avec un budget annuel de 10 millions de dollars, elle s'autofinance et affirme que, pour la Yougoslavie, elle paie bien ses joueurs.

FLORENCE HARTMANN

CULTURE

MUSIQUES

Faust géant

Toujours debout tel le vaau d'or, Faust reprend du service et s'apprête à recevoir, jusqu'au 7 juin, quelque 150 000 «accros» du mythe goethéen revisité français. C'est, par fournées de 12 000, puisque après *Aïda*, *Turandot*, *Nabucco* et *Carmen*, on a introduit Gounod dans le chœur de Bercy et qu'il s'en porte bien, merci.

Pour en avoir tant dimanche après-midi en compagnie d'un coiffeur de douze ans, on vous le dit : allez-y. C'est du travail d'artiste. Parfaitement conçu, absolument ciblé pour l'usage et le public qui lui sont destinés : canoëmmation de masse ; auditoire sans anachronismes, mais non sans souvenirs ni sans nostalgies. Si l'on était en Italie, ces connaissances-là chantaient en chœur *Gloire immortelle* de nos aïeux. Notre coiffeur n'en brûlait-il pas

d'envie, lui qui découvrait ce grand moment de patriotisme et qui s'était à peine assoupi pendant l'air des bijoux et la ballade du roi de Thulé ?

L'opéra à Bercy, c'est, dit-on, de la folie, du gigantisme, l'indigestion de carton-pâte géant. Ce n'est rien d'autre que du spectacle, découvert-on quand c'est réussi. L'art de projeter des panoramas grandeur nature dans des décors cyclopéens, faits pour être identifiés de loin. La manière de rendre pleuïbles, et même humains, des chanteurs microscopiques, contraints à des gestes emphatiques et parcourant à toutes jambes un plateau géant, souvent couvert de figurants. Cet art-là tient moins du théâtre que du cirque ou d'un certain cinéma, évidemment. Mais l'on sent bien tout ce qu'il doit à l'opéra des origines, proche du péplum et du

musé, destiné à être vu de loin et joué à grands traits, toutes conventions acceptées.

Nicolas Joel a monté Faust est au Théâtre antique d'Orange. Le jeune directeur du Capitole revenait donc tout armé dans l'arène de Bercy. Avec toute une ville gothique reconstituée, des acrobates, des jongleurs, des échassiers, quelques objets aux dimensions disproportionnées, des tuyaux d'orgue pausés à la vitesse des épis de maïs dans les films staliens, beaucoup de projecteurs, beaucoup de fumée, les chœurs irremplaçables de l'Armée française, une nuit de Welpurgis torride, et Marguerite ressuscitée dans une orgie de bouquets.

On s'en voudrait - ça ferait des jaloux - de trop parler du Faust encore presté de Francisco Ariza, de la Marguerite divine de Gabriella Banackova, du Méphisto solide de

Robert Hele, du Valentin idéal de Marc Vanaud, Mexicain, tchèque, américain ou belge, ces grandes pointures, pas plus que le Stiebel délicieux de Collette Alliot-Lugaz, ne seront sans doute pas remplacées à niveau égal au gré des quatre distributions qui se succéderont. Mais le clou du spectacle, prouesse technique inespérée d'une équipe de mixeurs en direct, ce sont les micros baladeurs, c'est la sonorisation. Qui respecte les déplacements des chanteurs, en profondeur ou latéralement. Et qui ne déforme leur timbre que poussée à fond, pour les grandes douleurs finales.

ANNE REY

► Palais omnisports de Bercy, 20 heures, matinées le dimanche à 15 heures, rétrospective lundi. Location par téléphone : 43-46-12-21. Rens. : 40-92-60-20. Da 110 F. à 380 F.

PHOTO

La force de l'ombre

Transparence et opacité
animent l'univers de Keiichi Tahara

KEIICHI TAHARA

à l'Espace photographique de Paris

Lorsqu'il arrive en France en 1972, à l'âge de vingt-deux ans, Keiichi Tahara s'installe boulevard Saint-Michel dans une chambre de bonne. Formé au cinéma, il n'a pas pour intention de se lancer dans la photo. Il y vient par désespoir, « pour regarder par la fenêtre ».

Sans connaître Sudek, qu'il découvre plus tard, il se met à photographier la ville. Moins par clic-même que pour vérifier ce

la lumière s'épanouit dans les portraits réalisés à la demande des magazines japonais. Dans ses effigies doubles, le créateur est aussi acteur dans son propre monde. Tahara a entamé ses portraits parce qu'il voulait voir « tous ces paysages que les hommes ont chacun au fond des yeux ». Arman, Beuys, Klossowski, oiseaux de proie nichés sur un esquif, affrent à l'opérateur un faciès aux contours indécis. Par la seule force révélatrice de la lumière, Tahara piège les apparences.

Dans ses « transparences », il renoue avec les rayogrammes et



Le peintre allemand Joseph Beuys

qu'il regarde. La fenêtre est une échappée vers un monde extérieur auquel il est étranger. Sans perspective, il cadre l'habillage des chemises, les façades aveugles ou érudites des immeubles au loin. « La lumière d'Europe est différente de celle, si douce, d'Asie », remarque Tahara. Ces instantanés reflètent une vision intérieure. Le cadre de la lunette reflète le visage de la cité.

Voilée de brume, perdue de pluie, la surface luisante ou piquetée du verre est un révélateur qui fixe l'insaisissable vibration de la lumière. Le renversement du dedans et du dehors, la transparence et l'opacité sont les seuls sujets de cette série que Tahara, en déclinant les subtilités tonales du gris, poursuit pendant huit ans. En 1979, il rencontre Min Yamaki, danseur buto. Lors de séances improvisées à New-York, au Japon, ou en Islande, il en fait une sculpture vivante. Ce face-à-face exprime se prolonge par des nus féminins plus formels et assez esthétiques, qui se ressemblent de ses incursions dans la publicité.

L'affrontement de l'ombre et de

solarisations de Moholy-Nagy et Man Ray. « Frustré de tirer sur papier », Tahara impressionne directement le film noir et blanc sur plaques de verre. Cette mise à nu des matériaux (verre, fil, aluminium) dévoile la complexité des textures. Le support utilisé, tel un écran translucide, devient un espace plastique original. Tahara abandonne les thèmes figuratifs, pour revenir à la quasi-abstractio-

de ses débuts. Paur sa rétrospective, il a expressément exclu les travaux de commande, souvent fort ambigus : l'inventaire de l'architecture fixe siécle en Europe de l'Est et en Italie (six volumes au Japon), les catalogues pour le couturier Yohji Yamamoto ou l'archivage des costumes du palais Garnier. Les tirages récents exécutés par lui sont impeccablement servis par un sobre accrochage.

PATRICK ROEGERS

► Nouveau Forum des Halles, grande galerie. Jusqu'au 13 juillet. Catalogue, texte de Félix Guattari. Éditions Paris audiovisuel, 210 F.

La légende abîmée

La nouvelle production de l'Opéra-Bastille accueillie dans l'indifférence

SAMSON ET DALILA
à l'Opéra-Bastille

L'opéra de Camille Saint-Saëns n'est pas une œuvre majeure. C'est un grand opéra patriotique composé par un juif ému à la gloire d'une des pages les plus éblouissantes de l'histoire du peuple martyr. La musique y évolue entre klisché arabisant et quelques airs ou ensembles splendides, bien dans la manière savante de ce compositeur.

Le peuple juif y est asservi par les Philistins. Est-ce la raison pour laquelle Pier Luigi Pizzi, à qui l'on a confié cette nouvelle production, s'est cru obligé de montrer, pendant le préface, deux colonnes de juifs nus, encadrés par des murs de bar-

belés, marchant d'un pas lent vers les chambres à gaz sous un ciel rougeoyant et enfumé ? Est-ce pour bien nous faire comprendre que le printemps suivait l'hiver qu'il accomplissait le miracle de faire fleurir l'arbre fruitier sous lequel Dalila entonne le célèbre « *Salut, printemps qui commence* » dans une région et une époque qui n'évoquent plus l'Holocauste ? Est-ce la raison pour laquelle il s'est cru obligé de retransposer la bacchanale du troisième acte dans un palais qui ressemble étrangement au foyer de Garouï, de passer une canicule de force à Samson (fait prisonnier à l'acte précédent par des soldats très infirmes en psychiatrie poussant leur sinistre chariot, de montrer un

défilé de mode avec photographes obligés, une vente aux enchères, de faire surgir l'antéchrist sur un saint-siège porté par des cardinaux, de lui faire jeter sa mitre avant qu'il se jette au cou de Dalila au milieu des danses mondaines, des odalisques, des barbares épongeant un bar sur lequel un eunuque saute pour danser d'un ventre gélatineux ? Est-ce pour donner quelques voluptueux frissons aux membres de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris que Pizzi les a utilisés comme figurants ? A-t-il, enfin, voulu rendre hommage à *Hystérie*, de Zola et Romano, en s'inspirant (pour ne pas dire en plagiant) ce spectacle donné à la Salpêtrière il y a une dizaine d'années ?

Les chanteurs retenus ne sont pas

non plus ce qu'ils devraient être. Leur choix témoigne à la fois de la précipitation qui entoure la programmation de l'Opéra et d'une certaine méconnaissance des possibilités des chanteurs. Vain usée, vibrante, mal maîtrisée, Carlo Cassata fait ce qu'il peut, avec une certaine musicalité, et finit par convaincre, à mesure que l'œuvre avance. Il a dû être un magnifique Samson.

Margana Lipovsek n'a guère de souffle ni de graves. Sa voix est cassée : elle change de timbre sur chaque note (ce qui brise les longues phrases de Saint-Saëns). La mezzo yongolave compense, en outre, une Dalila dont la vulgarité effraierait un marin de retour de trois mois en mer, avec sa façon d'appuyer les voyelles muettes ! Seul à sauver les meubles, Alain Fondary, dont la prestation en Grand Opéra de Dagoa peut être qualifiée d'historique (exception faite du moment où Pizzi le fait chanter à cheval : le pauvre en hoquette au rythme du canasson). Il a le mordant, la diction nette, la voix parfaitement placée de Paul Cabanel (!).

Sans oublier bien sûr Myung-Whun Chung, qui dirige les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra - formation aujourd'hui capable de rivaliser avec les meilleures, - avec une maîtrise, une flamme qui, pour ne pas être toujours d'essence théâtrale, témoignent d'une conscience artistique rare dans cette maison. Chung, Fondary et les artistes de la fosse sont d'ailleurs les seuls à bénéficier des fracs applaudissements d'une salle indifférente. Ni scandale ni rappels : l'opéra n'est plus ce qu'il était.

ALAIN LOMPECH

(1) Dans un enregistrement légendaire publié par EMI en 1946 et réédité non réédité sur CD. Une note du programme annonce que Myung-Whun Chung enregistre en exclusivité pour Deutsche Grammophon. Il va pourtant enregistrer *Samson et Dalila*, du 1^{er} au 11 juillet, pour EMI-France, avec une distribution sensiblement différente : Margana Lipovsek (Dalila), Plácido Domingo (Samson), José Van Dam (le Grand Prêtre de Dagoa), Jean-Philippe Couris (Abimelech), Samuel Ramey (le Vieillard béneux).

► Prochaines représentations : les 27 et 29 mai, les 28, 29, 30, 31 mai, 1^{er} et 2 juin, à 19 h 30, à l'Opéra-Bastille. Tél. : 40-01-16-18.

► Mort de Jose Caballero. - Le peintre espagnol Jose Caballero est mort le dimanche 26 mai à Madrid. Il était âgé de soixante-seize ans. Elève de Vasquez Diaz, Jose Caballero, tout d'abord apparenté au surréalisme, évoluait depuis la guerre vers l'abstraction. Ami de Garcia Lorca, il avait illustré son *Chant funèbre pour Ignacio Sanchez Mejias*.

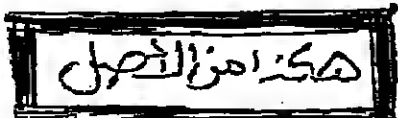
► Décès de l'historien italien Armando Saitta. - L'historien italien Armando Saitta, auteur de nombreux ouvrages sur l'Italie, la France et l'Europe, est décédé, dimanche 26 mai à Rome, à l'âge de soixante-deux ans. Né en 1919 à Sant'Angelo di Brolo, en Sicile, il avait enseigné l'histoire moderne à l'université La Sapienza de Rome et fondé l'Association des historiens européens et la revue *Critique historique*. Auteur de nombreux manuels destinés à l'enseignement de l'histoire en Italie, il avait également consacré plusieurs ouvrages à la France du dix-neuvième siècle et à l'Italie du Risorgimento, qu'il envisageait dans une optique européenne. - (AFP)

Rendre l'eau à la vie,
c'est notre devoir faire

La qualité de l'eau est l'affaire de tous et celle du SIAAP en particulier. Son objectif : redonner à l'eau de la Seine sa qualité naturelle. Le SIAAP, qui réunit les quatre départements du cœur de l'agglomération parisienne, est le principal artisan du programme « Seine Propre ». Les eaux usées de 8 millions d'habitants convergent vers les stations d'épuration du SIAAP. Aujourd'hui, 70 % de ces eaux sont traitées et des résultats spectaculaires ont d'ores et déjà été obtenus. Demain, 100 % le seront, grâce à des ouvrages poussant très loin l'élimination de toutes les pollutions. C'est à cet ambitieux programme que les hommes et les femmes du SIAAP résolument tournés vers l'avenir, consacrent leur savoir faire et leur haute technicité. Leur volonté au service de l'environnement constitue pour le SIAAP le fer de lance de son action dans les années à venir pour rendre l'eau à la vie. Rendre l'eau à la vie, c'est le devoir faire du SIAAP.



* SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE



صلى الله عليه وسلم

CULTURE

THÉÂTRE

Odessa-Macédoine

Certains soirs, on a besoin de théâtre anonyme

LE SUJET DISPARU
de Lucienne
ANDROMAQUE
au Théâtre 13

21 heures 30, un théâtre près de Montparnasse : le Sujet disparu de Léonide Zorine. Nous voici à Odessa, quelques semaines après l'exploit des marins du Potemkine. Un écrivain, ni génie ni foudre de guerre, voit débarquer chez lui, en pleine nuit, une jeune fille. Timide, petit format, bon genre. Après dix minutes de banalités, elle colle, sous le nez du monsieur, un browning. C'est une révolutionnaire. La vue du gros calibre provoque chez l'écrivain un déboulis de discours : vie, révolution, Russie éternelle... Terroriste et grand dadaï dormiraient ensemble, malgré tout, et, au point du jour, la jeune fille s'envole vers des matins chantants, point final.

La mise en scène (Nicolas Cheiko), l'interprétation (Myriam Lohammer et Jean-Claude Bouillon), ne sont ni terribles ni inexistantes. La pièce la même chose. Léonide Zorine, l'écrit, en France, est l'un des auteurs soviétiques les plus joués, au cinéma comme au théâtre, dans les milliers de salles de toutes les Républiques de l'Union. Mais il n'est pas célèbre pour autant, là-bas. Les Soviétiques vont au cinéma, au théâtre, spontanément, machinalement, comme ils devaient les revues, les livres. Assis dans les salles, ils rêvent ou méditent, en croquant des myrtilles de graines de tournesol.

Qui est l'auteur ? Ils ne savent pas. Pen leur importe. Ils ressemblent beaucoup à une folle française de théâtre, Mademoiselle de Mootpessier, la petite-fille de Henri IV, qui faisait les quatre cents coups (du toit de la Bastille, elle tirait au canon sur les troupes du roi, son cousin), et dont les

Mémoires sont le seul très grand livre du dix-septième siècle qui n'est pas écrit ni lu, comme le sont le cardinal de Retz ou Madame de Sévigné.

Mademoiselle de Mootpessier, très souvent, raconte qu'une pièce de théâtre a été jouée chez elle, la veille, dans l'un de ses châteaux ou au palais du Luxembourg, à Paris. Quelle pièce, quels acteurs, elle ne le précise pas. « Des comédiens sont venus ce soir », écrit-elle, ou, surtout : « J'eus des comédiens à mon ordinaire », comme elle dirait : « J'eus de la corne à dîner ».

Léonide Zorine, homme raffiné, bon connaisseur des lettres françaises, écrit des comédies charmantes, un peu acides, d'habitude meilleures que le Sujet disparu. Quand le président de la Moldavie ou le secrétaire général du Kirghizistan assistent à l'une de ses pièces, il reste aussi étonné que Molière, Racine, Corneille, chez Mademoiselle de Mootpessier. Après tout, pourquoi pas ? C'est cela l'amour du théâtre, ce toute liberté, sans ces éternelles transversales de personnes.

Racine souverain

20 heures 45, tout près du parc Mootpessier, Andromaque de Racine. Surprenant décor qui vous saute à la figure : d'agressifs grands paquets de « cuir doré », « sorte de tapisserie en cuir sur laquelle sont représentés en relief divers dessins relevés d'or, d'argent ou d'autres couleurs », dit le dictionnaire Bénédictine, toujours précis. C'est laid, lourd, gros loup, tout à fait l'horreur que certains décorateurs du quartier de la Bastille fabriquent à l'intention des émeutes. Mais Andromaque n'est pas exactement le Kowalev. Racine dit que « la scène est à Buthrote », il ne sait pas ce qu'est cette ville, il copie seulement le nom sur Vir-

gile. Peut-être un gros bourg de Macédoine, ce pourrait être de nos jours un village de l'Albanie. Mais qu'y faisait Pyrrhus ?

Un spectateur de l'époque (Racine fait jouer sa pièce en 1667), Charles de Saint-Evremont, juge la mise en scène et l'interprétation d'Andromaque un peu faibles. Il déclare : « Cette pièce a besoin de grands comédiens qui remplissent par l'action ce qui lui manque ». Que manque-t-il donc à Andromaque ? Aujourd'hui, plus précisément en ces jours de printemps 1991, ce qui se passe dans cette pièce nous touche peu, nous regarde peu. Trois. Heciv, c'est vraiment très loir. La tragédie, c'est le fils Gandhi, par exemple, c'est les Kordes. Quant aux amours contrariées d'Hermione...

Mais voilà : dès les premières secondes, s'élèvent, présents d'une vie immédiate, souverains, proches, les vers de Racine. Les propos les plus simples se métamorphosent en merveilles, alors que tout cela nous ne le connaissons que trop : « Je sens que ma main allait finir son cours... Cet enfant dont la vie alarme tant d'États... Me rendra-t-il, Pyrrhus, un bien qu'il m'a ravi ? »

Et « l'option de grands comédiens », que réclamait Saint-Evremont ? Il y a, dans cette présentation, deux acteurs qui, par leur présence personnelle, leur art, le timbre de leur voix, se montrent « conducteurs » émérites, harmonieux et purs, de la poésie de Racine : Emmanuelle Béart, qui joue Andromaque, et Christian Clavier, qui joue Oreste. D'où la réaction bête d'un spectateur (c'est moi) : quel dommage que ces deux acteurs, ces deux rôles, ne soient pas sur scène ensemble ! Bon, oui, une scène Andromaque-Oreste n'aurait aucune raison d'être, ce n'est pas la pièce. Mais l'échec de ces deux rôles, c'est tout à fait la raison d'être de la pièce. Mais justement : que se seraient-ils dit ? Sous quel jour auraient-ils évoqué les « embarras incertains » (comme dirait Racine) de leurs compagnons ?

Deux beaux acteurs. Une représentation d'Andromaque, à part cela, pour pas grand-chose. La cousine du roi, après tout, avait le mot juste : « J'eus des comédiens à mon ordinaire ».

MICHEL COURNOT

Le Sujet disparu, du lundi au samedi à 21 h 30, Théâtre Noir. Tél. : 45-44-57-34.
Andromaque, du mardi au samedi à 20 h 45, dimanche à 15 h, au Théâtre 13. Tél. : 45-88-62-22.

CINÉMA

Polanski se fâche

Le président du jury du 44^e Festival de Cannes justifie son palmarès contesté

Les trois prix principaux, Palme d'or, Prix de la mise en scène, Prix d'interprétation masculine, au Barton Fink des frères Coen, une aumône au Spike Lee, beaucoup d'oubliés, dont le Van Gogh de Pala, le palmarès du 44^e Festival de Cannes a paru déséquilibré (le Monde du 22 mai). Roman Polanski rétorque vigoureusement les critiques et justifie les choix du jury qu'il présidait.

« Qu'on ait pu m'accuser d'avoir fait le jury au pas, c'est bien mal me connaître et faire peu de cas de la personnalité des professionnels qui le composent. De Whoopi Goldberg à Vangelis, de Natalia Negoda à Alan Parker au Jean-Paul Rappeneau, ce sont des individus très forts, parfois « opinionnés » (1). Il y a eu de grandes divergences entre nous, mais le palmarès reflète très exactement un accord sincère et complet. »

Dès le départ, l'unanimité s'est faite sur un seul point, sur un seul film : Barton Fink. Les trois prix ? Ils coronneront des fonctions, des qualités différentes. Pourquoi aurions-nous dû priver John Tur-

naro de sa récompense, sous prétexte que son talent s'exerce dans un film déjà primé ? L'idée de décerner les prix pour satisfaire le plus de monde possible, je n'ai pas, totalement. Le Festival de Cannes n'est pas une organisation charitable qui distribue des chaussons. Alors, si on en a déjà donné une poire à celui-là, il faudrait aussi en donner aux autres, même si elles ne sont pas à leur taille ?

« Accablés d'ennui »

« Vous considérez que la préférence marquée du jury pour Barton Fink indique l'idée que nous avons trouvée tous les autres films très inférieurs. À l'exception de la Belle Noiseuse de Jacques Rivette, qui a eu ses partisans fervents (et remporté un prix), ma réponse est que tel est très exactement le cas. Je sais que le délégué général Gilles Jacob a fait le meilleur choix possible compte tenu de ce qui était disponible, mais je ne puis vous dire que les membres du jury et moi-même avons souvent été accablés d'ennui à la vision de films réalisés

pour impressionner la critique, visant à donner des leçons de mise en scène et dont le dénominateur commun est une incommensurable prétention. »

« Vous évoquez la possibilité de « sanctions » visant à interdire désormais le cumul des prix principaux à Cannes. Ça, c'est de l'impérialisme, et non pas le fait qu'un film américain reçoive la Palme d'or trois années de suite ! Sous le prétexte que le palmarès ne convient pas, on censurerait les personnes responsables choies de l'établissement ? Tout verdict démocratique peut être contesté. Le jury du Festival de Cannes est composé de professionnels du cinéma, comme un jury de cour d'assises est composé de représentants du peuple. Dans les deux cas, un jugement, même discuté, même discuté, ne remet pas en cause les fondements de la justice. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

(1) Néologisme épatant fabriqué par Roman Polanski, polonais d'origine, polyglotte de formation et français d'adoption.

Mauvais souvenirs d'Argentine

Polémique autour de Fernando Solanas

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

« L'Argentine n'est pas à genoux et je ne vais pas me taire », a déclaré le cinéaste Fernando Solanas (Tangos, l'Exil de Gardel, Sud) dans l'ambassade qui le conduisit à l'hôpital après l'attentat dont il a été victime le 22 mai. Attentat qualifié, le lendemain, de « manœuvre grossière et grotesque contre le gouvernement et la démocratie » par le président Carlos Menem - qui avait intenté un procès au cinéaste, au début du mois de mai, pour « injures graves contre le président de la nation ».

Les jours de Solanas, blessé aux jambes (cinq balles ont été extraites), ne sont pas en danger. Une polémique agite à présent Buenos-Aires : le réalisateur déclare avoir été victime d'un « attentat politique » ; la police affirme de son côté qu'il s'agit d'une simple tentative de vol à main armée. Mais la victime indique que, avant d'ouvrir le feu, ses deux assaillants l'ont injurié et lui ont conseillé de « fermer sa gueule ».

Selon des témoins, ils étaient déguisés en clowns, et un musicien qui accompagnait le cinéaste au moment de l'attentat - commis à la sortie d'un laboratoire de cinéma dans les faubourgs de la capitale - a précisé que les agresseurs étaient repartis en voiture sans avoir volé quoi que ce soit.

Péoniste de longue date

L'émotion est grande en Argentine. La gauche et le coprésident de l'Assemblée des droits de l'homme, M. Alfredo Bravo, évoquent les persécution exercées contre les intellectuels dans les années 70 par la Triple A, organisation paramilitaire née pendant le dernier gouvernement du général Peron. L'Association Argentine anticommuniste, créée par José Lopez Rega, surnommé « le sorcier », et qui fut ministre et conseiller du caudillo, avait perpétré de nombreux attentats en Argentine pendant la lutte sanglante menée contre la guérilla

d'extrême gauche. Militant péoniste de longue date, le cinéaste a accusé à plusieurs reprises M. Menem d'avoir « trahi » ses électeurs et a dénoncé « la corruption généralisée » au sein du gouvernement, la politique de privatisation de l'actuelle administration péoniste ainsi que la dépendance de plus en plus grande à l'égard des États-Unis.

Solanas a toujours mis sa caméra au service de ses opinions politiques : son premier film, l'Heure des brastiers (la Hora de los brastiers, 1968), est un documentaire sur le général Peron et le deuxième, les Fils de Ferro (los Hijos de Ferro), est consacré aux guérilleros monténros. Devant la vague de violence qui a sévi pendant la dictature militaire entre 1976 et 1983, Solanas s'est exilé en France. Revenu en Argentine à la restauration de la démocratie, il a refusé, au lendemain de l'élection présidentielle de 1989, le poste de directeur de l'Institut national cinématographique que le président Menem lui offrait. La veille de l'attentat, le cinéaste avait renouvelé, devant les tribunaux, les accusations portées contre le chef de l'État. Celui-ci a envoyé son médecin personnel au chevet du blessé et demandé une enquête « rapide et exhaustive ».

Une personnalité argentine contre laquelle le président Menem a également intenté un procès pour diffamation, M^{me} Hilde de Bonafini, présidente de l'association des Mères de la Plazo-de-Mai, a indiqué avoir été victime de menaces le jour même de l'attentat contre Fernando Solanas. « A toi ce ne sera pas dans les jambes mais à la tête », lui a dit une voix anonyme au téléphone. Il y a quelques semaines, M^{me} Hilde de Bonafini avait, devant les caméras de la télévision espagnole, violemment critiqué la grâce présidentielle accordée en décembre dernier aux chefs militaires de la dictature et qualifié Carlos Menem de « pou-belle ».

CHRISTIANE LEGRAND

THEATRE

NANTERRE

Artistes d'Algérie

Fatma

de M^{me} Hamed Benquettaf

Mise en scène de Ziani Cherif Ayad

29 mai - 2 juin

Tél. (1) 47 21 18 81 - 5 Fnac - Billel

AMANDIERS

UNE SÉLECTION D'ADRESSES

1. Verrières-Le-Buisson (91)
2. Boulogne (92)
3. Levallois (92)
4. Suresnes (92)
5. Rueil (92)
6. Charenton (94)
7. Pontoise (95)
8. La Villette Paris 19^e
9. St-Jacques Paris 5^e
10. Leclerc Paris 14^e
11. Brochant Paris 17^e
12. Crozatier Paris 12^e
13. ESPACE CONSEILS PARIS REPUBLICAIN
14. PARIS LA MADELEINE
15. BOULOGNE

32/36 RUE DE BELLEVUE - 92100 BOULOGNE
RENSEIGNEMENTS TOUTS LES JOURS DE 9 H A 19 H
AU 46.03.22.00

FRANCE CONSTRUCTION
UN NOUVEL HORIZON

DANSE A 20H30

28, 29, 31 MAI, 1ER JUIN

JEAN GAUDIN
LA DAME
AUX CAMÉLIAS

4, 5, 7 ET 8 JUIN

CATHERINE DIVERRES
CONCERTINO

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

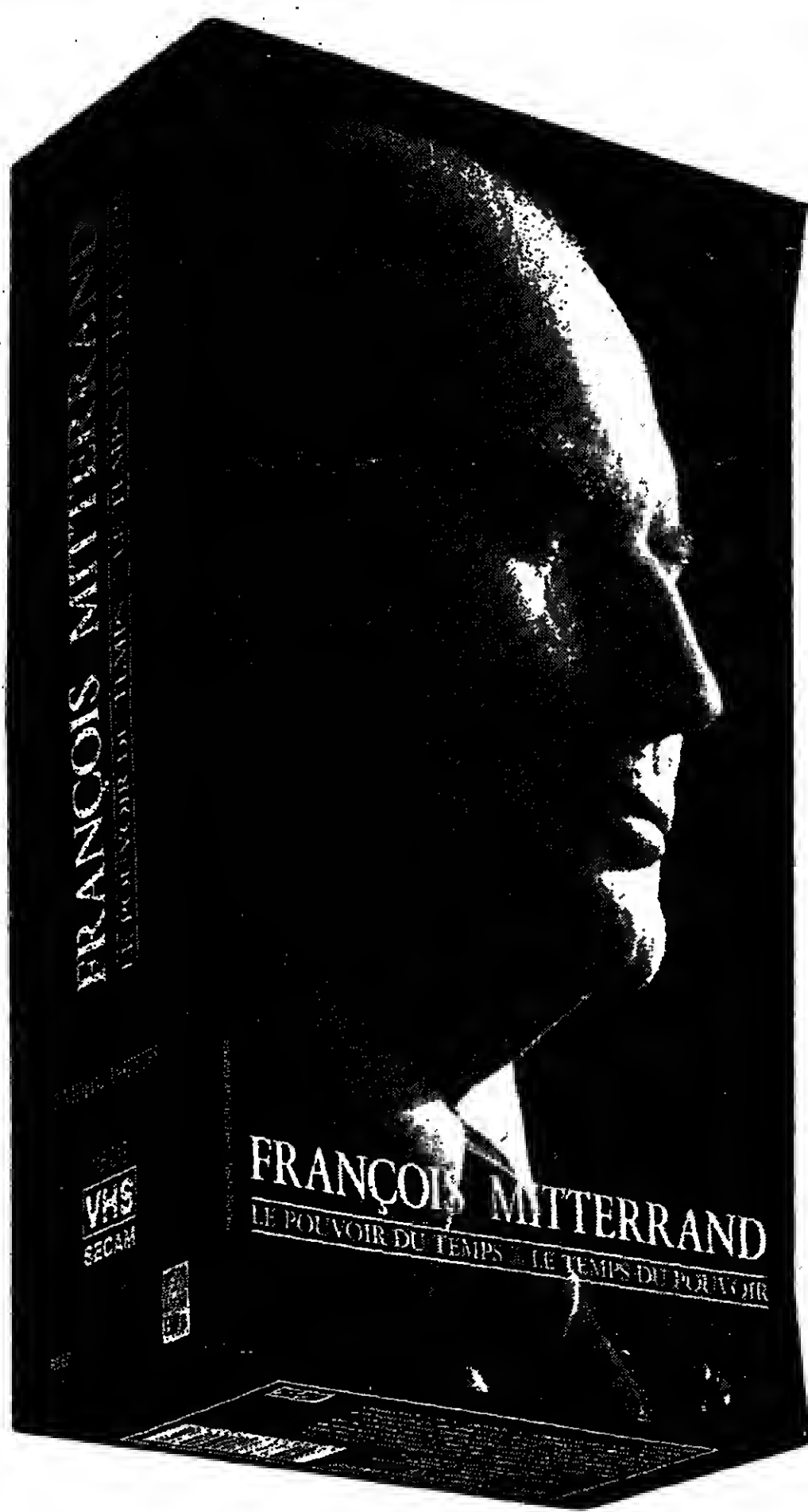
صكنا من الاجل

• Le Monde • Mardi 28 mai 1991 17

LE DESTIN EXCEPTIONNEL DE FRANÇOIS MITTERRAND

LE POUVOIR DU TEMPS ■ LE TEMPS DU POUVOIR

reconcilier



EN COFFRET VIDEO PRESTIGE



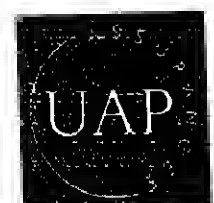
BDDP Photo: KeyStone Inc. pour le Monde / The New York Times

$Y = D$
 $Y = C + S$
 $S = C + I$
 $I = S^*$



**CONCLUSION :
 L'ÉPARGNE RETRAITE
 NE SERT PAS QUE
 POUR LA RETRAITE.**

En 1936, Keynes démontre l'égalité économique entre l'investissement et l'épargne. Aujourd'hui, les entreprises ont besoin d'épargne pour leurs investissements, et les Français ont besoin d'épargner pour leur retraite. Transformer l'épargne en investissement, ce n'est pas une opération simple, mais on est numéro un, oui ou non ?



Numéro 1 oblige

* Investissement = Épargne. John Maynard Keynes

صكنا من الامل

صلى الله عليه وسلم

21-24 Changement économique
34-35 L'argent fait appel au marché

34 Sofco coté à Lyon et à Stuttgart
34-35 Marchés financiers

36 La télévision commerciale tisse son filet
autour du consommateur

BILLET

La chance égyptienne

Les pays occidentaux n'ont pas fini de payer la guerre du Golfe: ils ont concrétisé, samedi 25 mai, l'engagement pris à New-York, quelques jours après le déclenchement des hostilités contre l'Irak, de réduire la dette extérieure publique de l'Égypte. C'est un véritable bouleversement financier qui vient de vivre Le Caire: en l'espace de quelques mois, l'État égyptien, qui avait été classé comme l'un des plus endettés du monde en développement, honore ses traités avec beaucoup de peine, et enlève depuis trois ans dans des négociations avec le FMI.

En l'espace de quelques mois, les bonnes nouvelles se sont multipliées: les États-Unis, d'abord, ont annoncé en septembre qu'ils annuleraient sept milliards de dollars de créances militaires. Comptant sur le soutien du Caire face à l'ennemi irakien, les pays du Golfe ont eux aussi déclaré l'effacement de leurs créances, soit 7 milliards de dollars de plus. En janvier, on apprenait que l'Égypte bénéficierait, au même titre que la Pologne, d'une réduction importante de sa dette publique, mesure qui avait été réservée jusqu'à présent aux pays les plus pauvres. En avril, les points d'achoppement avec les négociateurs de Washington ont soudainement disparu et l'Égypte s'est engagée sur un programme de restructuration de son économie. Le point d'orgue de cette évolution inespérée est venu le 25 mai, au bout de trois jours de discussions avec les représentants du Club de Paris. La dette extérieure égyptienne a finalement fondu de 50 milliards de dollars à 25 milliards environ.

Fort de sa remise de dette, l'Égypte retrouvera-t-elle prochainement le chemin de la croissance? Personne n'oserait aujourd'hui l'affirmer, devant l'immensité des réformes à entreprendre, en matière de rationalisation des prix ou de restructuration de la fonction publique. Les responsables du Club de Paris expliquent qu'au-delà des motifs politiques, les réductions de dette accordées à la Pologne et à l'Égypte visent à redonner à ces deux pays un accès aux marchés financiers internationaux. Mais, comme l'ont prouvé récemment les exemples du Mexique ou du Chili, c'est la solidité des politiques économiques internes qui est le principal garant de la confiance des investisseurs.

FRANÇOISE LAZARE

Numéro deux du groupe
M. Jean-Martin Foltz
quitte le groupe Pechiney

Le départ de Pechiney de M. Jean-Martin Foltz, nommé ministre du travail, et la redéfinition des tâches au sein de l'état-major du groupe qui en découle provoque ses premiers remous. Numéro deux dans l'organigramme du groupe industriel français, M. Jean-Martin Foltz, quarante-trois ans, a décidé de quitter Pechiney. Entré en 1983 dans le groupe, dont l'activité principale était encore l'aluminerie, cet ancien président de Jeumont Schneider Industrie (groupe Schneider) a exercé pendant trois ans un certain nombre de responsabilités fonctionnelles (recrutement, plan, contrôle de gestion) et a dirigé le secteur des composants et systèmes.

Le rachat d'American National Can par Pechiney à la fin de l'année 1989 a cependant réduit l'étendue de ses pouvoirs, puisque ses moyens de supervision de l'activité ont été réduits. Les tâches stratégiques du groupe - ont été confiées à M. Jean-Pierre Ergas. Ce réaménagement des tâches renforce les pouvoirs de direction générale du président du groupe, M. Jean Gandois.

À l'occasion d'une réunion d'industriels à Dresde
Les aides aux nouveaux Länder allemands ne doivent pas mettre en péril des emplois dans les autres États européens

déclare Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission de Bruxelles

Organisée à Dresde les 24 et 25 mai sous l'égide de la Commission de Bruxelles et de l'UNICE (l'Union des confédérations européennes de l'industrie et du patronat), une conférence consacrée à «l'Allemagne réunifiée dans une Europe libre» a permis aux entreprises européennes intéressées de s'informer sur les possibilités d'investissement dans les cinq nouveaux Länder allemands. À l'occasion de cette manifestation, Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission, a encouragé les investisseurs non allemands à participer plus activement à la reconstruction de l'ex-RDA. Il a cependant rappelé que les aides actuelles ne devraient pas remettre en cause des emplois dans d'autres pays de la Communauté.

DRESDE
correspondance

Pour Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne chargé de la concurrence, il ne faut pas que l'Allemagne orientale devienne une «chasse gardée» pour les investisseurs ouest-allemands. Pour l'instant,

5 % seulement des 1 600 entreprises d'État vendues par la Treuhandanstalt ont été acquises par des investisseurs non allemands. «Une plus grande proportion d'investissements non allemands à l'Est est aussi un moyen de se garder contre le risque de monopole et d'abus potentiels, dus à des positions dominantes, qui pourraient agir au détriment de l'Allemagne et de la Communauté toute entière», a estimé Sir Leon Brittan.

Selon le vice-président de la Commission, les conditions pour investir n'ont jamais été aussi propices: à tous les niveaux - communautaire, national ou régional, les investisseurs potentiels disposent d'une gamme complète de prêts et des conseils techniques sont abondants afin de faciliter au maximum la réinsertion des entreprises est-allemandes. Conscient des difficultés, la Commission a bien voulu fermer les yeux, jusqu'à présent, sur les aides exceptionnelles accordées par le gouvernement fédéral pour stimuler les investissements et créer de nouveaux emplois à l'Est, ainsi que sur le besoin de «démolir» et de «nettoyer» le bilan des sociétés privatisées.

Mais, s'il s'est refusé à entrer dans les détails, Sir Leon Brittan a toutefois été très clair en ce qui concerne la poursuite de ces aides. Si une aide à «pour effet de mettre en péril des emplois dans d'autres parties de la Communauté, a-t-il

expliqué, la poursuite de cette aide doit inévitablement être mise en question». «Nous devons veiller à ce qu'une marge soit préservée en faveur des régions qui sont encore plus défavorisées que ne l'est l'ancienne Allemagne de l'Est», a aussi déclaré Sir Leon Brittan faisant référence à la Grèce, au Portugal ou à l'Irlande.

Financer les autoroutes

Pour sa part, le ministre allemand des transports, M. Günther Krause, qui participe également à la conférence, s'est déclaré «favorable» et «ouvert» aux investissements étrangers pour financer la construction d'autoroutes de l'ex-RDA: «Il serait stupide de penser que l'État fédéral puisse payer tout seul pour ces infrastructures», a-t-il répété à plusieurs reprises.

La formule soumise par le ministre est celle d'un *leasing* que les investisseurs privés consentiraient à l'État fédéral, ce qui aurait l'avantage d'éviter à ce dernier d'avoir à honorer un endettement pour construire des routes ou des voies de chemin de fer, tout en conservant la possibilité de racheter les concessions ultérieurement.

Un projet de loi a déjà été adopté, portant sur un total de 56 milliards de deutschemarks pour dix-sept projets devant permettre de déseclaver les cinq

nouveaux Länder, aussi bien par la route, le chemin de fer que la navigation fluviale. Sur ces 56 milliards, 30 milliards seront des investissements privés, a précisé le ministre. Il a aussi indiqué qu'au moins quatre projets devraient commencer d'ici à la fin de l'année, quand le Parlement aura donné son feu vert. Il s'agit d'un projet ferroviaire - la ligne Hambourg-Stendal-Berlin - et de trois projets d'autoroutes, dont un, la voie Magdebourg-Halle, a déjà fait l'objet de propositions de financement de la part d'un consortium de banques et d'entreprises américaines.

En ce qui concerne la France, le nouveau premier ministre, Mme Edith Cresson, aurait déjà fait parvenir à M. Krause une liste détaillée de projets de construction d'autoroutes à l'Est, qui pourraient être financés par des entreprises de l'Hexagone. M. Krause a déclaré qu'il s'agit d'accepter l'invitation de M. Cresson à se rendre à Paris pour discuter plus en détail de ces différents projets, ainsi que de la possibilité d'une coopération franco-allemande concernant le «train rapide» à la manière de ce qui existe déjà pour l'aviation européenne.

Airbus.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Re nouvelles mesures fiscales à l'étude
Le gouvernement cherche à colmater le déficit budgétaire

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, devait présenter, mercredi 29 mai, en conseil des ministres, un projet de loi dit DBOF (diverses dispositions d'ordre financier), concernant notamment la TVA. Afin d'accroître les recettes fiscales, il va être proposé de réclasser certains produits ou prestations. Ainsi, selon notre confrère *les Echos*, l'horticulture, actuellement imposée au taux réduit de 5,5 %, passerait au taux normal de 18,6 %, sauf pour les serres et plants utilisés en agriculture. Une telle mesure rapporterait presque 2 milliards de francs à l'État. Le tout est de savoir si elle sera votée. Car si la dix-huitième directive communautaire adoptée en juillet 1989 par Bruxelles prévoit effectivement une harmonisation des assiettes de TVA, d'ici le début de 1993, la liste actuellement étudiée par Bruxelles ne comporte pas l'horticulture. La tendance serait même plutôt - à la demande notamment des Néerlandais - de faire bénéficier cette profession du taux réduit.

Autre mesure envisagée concernant la TVA: certaines professions actuellement exonérées entreraient dans le système de la taxe à la valeur ajoutée. Après les avocats, seraient concernés les interprètes, les sportifs, les artistes... Ces professions seraient imposées au taux de 18,6 %. En sens inverse, le gouvernement accélérerait la suppression des remises de TVA qui empêchent encore certaines professions de déduire la taxe: les lubrifiants pour les entreprises.

Faisant feu de tout bois, l'État tente par ailleurs d'effectuer des prélèvements sur différents trésors d'organismes publics et para publics. Il tente actuellement de récupérer une partie de l'énorme plus-value qu'a faite Esso en vendant son immeuble de la Défense pour aller s'installer à Rueil (*le Monde* du 26 septembre 1990). Le ministre de l'économie estime que l'EPAD (Établissement public d'aménagement de la Défense) a largement sa part dans la plus-value d'Esso, puisque c'est lui qui a réalisé les travaux d'infrastructure. Un accord était intervenu pour que l'État reprenne un milliard de francs. Mais ce milliard était jusqu'à présent convoité par le ministère de l'équipement, avec l'idée d'engager de nouvelles dépenses d'aménagement. La vision de Bérégovoy est évidemment différente: il s'agit de faire des économies.

A. V.

Réunis en assemblée générale à Rome

Les patrons italiens dressent un tableau pessimiste de la situation de leur pays

Les chefs d'entreprises italiens sont inquiets. Réunis en assemblée annuelle le 23 mai à Rome, ils estiment souffrir de nombreux handicaps dans la perspective du grand marché européen de 1993. Ils ont dressé, à cette occasion, un tableau pessimiste de la conjoncture italienne, un «mal-être» à base d'inflation encore galopante, de dette trop lourde, de chômage, de stagnation économique, d'impôts en hausse, et d'institutions archaïques.

ROME

de notre correspondant

Graves déséquilibres financiers, stagnation économique, impôts en hausse, bureaucratie envahissante, valeurs en crise, chômage croissant, institutions politiques archaïques. C'est encore une fois un tableau bien pessimiste de l'Italie que M. Sergio Pininfarina, président de la Confindustria - le CNPF italien - a présenté, jeudi 23 mai, à Rome, pour l'assemblée générale annuelle de son organisation.

Devant un prestigieux parterre comprenant une dizaine de ministres et un bon millier de chefs d'entreprise, au premier rang desquels les trois «grands», MM. Gianni Agnelli, Carlo De Benedetti et Silvio Berlusconi, le «patron des patrons» a fait l'inventaire de ce «profond mal-être» que traverse l'Italie, la société italienne, jusqu'à «mettre en discussion l'adhésion spontanée des gens aux valeurs profondes de culture et de solidarité qui forment un peuple et une nation».

M. Pininfarina ne s'est guère étendu sur cette crise des valeurs, mais il a insisté sur la nécessité de passer à l'action. Il s'est en revanche attardé, comme c'est son rôle, sur les problèmes économiques et financiers de la péninsule. «C'est à nous de régler nos maux», s'est exclamé l'«héritier du Gotha de l'industrie», comme en écho aux avertissements lancés de toutes parts ces dernières semaines en direction de Rome.

De la CEE, qui s'irrite de la persistante inflation transalpine,

double de la moyenne européenne, aux experts de Moody's, qui réévaluent en ce moment même la note de crédit de l'Italie; du FMI, qui multiplie dans ses rapports les invitations à l'austérité financière; aux Nations unies, qui, dans un récent rapport, ont classé l'Italie au dix-huitième rang des pays où il fait bon vivre, huit places derrière la «cousine» de France; des analystes de *Business International*, qui viennent de replacer la patrie de Dante au cinquième rang des puissances économiques mondiales, après lui avoir fait miroiter une quatrième place - devant la France - qui avait fait couler beaucoup d'encre d'imprimerie pendant quelques semaines, en passant par le très respecté *Financial Times*, qui éditorialisait récemment sur «la sérieuse menace» que ferait peser l'incommensurable dette transalpine sur l'Europe des Douze, l'Italie ne reçoit plus, de la communauté internationale des experts, que des critiques.

Critiques internationales

Le gouvernement, qui est régulièrement et à juste titre, le principal accusé en la matière, s'en tire souvent, mais beaucoup pensent que, finalement, il est peut-être en fait sur le point de perdre conscience de la gravité potentielle de ses problèmes financiers. D'ailleurs, rien ne semble plus inquiéter les Italiens eux-mêmes que l'idée d'entrer dans l'Europe unifiée «en série B ou en deuxième division». Le sombre diagnostic et l'émphatique appel à prendre le taureau par les cornes, lancé jeudi du haut de la tribune patronale, sont à replacer dans ce contexte.

Par la voix de M. Pininfarina, le monde de l'industrie exige le ralentissement de l'inflation (6,5 % cette année), le rééquilibrage des finances publiques, la fin des monopoles d'État en matière de services, une réforme profonde de la bureaucratie, de l'assurance sociale et des retraites, deux systèmes quasiment en faillite, à cause, notamment, du monopole qu'exerce encore l'État en la matière. Les retraites complémentaires n'existent pas en Italie et il n'est pas sûr que le projet de

réforme du système (qui doit être présenté par le gouvernement avant le 15 juin prochain) lève cette interdiction. Les patrons demandent aussi que soit engagée une véritable politique de relance, qu'il soit procédé au blocage des salaires des fonctionnaires pendant deux ans, en démantèlement de l'échelle mobile et de tous les mécanismes inflationnistes qui établissent une corrélation directe entre prix et salaires, ces derniers augmentant régulièrement de plus d'un point au-dessus des indices d'inflation.

Négociation à trois

Une vaste négociation à trois, syndicats-patronat-gouvernement, s'ouvrira le 15 juin sur ce sujet. En attendant, la Confindustria aurait souhaité que soit mis un terme à l'augmentation croissante des prélèvements fiscaux et des charges sociales - la pression fiscale, contributions indirectes comprises, est passée de 31 % en 1980 à 40 % en 1990. Mais, après M. Pininfarina, l'un des trois ministres en charge de l'économie et des finances est monté à la tribune pour expliquer qu'il faudrait encore subir «une légère hausse temporaire» sur ce chapitre. Le mini-budget adopté par le gouvernement le 11 mai, et actuellement débattu au Parlement, en faisait état. Équivalent à «un coup d'épée dans l'eau», selon le «patron des patrons», ce correctif budgétaire a été jugé insuffisant, quoique allant dans la bonne direction, par la plupart des experts internationaux, notamment à Bruxelles.

La loi de finances triennale présentée au début de la semaine passée (*le Monde* du 23 mai) fut mieux accueillie, en ce sens que, si les faits suivent pour une fois les promesses et les prévisions de la coalition gouvernementale, elle permettrait effectivement de renverser la tendance négative de l'endettement. On sait que la dette publique italienne totale, à 132 000 milliards de francs, dépasse désormais une année entière de produit national brut (101 %), selon l'OCDE contre 46,4 % en France). Parmi les Douze, il n'y a guère que la Belgique - 129 % de son PNB - et l'Irlande - 113 % -

qui font pis. La baisse récente du taux de l'escompte à 11,5 % va certes permettre de diminuer d'autant la facture des intérêts à payer chaque année par l'État italien à ses créanciers, dont la majorité sont d'ailleurs italiens.

Reste à engager l'essentiel aux yeux de tous et notamment des industriels: une réforme profonde des institutions et du système politique, dans un pays où, le pouvoir étant morcelé, les régions, les provinces et les élus eux-mêmes peuvent dépenser l'argent public, entretenir leurs clientèles et verser des prébendes sans avoir jamais ou presque à rendre compte à quiconque. Sauf, un jour, aux générations futures.

PATRICE CLAUDE

3èmes CYCLES
Admissions sur titre (Bac + 4)
5ème Cycle spécialisé : 4 filières - 7 mois à plein temps
Inventaire d'Affaires Internationales
Management Avancé
Marketing et Communication Pharmaceutiques
Organisation des entreprises - Consulting
MBA Program : une formation au Management International en 16 mois
4 mois à Paris
5 mois à New York
10 semaines à Tokyo
10 semaines en Asie (Taïpei, Chine, Hong Kong, Singapour)
4 semaines en Europe Centrale (URSS, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie)

ISIG
UNE PRESENCE MONDIALE
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Diplôme homologué par l'Etat
110 rue de la République
Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur
6/6, rue de la République - Téléphone : (1) 23.57.00.00
Tous les jours de 9h à 19h - 23116 Paris - Télécopie : (1) 23.57.00.00

CONCLUSION
L'ÉPARGNE RETRAITE
NE SERT PAS QU'UNE
POUR LA RETRAITE

ÉCONOMIE

L'Aérospatiale critique Washington

Suite de la première page

Des dons et prêts « quasi subventionnels », dit M. David, puisque leur taux de 5 % est sans équivalent sur le marché.

M. Patrick Leaby, sénateur démocrate du Vermont, qui préside une commission sur ces cessions d'armes, assimile — pour les critiquer — de telles opérations à des « rentes déguisées » envers des pays qui violent les droits de l'homme mais qui s'allient la bonne grâce du Pentagone en reconnaissant aux forces armées américaines des « facilités » (bases permanentes, droits d'escorte ou de survol).

Venant après des accusations de Washington, selon lesquelles l'Eu-

rope s'affranchit des règles de la concurrence en soutenant l'Aérospatiale par des subventions étatiques illégales (le Monde du 22 mai), la publication par Aérospatiale des aides financières qu'elle a reçues des États-Unis allouées à leurs clients militaires peut être considérée comme une réponse du berger à la berge.

Au comité des avions civils du GATT (accord sur le commerce et les droits de douane), Washington a demandé une consultation — procédure préalable à une plainte en bonne et due forme — sur les aides gouvernementales que quatre pays européens (France, Allemagne, Espagne et Grande-Bretagne) sont censés attribuer à la construction et à la commercialisation de l'Air-

bus. De source américaine, on évalue à quelque 27 milliards de dollars, depuis l'origine, l'aide que les Européens ont accordée aux industriels de l'Aérospatiale — dont Aérospatiale — et que les États-Unis compensent à des subventions illégales visant à contrecarrer les efforts des sociétés privées Boeing ou McDonnell-Douglas pour vendre leurs avions de transport sans appui fédéral.

Des stocks d'armes à liquider

Aérospatiale réfute le terme même de subvention. « Ce sont des avances remboursables », explique M. Henri Martre, le PDG du groupe, qui les évalue, lui, à 10 milliards de dollars pour l'ensemble des partenaires européens. Nous les remboursons. Nous vivons du fruit de notre travail. Nous ne vivons pas sur le dos du contribuable. » Le groupe français, contre-attaque donc aujourd'hui. M. David souhaite ainsi que le contrôle de

l'administration sur les ventes militaires soit à la fois plus souple et plus rapide, que la France puisse elle aussi faire des dons, que les responsables politiques « s'impliquent » davantage dans le soutien aux exportateurs, et il suggère même que soient supprimés certains embargos — y compris civils — comme pour Taiwan.

La contre-offensive du groupe Aérospatiale, qui a été en 1989 le huitième exportateur français, intervient à un moment où les Américains adoptent un double langage. Ils lancent une campagne en faveur de la création d'un cartel des États qui tenterait — sous le couvert des Nations unies — de contrôler les transactions en matière d'armes pour les freiner dans certaines zones et, en même temps, ils encouragent la promotion de leurs propres ventes au Proche-Orient ou dans la région Asie-Pacifique notamment.

En témoignage des propos récents du secrétaire américain à la défense qui séjourne ce lundi

Le « front » chaud des transports

Suite de la première page

Cette floraison de conflits sociaux dans le secteur des transports ne porte la marque d'aucun chef d'orchestre clandestin. Pour la CGT, qui tente régulièrement et vainement de généraliser des problèmes locaux, il s'agit même d'une heureuse conjonction qu'elle n'a ni prévue ni organisée. Il n'est que de voir la diversité des motifs avancés dans les grèves.

Les pilotes d'Air Inter veulent la fin du blocage des salaires imposé par la direction en raison des déficits nés de la crise du Golfe. Même confusion dans le ferroviaire, où sur fond de défense des retraites les cheminots demandent une revalorisation des salaires à l'occasion de la réforme de la grille indiciaire — et non un supplément de liberté comme le croit le premier ministre — et les agents de la RATP réclament plus de sécurité dans les bus et les métros et de meilleures conditions de travail, sans oublier une amélioration des salaires.

Si l'on excepte la défense de retraites avantageuses — qui ne sont pas menacées, contrairement à ce que veulent croire les organisations de cheminots — la multiplication de ces grèves traduit surtout la conviction des salariés de ce secteur qu'ils sont en position d'obtenir satisfaction. Qui peut se passer de transports de masse dans la France d'aujourd'hui ? Ni les entreprises ni les particuliers. Ni dans la vie quotidienne, ni pour les loisirs. Il s'agit de l'un des rares secteurs de croissance de l'économie.

Cette position de force explique que les salariés des entreprises de transports soient convaincus que le gouvernement, l'entreprise ou l'usager peuvent et doivent payer. D'autre part, les syndicats ne disposent plus tellement de terrains de manœuvre commodes où les grèves-thromboses réussissent avec peu de troupes et à peu de frais démontrent de façon éclatante leur puissance. Eux aussi en profitent donc.

Névroses

Il faut noter également que les entreprises de transports appartiennent le plus souvent à la catégorie des entreprises dites « à statut », c'est-à-dire proches des administrations par leurs rythmes de travail et de service public. Ni les personnels ni leurs représentants syndicaux n'ont une claire conscience des enjeux économiques ou des nécessités économiques qu'impose une concurrence co voie de renforcement.

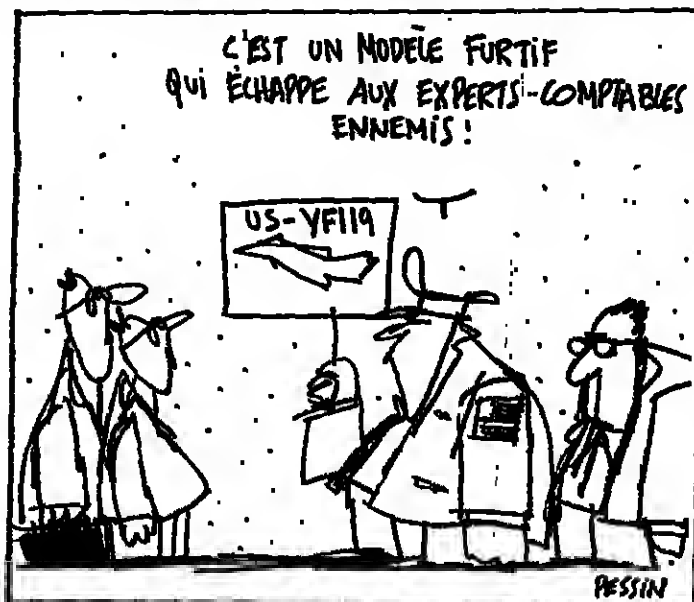
Face à cette dispersion, la tâche des directions n'est pas aisée. Chez Air Inter et UTA, où le redressement économique et financier est en bonne voie, on se fera bientôt le plaisir de mettre fin au blocage des salaires. En revanche, Air France demeurera au pain sec et à l'eau tant que les comptes ne seront pas sortis d'un rouge très vif. La division des intérêts des salariés de ce même groupe calme-t-elle la combativité syndicale,

sachant, par exemple, que toute augmentation salariale des pilotes d'une compagnie se répercute, en partie, sur les feuilles de paie des autres pilotes ?

A la SNCF, la situation est largement névrotique. Si la direction maintient son projet de réforme de la grille indiciaire, et les 2,5 milliards de francs d'augmentation de la masse salariale qui s'y trouvent attachés, les syndicats feront grève. Si la direction le retire, ceux-ci feront grève également, car ils demandent à la fois une grille qui améliore la situation des salariés et une augmentation salariale importante qui n'est pas le but d'une réforme de la grille. Quand à la direction de la RATP, elle est sommée de faire disparaître les graffiti et de mettre fin aux agressions des conducteurs de bus dans les banlieues. Ces objectifs est-il à sa portée ?

L'agitation a donc de grandes chances de se prolonger dans les transports, puisque les solutions aux problèmes posés dépendent soit de l'abandon de la rationalité économique, soit du bon vouloir du gouvernement, lui-même coincé par sa propre rigueur budgétaire. Les usagers vont devoir prendre leur mal en patience. Surtout si les aiguilleurs du ciel se joignent au mouvement !

ALAIN FAUJAS



Les principaux bénéficiaires des dons américains

En millions de dollars	1990	1991	1992
DONS			
Israël	1 792	1 800	1 800
Egypte	1 294	1 300	1 300
Turquie	497	500	625
Philippines	140	200	200
Pakistan	229	91	113
Portugal	84	100	125
Maroc	43	43	43
PRÊTS			
Grèce	318	320	285
Portugal	0	0	22
Turquie	85	0	0
Pakistan	0	83	7

NB. - L'année budgétaire américaine part d'octobre de l'année en cours.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire du Groupement Foncier Français, réunie le 23 mai 1991 sous la présidence de Monsieur Bertrand BALARESQUE, a approuvé les comptes de l'exercice 1990.

Le résultat net du GFF s'établit à 257,8 millions de francs, contre 87,1 millions en 1989; ce résultat comprend cependant pour 97,8 millions de francs une plus-value comptable liée à la filialisation de l'activité d'administration de biens. De ce fait, le bénéfice consolidé par le groupe, qui reflète le mieux la rentabilité réelle de l'exercice, s'élève à 160,9 millions de francs, contre 103,6 millions en 1989. Le résultat net consolidé par action s'établit à 45,85 F (contre 37,28 F en 1989) en dépit d'une augmentation de 37 % du nombre d'actions ouvrant droit à un plein dividende. Le dividende de l'exercice 1990 a été fixé à 11 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 5,50 F, contre 9,20 F et 4,60 F en 1989, le choix étant ouvert aux actionnaires de recevoir le paiement du dividende soit en actions soit en numéraire.

Au cours de son allocution, le Président a évoqué les perspectives d'avenir de la société en ces termes.

« Jamais les résultats du GFF n'ont été aussi brillants qu'en 1990; l'activité globale du groupe a culminé à 7,4 milliards de francs; le bénéfice net, diminué des éléments exceptionnels propres à l'exercice, marque une forte progression; les fonds propres comptables approchent le milliard de francs.

« Leur publication intervient pourtant à un moment où la morosité qui s'est installée sur les marchés immobiliers y a pris d'un an, et qui a été aggravée par les événements du Golfe. n'est pas encore dissipée. C'est pourquoi il n'est pas inutile de souligner que notre groupe bénéficie d'éléments porteurs d'avenir, qui ont été patiemment rassemblés au cours des récentes années, et qui doivent lui assurer la pérennité de résultats positifs dans les exercices à venir.

« Le premier de ces éléments est, à n'en pas douter, la diversité et la complémentarité des différents métiers du Groupe: construction, aménagement, rénovation, transaction, gestion, location, maintenance et entretien, crédit-bail, collecte d'épargne auprès des particuliers, expertise, conseil.

« Le second est l'élargissement de notre clientèle.

« Le troisième est la solidité financière du groupe: nos investissements ont porté prioritairement ces dernières années sur des développements internes ou externes provenant des activités rentables, moins sujettes que la construction proprement dite aux aléas de la conjoncture immobilière; gestion, syndic, crédit-bail. Le GFF s'est également constitué, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales de crédit-bail notamment, un pari moine immobilier non négligeable. Quant aux opérations de promotion, les parts qu'y a engagées le Groupe sont, au total, très inférieures au montant de ses fonds propres, ne faisant donc peser en contrepartie des bénéfices attendus que des risques mesurés sur les équilibres financiers à venir.

« Mon message est donc un message de confiance. Notre GFF s'est « musclé » à tous égards au cours des dernières années, il a élargi ses horizons et développé ses aptitudes à innover et à s'adapter. Il aborde la phase nouvelle qui s'ouvre à lui avec la volonté du succès et les moyens d'y parvenir.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration s'est réuni pour constater que le prix de souscription des actions, pour les actionnaires qui opteront pour le paiement du dividende en actions, s'établit à 273 francs. Les actionnaires ont du 5 juin au 1^{er} juillet 1991 pour indiquer, auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres GFF, leur choix pour le paiement du dividende en actions. Au-delà de cette date, le dividende leur sera versé en numéraire.

Enfin ce même Conseil, à la suite du renouvellement du mandat de plusieurs administrateurs, a reconduit M. Bertrand BALARESQUE dans ses fonctions de Président-Directeur Général et M. Roland VAN MOERE dans celles de Directeur Général.

27 mai à Paris. Confirmant au Congrès que les États-Unis allaient livrer pour 7 milliards de dollars d'armement (quelque 40 milliards de francs) à l'Arabie saoudite parce qu'elle veut doubler les effectifs de son armée. Dick Cheney a clairement expliqué que « le fait que les États-Unis cherchent le moyen de réduire le flot des armements de destruction massive n'implique pas une interdiction totale des ventes d'armes ».

Si l'on en croit le général de division Charles W. Brown, le directeur de l'Agence fédérale d'assistance à la sécurité et à la défense (DSAA), les États-Unis disposent aujourd'hui des plus vastes surplus d'armement jamais accumulés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le Pentagone se verra contraint, par mesure d'économie, de liquider ses stocks en arguant du fait que les Soviétiques vont brader les leurs dans l'espoir de réunir la trésorerie nécessaire à leurs échanges internationaux.

Il y a bientôt deux mois, l'administration Bush a formé le projet d'obtenir du Congrès que l'Export-Import Bank puisse aider à financer les exportations d'armes en garantissant des prêts — au-delà du milliard de dollars — automatiquement à des clients de l'OTAN, au Japon, à Israël ou à l'Australie et, après accord préalable présidentiel, à tous les autres. Créée il y a cinquante-six ans, l'Exim Bank n'était plus autorisée, depuis 1974, à intervenir dans les affaires militaires. Si le Congrès l'accepte, elle pourra agir de nouveau dans cette voie, à l'exception des pays qui auront bénéficié du FMF sur simple décision du Pentagone.

C'est cet ensemble de mécanismes que le groupe Aérospatiale dénonce. M. Martre évoque l'incapacité — à moins d'une entente entre États et industriels européens pour mieux se défendre — de lutter à égalité avec un rival américain qui joue du dollar, des taux d'intérêt, de la stratégie politico-commerciale définie à la Maison Blanche et d'astuces financières pour troubler la compétition.

JACQUES ISNARD

Précision. — La mortalité liée à la grossesse et à l'accouchement en Afrique est encore plus élevée que le taux que nous avions indiqué par erreur dans le Monde du 15 mai: elle peut dépasser un décès pour 100 naissances vivantes, et non un pour 1 000.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3, RUE LA BOÉTIE	112, BD ST-GERMAIN	132, BD ST-GERMAIN	18, BD DE SEBASTOPOL
------------------	--------------------	--------------------	----------------------



EN CADEAU

et sur présentation de cette annonce est offerte pendant 15 jours une calculatrice

DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT

BUREAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

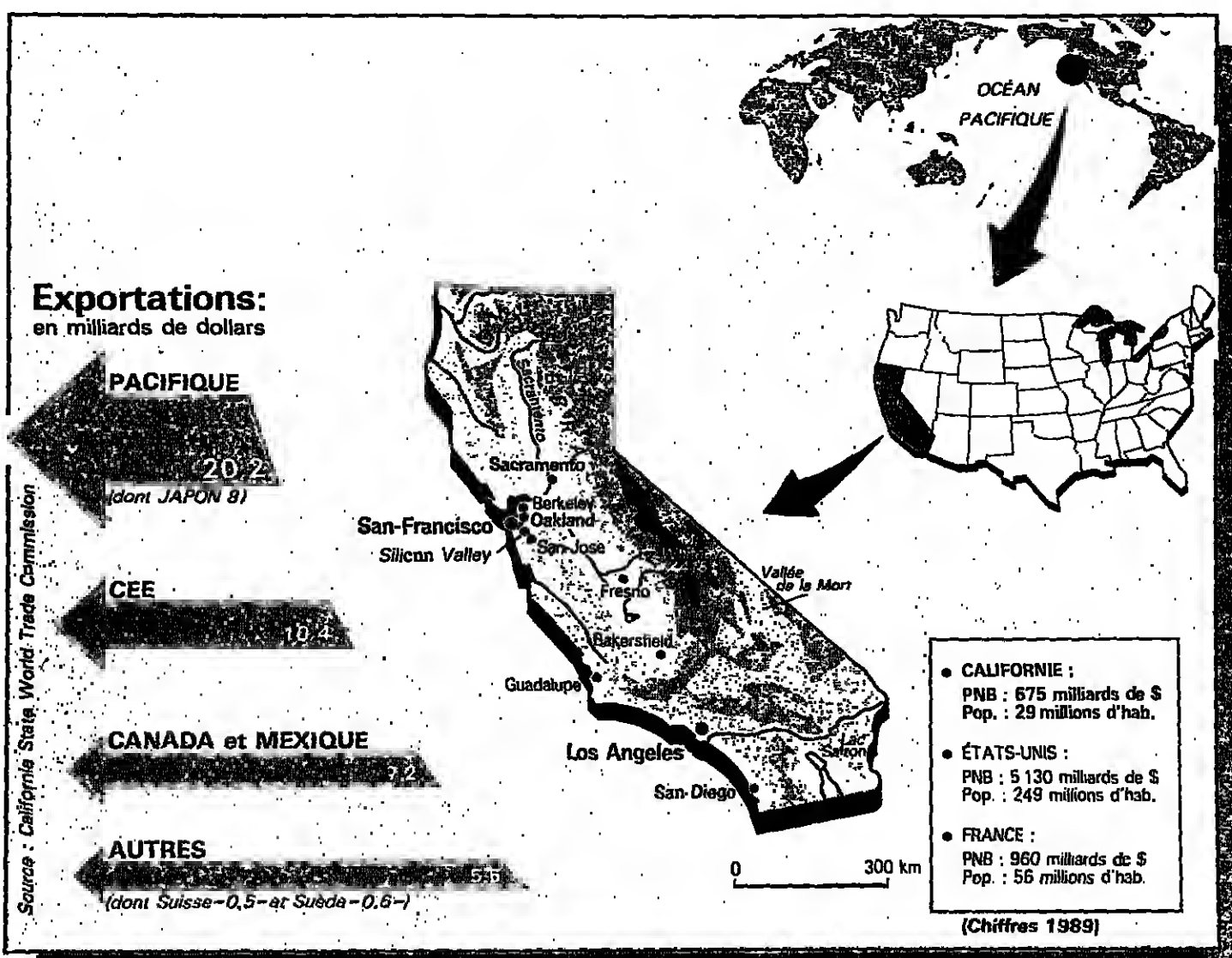
50 من الامل

Le monde chaud
des transports

CHAMPS ECONOMIQUES

Les nouvelles cartes de la Californie

Actuellement en état d'urgence budgétaire, l'Etat le plus riche de l'Union joue l'Europe et le marché commun américain. Avec le Canada, le Mexique... et le Japon



SUR son éphémère aux couleurs de la Californie la date du 15 juin est entourée de rouge. Ce jour-là, Pete Wilson, le gouverneur républicain de l'Etat le plus riche de l'Union, défendra son budget 1991-1992. Et des comptes catastrophiques: près de 13 milliards de dollars de déficit sur un total de 56 milliards, le double de ce qu'il escomptait en prenant ses fonctions au début de l'année et le plus important, en valeur absolue, de l'ensemble des Etats-Unis.

Son prédécesseur, également républicain, le gouverneur George Deukmejian, avait subi le tremblement de terre de San Francisco en octobre 1989. Pete Wilson, lui, devra compter avec les effets des gelées de décembre dernier et d'une très grave sécheresse, avec aussi une crise fiscale sans précédent et une sortie de récession qui s'annonce plus tardive qu'au plan national - sans oublier un savant découpage électoral. Une rude tâche pour cet ancien marin de cinquante-sept ans que certains s'obstinent à placer aux côtés de George Bush pour les prochaines élections présidentielles.

Il faudra beaucoup d'argent

La Californie s'est placée, début avril, en « état d'urgence » budgétaire. « Comment le premier Etat industriel de l'Union, le premier Etat agricole, celui qui a bâti sa réputation sur son esprit d'entreprise, sur les performances de sa technologie, o-t-il été conduit à se préoccuper essentiellement de prisons, du chômage, des sans-abri et de welfare », s'interroge à Sacramento, capitale de l'Etat, Clark Goecker, le président de la League of California Cities, un poste d'observation idéal pour suivre l'explosion des dépenses sociales et la diminution des recettes fiscales auxquelles sont confrontées toutes les municipalités.

« Pendant des années, répond-il, l'Etat californien a systématiquement baissé les impôts, quand il n'a pas bloqué les taxes immobilières et coupé dans les services publics. Tout cela a été masqué par la croissance, mais aujourd'hui qu'elle n'est plus là, la gravité de la situation saute au visage. »

En termes de dépenses pour l'éducation, par exemple, la Californie arrive au trente-huitième rang seulement des cinquante Etats, ou quarante-quatrième

pour l'argent investi dans les transports en commun et les réseaux routiers. Nous subissons tous les jours les conséquences de ces choix. Il faudra de l'argent, beaucoup d'argent, pour essayer de résoudre les problèmes. »

Pourtant, a priori, la Californie est encore riche. Pendant dix-sept des vingt dernières années, sa croissance a dépassé la moyenne nationale et, aujourd'hui, avec une population de près de 30 millions d'habitants, elle affiche un produit intérieur brut d'environ 700 milliards de dollars qui la maintient au septième rang des grandes puissances économiques occidentales loin devant le Canada.

Au cours des « années Reagan » - qui avait été gouverneur de Californie de 1967 à 1974 - le revenu moyen californien a été hissé de 13 200 dollars en 1982 à 20 000 dollars en 1989. Plus de 10 % des Américains les plus fortunés (contre 17 % à New-York, qui reste numéro un) continuent à élire domicile entre San Francisco et Los Angeles. Enfin, l'activité manufacturière, qui fournit un emploi sur cinq et pèse 150 milliards de dollars, conserve des positions solides dans l'électronique, l'aéronautique et le pétrole, même si les trois quarts des emplois californiens sont désormais liés à la production de services, où la valeur ajoutée est plus importante.

Toutefois, la récession partie de la côte est, et la nécessaire adaptation de l'appareil de production, l'explosion de l'immigration hispanique et asiatique obligent à revoir images anciennes et idées reçues. Les trois quarts du budget californien - une proportion qui connaît la quasi-totalité des villes « à problèmes » - sont destinés par la force des choses aux urgences sociales: un système scolaire souvent délabré, des soins médicaux que la middle class a beaucoup de mal à s'offrir, l'aide sociale pour les plus démunis qui en font la demande. Sans compter les 7 % - le poste qui connaît l'augmentation la plus rapide - affectés à des prisons surpeuplées (à 180 % de leur capacité d'occupation) où 100 000 détenus, pour la plupart issus des « minorités », s'entassent.

Les 411 000 km² du troisième Etat américain par la superficie (après l'Alaska et le Texas) n'ont certes rien d'une vaste friche industrielle ni d'un coupe-gorge à grande échelle, dont le secteur le plus dangereux serait la gigantesque Los Angeles et ses 15 millions d'habitants, une « cité du

futur » qui accepte de perdre 100 000 heures par an dans les embouteillages et qui étire ses interminables freeways jusqu'à la frontière mexicaine. Incontestablement, les plages de Malibu et de Santa-Barbara, les parcs d'attraction du sud de l'Etat attirent encore des millions de touristes et les studios de Hollywood restent la place forte de la production cinématographique.

Cependant, l'avenir de certains secteurs d'activité suscite des interrogations. La croissance s'est fortement ralentie et le chômage a dépassé 7 % de la population en février dernier, pour se maintenir depuis au-dessus de la moyenne nationale.

Tout le monde n'en a pas profité

Une des raisons de la situation actuelle provient des énormes allègements fiscaux opérés au cours des années 80. « Cela a certainement stimulé l'économie, mais tout le monde n'en a pas profité », affirme à son tour Don Perry, le conjoncturiste de l'Office of Economic Research de Sacramento.

« La réduction des dépenses militaires opérée par le Pentagone et la remise en cause de grands projets ont affecté sensiblement l'économie californienne, surtout dans le Sud. L'électronique industrielle a été touchée, mais pas autant que l'aéronautique, par le ralentissement général de l'activité. Quant à l'agriculture, les pluies de mars dernier ont été insuffisantes et nous sommes très préoccupés par cette industrie très importante pour la région. »

La Californie n'escompte aucune faveur gouvernementale en dépit du succès de la guerre du Golfe. Alors que le débat sur un budget militaire de 291 milliards de dollars pour l'année 1992 et sur les coupes pour les cinq prochaines années vient de s'ouvrir, les sociétés McDonnell Douglas, Lockheed, Northrop continuent à licencier des milliers de salariés, dont 20 000 pour le seul bassin de Los Angeles. Un coup dur pour le secteur de la défense qui procurait bon an mal an plus de 50 milliards de recettes au sud de la Californie, mais dont la part dans le PNB de l'Etat a été ramené de 40 % en 1950 à 8 % aujourd'hui.

L'autre symbole de savoir-faire et de matière grise, l'électronique-informatique, est à son tour sur la défensive. La Silicon Valley affiche de mauvais résultats et craint d'être peu à peu

colonisée par ses concurrents japonais, érigés en partenaires obligés.

Enfin, pénalisée par d'importantes catastrophes naturelles, l'agriculture californienne, la première du pays depuis plus de quarante ans, qui contribue chaque année pour plus de 16 milliards de dollars au PNB de l'Etat, est frappée. En 1990 la sécheresse lui a coûté 1 milliard de dollars qui s'ajoutait aux 450 millions perdus en 1989, et il en ira sans doute de même cette année au vu de la couleur jaunie, voire grisâtre, de la vallée de San-Joaquin, connue pour la qualité de ses fruits et légumes.

Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas la Californie qui va tirer l'économie nationale de l'arrière. A en croire la dernière enquête de conjoncture de la Réserve fédérale début mai, les dépenses de consommation continuent à stagner dans la région et la fin de la guerre du Golfe n'a pas fait redémarrer le secteur immobilier. « L'ouest des Etats-Unis continue d'être caractérisé par une faiblesse de son économie », et alors que la situation s'améliore dans d'autres Etats, « aucun signe évident de reprise n'apparaît » en Californie, constatent les économistes de la Banque centrale.

Contrainte de compter sur ses propres ressources humaines et financières, la côte californienne a décidé de parer au plus pressé. D'abord en accélérant la mise au point d'un « plan composants » - une première sous une administration républicaine qui a accepté d'apporter un concours étatique à une gauche de politique industrielle sectorielle, qui devait permettre de comprendre comment les Etats-Unis ont perdu leur « leader-chips » (chips = puces) avant de reconquérir un véritable leadership.

Ensuite, en participant à un groupe de réflexion sur l'industrie aéronautique et aérospatiale créé un mois à peine après l'attribution d'énormes contrats qui s'est faite aux dépens des traditionnels fournisseurs du Pentagone installés dans la grande agglomération de Los Angeles. Enfin, trente ans après la naissance de Fairchild, qui allait faire le succès de la Silicon Valley, en favorisant le développement du nouveau pôle de l'Orange County avec, à une heure de voiture (hors embouteillages) du « centre-ville », près de 3 000 entreprises de haute technologie.

L'avenir de cette région aux dimensions d'une grande puissance industrielle, née de

atouts indiscutables d'une économie très diversifiée, repose aussi sur sa capacité à maintenir son ouverture sur l'extérieur. Traditionnellement, la Californie est le premier exportateur de l'Union pour les produits agricoles, agroalimentaires et manufacturés. Son client privilégié reste le bassin Pacifique, qui absorbe environ 50 % de ses exportations (20 % pour le seul Japon), mais l'Europe semble marquer des points, représentant plus du quart des sorties de marchandises.

Nous avons redécouvert l'Europe

« La Pacific-mania s'est calmée depuis quatre ou cinq ans en Californie », indique Gregory Mignano, directeur exécutif de la California State World Trade Commission. Nous avons redécouvert l'Europe et d'autres marchés que l'Asie, ce qui nous permet, par exemple, de vendre ailleurs quand un pays est en récession. La prochaine étape est déjà tracée. Ce sera une montée en puissance à destination du Canada et du Mexique qui, après les pays asiatiques et la Communauté européenne, sont les deux principaux partenaires de la Californie avec, chacun, plus de 8 % des exportations.

L'accord de libre-échange qui fonctionne depuis près de deux

ans entre les Etats-Unis et le Canada n'a pas suscité de réactions particulières dans la mesure où il n'a fait souvent qu'officialiser des pratiques courantes. En revanche, l'accord que négocient directement les présidents américain et mexicain comporte encore quantité d'incertitudes. Mais qu'il y ait ou non, Chacun espère qu'un jour pourra bientôt commercer et s'installer chez ce voisin qui, jusqu'en 1948, était ici chez lui.

Certaines PME ont déjà franchi le pas, telle Countess York of California Inc., une petite société proche de Los Angeles, qui a ouvert un atelier de couture de l'autre côté de la frontière. D'autres suivront, attirées par ce marché de 6 000 milliards de dollars que représente la future entité Etats-Unis/Canada/Mexique, contre 3 800 milliards pour les douze principaux pays du Pacifique Rim. Contre ou avec...

de Sacramento
SERGE MARTO

- Lire la suite du dossier aux pages 22 et 23.
- Le prochain « Monda affaires » daté vendredi 31 mai comprendra une adria de reportages sur des entreprises californiennes.

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ "INGÉNIERIE FINANCIÈRE"

Formation professionnelle de haut niveau aux montages d'opérations de haut de bilan et de financements spéciaux. Évaluation d'entreprise, Fusions-acquisitions, LBO, OPA. De la politique financière aux opérations spéculatives.

Pédagogie et corps professoral: Spécialistes experts et entreprises partenaires. Renseignements et inscriptions: Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville - 75007 PARIS Tél.: (1) 45 51 32 59

CHAMPS ECONOMIQUES

Les nouvelles cartes de la Californie

Un golfe nippon

Les établissements japonais détiennent plus du quart des actifs bancaires et accordent plus du tiers des prêts industriels

UNE vingtaine de cadres japonais goûtent la joie de leur vie, récompense d'années d'efforts professionnels. Agrippés à leurs clubs de golf aux châteaux de Pebble-Beach, le terrain le plus prestigieux du monde et la dernière conquête d'un milliardaire nippon, Minoru Isutani. En septembre dernier, pour plus de 800 millions de dollars selon les estimations, ce haut lieu du golf a changé de mains, symbolisant l'empreinte japonaise croissante qui comble un vide tout en provoquant des tensions.

Un rôle prépondérant

Depuis dix ans, la banque, l'immobilier et la technologie constituent le domaine privilégié des investisseurs japonais. « Le secteur financier a bénéficié de la croissance des échanges entre les deux régions », explique Gary Zimmermann, un économiste de la Federal Reserve Bank de San-Francisco. Les établissements sous influence japonaise (filiales ou succursales) gèrent en 1990 plus de 26 % des actifs détenus par les banques californiennes contre 14 % en 1986. Suite à leurs progrès, par acquisitions successives, et à leur rôle de locomotives des entreprises commerciales japonaises, ces établissements accordent plus de 34 % des prêts industriels de l'Etat.

Selon Gary Zimmermann, « l'existence de relations privilégiées entre les multinationales japonaises et les banques, antérieurement à

leur implantation californienne, contribue à des résultats hors pair ». La rentabilité des implantations de souche nipponne dépasse de 4 points celle des autres banques de l'Etat. Parmi les dix premières, on compte désormais six ressortissants du pays du Soleil-Levant qui, avec 123 milliards de dollars d'actifs en 1990 contre 50 milliards en 1986, jouent un rôle prépondérant dans les circuits financiers. « Le septième Etat du monde soumet sa destinée aux argentiers étrangers », confie un économiste de l'université de Berkeley qui préfère rester anonyme.

Dans l'immobilier, la main japonaise fait merveille au sud de la Californie. Pour Century City, à Los Angeles, un ensemble similaire à la Défense, les investissements cumulés dépassent 6 milliards de dollars selon la mairie. Les portefeuilles d'acquisitions ont été rééquilibrés en faveur des ensembles résidentiels. Les hôtels comptent en 1990 pour 40 % du total des sommes engagées ; et parmi les 13 milliards d'achats immobiliers japonais aux Etats-Unis, près de la moitié s'effectuent dans six métropoles californiennes, selon le cabinet Kenneth Leventhal.

Toutefois, depuis 1986, la grande nouveauté tient aux prises de participation et aux engagements effectués dans le domaine des technologies de pointe. Tandis que les entreprises japonaises détiennent désormais six des dix premières places dans le domaine des semi-conducteurs, elles achètent en

abondance le savoir-faire de jeunes entreprises californiennes, explique Masato Ishii, un consultant qui sert d'intermédiaire aux financiers nippons. Depuis 1984, les entreprises japonaises de l'industrie lourde qui se sentaient condamnées à terme se diversifient sans compter sous le pousse du MITI.

Ainsi Kawasaki Steel et Nippon Steel, les leaders de l'acier, ont misé sur les ordinateurs. Kubota, un fabricant de tracteurs, a procédé à une douzaine d'investissements dans la Silicon Valley (dans les circuits intégrés comme dans les biopesticides) pour un montant avoisinant 200 millions de dollars. Pour sa part, Cannon a injecté 100 millions de dollars, avec pour contrepartie 16 % de Next, l'entreprise de Steve Jobs, le fondateur d'Apple. « Une somme extravagante », explique ce dernier ; ils étaient les seuls à accepter de prendre un tel risque.

La finalité stratégique

En fait, l'attraction de la Californie répond à un souci de localisation avant tout autre chose, comme pour Masato Ishii, qui a installé sa société à Redwood-City, dans la Silicon Valley. L'implantation historique d'une forte colonie japonaise dès le début du siècle a facilité les opérations. De surcroît, depuis l'accord du Plaza en 1985, le cours du yen a crû de 50 % par rapport au dollar, allégeant sensiblement la facture des investisseurs.

Sur les 70 milliards de dollars investis aux Etats-Unis par le Japon l'an dernier, plus du tiers a abouti en Californie, alors que le varié des domaines d'action ne cesse de surprendre : entreprises vinicoles, textile, cinéma et, depuis six mois, une mine de charbon. Désormais, les entreprises japonaises emploient près de cent mille personnes en Californie, contre soixante-huit mille cinq cents en 1987, avec un triplement des investissements au cours de cette période.

Les entrepreneurs américains ne tardent pas à reconnaître les qualités de leurs bailleurs de fonds. « Ils travaillent avec nous sur le long terme et nous soutiennent sans impérialisme de rentabilité trimestrielle », confie Steve Jobs. L'équation demeure équilibrée, car nous bénéficions simultanément d'un outil de pénétration du marché japonais.

Alors que les sommes engagées par les agents du capital-risque américains ont baissé de 20 % depuis 1988, le pays du Soleil-Levant « assume un rôle de complémentarité et comble un vide », dit Bernard Lacroute, de Kleiner Perkins. Seuls les Japonais acceptent de s'aventurer dans des zones à haut risque, avec une rentabilité sur quinze ans. Pour Masato Ishii, les Japonais « s'inscrivent dans le cadre d'une finalité stratégique et non pas financière. Voilà toute la différence entre un investissement japonais et un placement américain ».

L'argent japonais trouve preneur, comme en témoignent les bureaux d'accueil installés par les villes californiennes à Tokyo. Pas moins d'une vingtaine au dernier décompte. Ainsi que le souligne cet investisseur qui gère les placements de Mitsubishi, « on vient nous chercher, et si nous achetons c'est qu'il y a des vendeurs ».

Toutefois, cela provoque des réactions. Le rachat du golf de Pebble-Beach a soulevé une vague de protestations anti-japonaises touchant parfois au racisme, et des chercheurs de l'université de Berkeley, dont le professeur Borras, ont popularisé l'idée d'un contrôle plus strict des deniers placés par le Japon. Ils préconisent l'achat obligatoire de plus de 80 % des composants et des matières premières aux Etats-Unis et recommandent que les entreprises nipponnes dont le chiffre d'affaires dépasse 1 milliard de dollars installent, préalablement à tout investissement, des centres de recherche et de formation en Californie.

Les Japonais n'ont pas tardé à réagir. Immédiatement, les institutions bancaires ont eu à faire face à des problèmes de liquidités, et dans

l'immobilier les investisseurs nippons ont commencé, au début de 1991, à céder quelques propriétés non stratégiques. Même dans le domaine des entreprises vinicoles, textile, cinéma et, depuis six mois, une mine de charbon. Désormais, les entreprises japonaises emploient près de cent mille personnes en Californie, contre soixante-huit mille cinq cents en 1987, avec un triplement des investissements au cours de cette période.

« Nous avons appris au fil des ans que tout investissement n'est pas bon à faire », assure Masato Ishii. Mais les entreprises nipponnes ne vont pas cesser pour autant d'alimenter les différents secteurs de l'économie californienne. Aux grandes multinationales se sont jointes des firmes de taille moyenne

qui prennent position sur des sommes inférieures : le montant moyen des engagements immobiliers et technologiques a baissé de 20 % en un an, alors que le nombre de transactions est en stagnation.

Les chefs d'entreprise de la Silicon Valley ou les propriétaires de parcs de golf continuent de se tourner vers l'Orient afin de financer leurs exploits de demain. Ainsi, en mars dernier, American Airlines a ouvert une ligne qui va de San-José - la ville championne de la haute technologie - à Tokyo. Signe des temps : celle-ci affiche complet. La Californie deviendra-t-elle un golfe nippon ?

de San-Francisco
ALEX SERGE VIEUX

En tache d'huile

Matsushita a finalement lâché prise sur le parc national de Yosemite que la firme avait acquis en décembre dernier, en même temps que l'imposant groupe de production hollywoodien MCA, pour ne pas froisser les susceptibilités américaines. Toutefois l'industrie de la communication et des loisirs reste le secteur où les firmes nipponnes ont le plus investi aux Etats-Unis ces dernières années.

Depuis 1985, les investissements japonais ont totalisé plus de 12 milliards de dollars dans cette seule activité, l'électronique et l'informatique venant au second rang, d'après les récentes informations fournies par le magazine Business Tokyo. Un chiffre à mettre en parallèle avec les investissements réalisés dans le même temps hors industrie, dans l'immobilier, à savoir 55 milliards de dollars.

D'année en année, le Japon accroit sa part des investissements directs étrangers aux Etats-Unis, où il figure désormais au deuxième rang, avec un taux de pénétration de 18 %, derrière le Granda-Bretagne (28 %). La Californie constitue l'Etat américain où - après Hawaï, mais avec des montants bien moindres - la présence japonaise est la plus forte, plus de soixante opérations d'investissement y ayant été effectuées au cours de la seule année 1990.

Vers le haut de gamme

La carte des implantations nipponnes aux Etats-Unis confirme l'intérêt porté à cet Etat, qui possède à présent 238 usines japonaises contre 100 dans l'Ohio et 86 dans l'Illinois. Au total, les implantations étudiées dans l'Ouest et le centre des Etats-Unis constituent près des deux tiers de la présence des firmes nipponnes. « Los Angeles et sa région sont pour les Japonais ce que New-York fut pendant un siècle pour les Européens », rappelle, de son côté, une étude consacrée à ce sujet par le poste français d'expansion économique de Los Angeles.

Ainsi les sièges sociaux des filiales américaines des huit constructeurs automobiles nippons se sont implantés dans le bassin Los Angeles-San-Diego. De même la première voiture japonaise conçue hors du Japon, la « Mazda Miata », a été créée à San-Diego et dans l'Orange County, la comté proche de Los Angeles où se sont installées quantité de firmes de haute technologie.

En dépit de la lutte que se livrent les autres Etats pour, à coups de subventions à l'investissement, attirer des firmes japonaises, la Californie et l'Ohio semblent encore jouir d'une certaine faveur auprès de Tokyo, qui a parfaitement rodé son approche du marché américain. Celle-ci s'opère d'abord par des produits plutôt bas de gamme, mais bénéficie d'un effet prix extrêmement performant (de l'ordre de 15 % à 20 %). Une fois les parts de marché acquises, on note toujours, dans la décennie qui suit, une évolution vers le haut de gamme, bien appuyée par une bonne maîtrise de la technologie.

Cette stratégie « en tache d'huile » a commencé au début des années 80 sur des produits tels que les montres et la photographie, et elle s'est confirmée ensuite pour l'électronique grand public et l'automobile. Ainsi est apparu récemment le phénomène « deuxième réseau » sur le marché américain, où les voitures de luxe japonaises (Lexus, Infiniti, Acura) et l'électronique professionnelle ont rapidement marqué des points.

Parallèlement, l'offensive est confortée par la présence d'un moins trois sociétés japonaises sur le même créneau. C'est « l'effet étrange », tandis que le courant d'exportation à destination des Etats-Unis n'est que sur l'atomisation du centre de décision de façon à se concentrer sur le consommateur. On mise sur le design, la réputation de qualité ou sur un « plus » technique, autant d'éléments que le concurrent aura beaucoup de mal à contrecarrer.

Enfin, le Japon a su parfaitement traduire sur le sol américain ce notion de kaizen, à savoir le lien étroit qui unit clients et fournisseurs, en accordant à chaque « transplant » (les usines de production nipponnes installées aux Etats-Unis) les sous-traitants japonais qui travaillent déjà avec elles sur le sol natal. Résultat : à l'heure actuelle, plus de 40 % des exportations japonaises sont destinées au marché américain et 70 % d'entre elles concernent l'automobile, les composants électroniques et l'audio-védo.

Dans ces domaines, les fabricants américains ont le plus grand mal à lutter. Quand ils n'ont pas déjà pratiquement abandonné la partie en préférant passer des accords d'association avec les concurrents nippons pour essayer de limiter les dégâts.

S. M.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître une étude sur :

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DES PRODUITS SURGELÉS EN FRANCE : VERS UN PARTENARIAT AVEC LA CHAÎNE DU FROID

Si les produits alimentaires surgelés ont réussi leur percée dans les années 1970, les dix dernières années ont vu leur banalisation et leur entrée dans l'alimentation quotidienne. Leur gamme s'enrichit sans cesse de préparations à forte valeur ajoutée : aujourd'hui repas individuels et familiaux complets, prêts à réchauffer, d'ailleurs base des menus de la restauration commerciale.

Le développement de divers types de « plate-formes » de distribution, véritables « interfaces » entre producteurs et consommateurs, a changé les règles du jeu. Apparemment tous les intervenants (producteurs, distributeurs, prestataires) trouvent leur compte dans une chaîne du froid constituée de circuits diversifiés.

Les principaux intervenants de l'ensemble de la filière ont été étudiés et une analyse financière plus approfondie portant sur plus de 40 entreprises a permis de dégager les principales caractéristiques par secteur de marchés et par famille de produits.

Pour recevoir la présentation détaillée de cette étude, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50.

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse :
Code postal : Ville :
Niveau d'études 90-91 : Age :
Je désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Electronique |
| <input type="checkbox"/> Préparer un MBA | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable |
| <input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion | <input type="checkbox"/> Formation en Alternance |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Formation Continue |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel |
| <input type="checkbox"/> Architecture | <input type="checkbox"/> Hotellerie, Restauration |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'Interieur | <input type="checkbox"/> Informatique |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques | <input type="checkbox"/> Ingenieur Aeronautique/Automobile |
| <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle | <input type="checkbox"/> Ingenieur Chimiste |
| <input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Assurances | <input type="checkbox"/> Logistique Production |
| <input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie | <input type="checkbox"/> Paramédical |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture | <input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité | <input type="checkbox"/> Relations Internationales |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | <input type="checkbox"/> Sélénir le Baccalauréat |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS | <input type="checkbox"/> Sciences Politiques |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po | <input type="checkbox"/> Sténographie/Communication |
| <input type="checkbox"/> Danse | <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil |

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composer sur
minitel 3615 code ORIENTATIO

PCS

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976

- Classes préparatoires HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Conditions d'admission

- Voie générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GROUPE ESLSICA - PCS
48, rue de la Fédération 75016 Paris
Tél. (1) 46 66 59 98
enseignement supérieur privé



INSTITUT
SUPERIEUR
DU
COMMERCE

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ
GESTION ET ADMINISTRATION D'ENTREPRISE
ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion quotidienne des entreprises.

■ FORMATION :
du 1^{er} Octobre 1991 au 28 Juin 1992.

■ ADMISSION :
Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

■ SÉLECTION :
sur dossier et entretien avec un jury

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
Tél. (1) 40 53 99 99 Yvette CARIOU

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

Enrichissez-vous en LANGUES ÉTRANGÈRES et préparez !

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.
Programmes langue générale, langue des Affaires.
INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :
LANGUES & AFFAIRES - Sco 5179, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88

صلى الله عليه وسلم

CHAMPS ECONOMIQUES

Les nouvelles cartes de la Californie

Spanglish, première langue

En dix ans, la population a augmenté de plus d'un quart au seul bénéfice des minorités hispanique et asiatique

C'EST presque par hasard, en butant sur un nez de plâtre en carton-pâte dépassant de terre, que l'idée est venue de creuser les dunes de Guadalupe. Pour y découvrir, au début de l'année, des statues, des temples, des pyramides parfaitement conservées... qui avaient servi en 1923 lors du tournage par Cecil B. DeMille des *Dix commandements*. A l'époque, la population de Guadalupe était essentiellement composée - excepté quelques Indiens Chumash - d'Italiens, de Portugais, d'Allemands et d'autres Européens qui avaient bâti leur ranch là, rappelle Maynard Silva, l'un des administrateurs de la ville.

Aujourd'hui, à une heure de voiture de Santa-Barbara, toute pimpante, où se retrouvent les célébrités hollywoodiennes, Guadalupe et ses 10 % de chômeurs ont un maire philippin. Et plus de 85 % des habitants sont hispaniques, mexicains pour la plupart, mais aussi venus, plus récemment, d'Amérique centrale. Le «solde» comprend des Philippins, des Vietnamiens, des Japonais et quelques «Blancs» éparpillés au milieu du gigantesque festival - catholique - qui, chaque année, rassemble des dizaines de milliers de fidèles venus d'alentour pour célébrer les fêtes de Pâques.

L'explosion démographique de Guadalupe et son «hispanisation» croissante, doublée d'une présence chaque jour accrue de population asiatique, sont l'exemple extrême d'un vaste mouvement ethnique et social qui, en moins d'une génération, a profondément transformé la physiologie de la Californie et qui, de l'avis de tous, ira en s'accroissant. En dix ans, la population des Etats-Unis a augmenté de 10 % pour atteindre environ 249 millions d'habitants (si l'on fait abstraction de centaines de milliers d'immigrants illégaux qui ont refusé de se laisser recenser) à la fin de 1990. Dans le même temps, la population californienne est passée de 23,6 à 29,7 millions d'habitants, soit

une augmentation de 25,8 % pour l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis. Les six millions de personnes supplémentaires sont composées pour près des deux tiers d'Hispaniques et d'Asiatiques. Désormais, les immigrants mexicains, guatémaltèques, salvadoriens, panaméens, nicaraguayens, en progression de 67 % d'un recensement à l'autre, représentent 26 % de la population totale et sont devenus le premier groupe «minoritaire» devant la population asiatique et pacifique (9,6 %) qui, pour la première fois, grâce à une augmentation de 100 % en dix ans, supplante les Noirs (7,4 %). Un changement majeur.

Une région «non blanche»

Les «non-Blancs» (dans la classification officielle américaine, les Hispaniques ne sont pas considérés comme tels) représentaient déjà 43 % du total de la population l'année dernière. Il est clair que, bien avant la fin du siècle, les «minoritaires» ne le seront plus et que la Californie ne sera plus blanche. Une évolution qui, d'ailleurs, gagnera l'ensemble du pays vingt ou trente ans plus tard, selon les projections démographiques actuelles.

Il est d'ailleurs à peine besoin de se retrancher derrière les chiffres pour constater la réalité. Il suffit de s'égarer dans Watts, un quartier noir de Los Angeles encore dans les mémoires après les graves émeutes raciales d'août 1964 : on y parle autant sinoo plus le *spanglish*, ce sabir hispano-anglais (un cabrinlet est décidément «*mucha expensive*») que le *blackenglish* pratiqué par le reste de la population locale.

La motée en puissance des *Latinos* n'est pas spécifique au sud de la Californie. Dans le nord de l'Etat, aussi, leur présence s'accroît, notamment dans les comtés de Monterey et de San-Benito, au sud de San-Francisco, où ils représentent à présent près de la moitié de la population.

Les Asiatiques ne sont pas en

reste, à en juger par les enseignes «Little Saigon» qui illuminent le quartier de Westminster, dans la banlieue de Los Angeles, où vivent près de 200 000 Vietnamiens, et les nombreux magasins de San-Francisco, où ils constituent le tiers de la population. Dès à présent, la population «blanche» rejoint la catégorie des autres minoritaires (les Noirs, pour l'essentiel) dans ce qui était «la ville européenne de la côte ouest».

Le mouvement va se poursuivre en raison de la volonté affichée par les autorités américaines d'ouvrir les portes de l'immigration à des fins de réunification des familles. Cette décision est vitale car, à la différence des précédentes vagues d'immigration, qui disposaient déjà de solides bases familiales sur place, les nouveaux arrivants ne savent pas très bien où aller, ce qui explique leur grande dispersion en Californie et dans le reste des Etats-Unis.

La population asiatique constitue toujours une «minorité modeste» pour les sociologues... et pour les économistes, qui constatent que le revenu moyen d'une famille asiatique (35 900 dollars par an) dépasse malicieusement celui des Blancs (35 000 dollars), loin devant les Hispaniques (23 400 dollars), lesquels ont définitivement supplanté les Noirs (20 200 dollars). Mais il y a aussi ces adolescents-gangsters d'origine vietnamienne, qui, équipés d'un arsenal paramilitaire, s'efforcent de concurrencer les quelque 800 gangs (et 90 000 «adhérents»), dont beaucoup opèrent en fauteuil roulant, à la suite de règlements de comptes qui sévissent dans l'agglomération.

Cette poussée de violence inconcevable jusqu'à présent a enoduit, à l'autre bout de l'Etat, à San-Francisco, à la constitution d'une association internationale de lutte contre le crime asiatique (inspirée également par le trafic de drogue), en prise directe sur la police munici-

cipale. De plus en plus difficile à contrôler, l'immigration, longtemps moteur de la prospérité, est devenue aujourd'hui très souvent un facteur de déséquilibre social.

Les mouvements *English-Only* ou *US English* se multiplient parmi la bonne société blanche. Sur le campus de Berkeley, on évoque officiellement maintenant la séparation, voire le «tribalisme» qui déchire la communauté étudiante. La crainte de voir la Californie suivre l'exemple de l'Arizona qui, il y a un peu plus d'un an, a admis l'espagnol comme langue officielle de cet Etat, avive les passions.

Des immigrants «mégaux»

Dans les écoles où les deux tiers des nouveaux élèves seront hispaniques ou asiatiques à la rentrée prochaine, on s'efforce, difficilement, de conjuguer l'apprentissage de l'anglais - devenue seconde langue - avec la culture d'origine de ces futurs étudiants. Ceux-ci, conscients de pouvoir vivre et travailler parfaitement à l'aise dans leur propre communauté, semblent souvent bien imperméables à l'allégeance au drapeau et aux valeurs fondamentales qui ont façonné l'histoire de l'Amérique.

Parallèlement, le mythe attire encore, et le flot des immigrants illégaux est quasi impossible à endiguer. Au cours des six derniers mois, la police des frontières de San-Diego a réussi à en refnuler près de 250 000. Le double a réussi à passer en fraude, échappant au sort de ces malheureux *Chicanos* qui, ne pouvant attendre les bienfaits du futur accord de libre-échange entre Washington et Mexico, trouvent chaque jour la mort en tentant de traverser l'autoroute qui mène à San-Diego et de là à Los Angeles et ses quatre-vingts quartiers.

«L'accroissement de la population est une donnée permanente de

ce pays. Ce peut être une grande chance si nous savons la gérer, estime Lance Barnett, l'économiste en chef du département du commerce de l'Etat de Californie. Nous aurons une société multiculturelle et c'est formidable dans un processus de mondialisation et de globalisation des économies. Les *Latinos* nous ouvrent la voie de l'Amérique du Sud, les Asiatiques celle du Vietnam, de Taïwan et de la Chine. C'est un atout incontestable pour cette région qui a toujours été ouverte sur l'extérieur.»

En attendant que soient démontrées les vertus anciennes du *melting pot* que les nouvelles vagues d'immigration ont sérieusement mis à mal ou, au contraire, que se concrétise la balkanisation déjà perceptible de la société californienne - et américaine - le débat entre minorités, bientôt majoritaires, a quitté la rue pour s'engager sur la scène politique. Pour l'instant, la communauté asiatique semble se satisfaire de sa prospérité

économique. Toutefois les Hispaniques, forts de leur nombre (huit millions en Californie), revendiquent de plus en plus une participation aux affaires publiques. Alors que les minorités confondues représentent 43 % de la population, elles ne figurent qu'à hauteur de 14 % au Congrès de Sacramento, le Parlement de l'Etat de Californie, à savoir quatre Noirs, deux Hispaniques et autant d'Asiatiques.

En 1992, à l'issue des élections, l'Etat de Californie, qui envoie déjà le plus important contingent de parlementaires à la Chambre des représentants, avec quarante-sept congressmen, en compte sept de plus, en conséquence mathématique de l'explosion de sa population. D'ores et déjà, plusieurs politiciens noirs et hispaniques espèrent gravir bientôt le Capitole Hill. A Washington, bien sûr.

de Guadalupe
SERGE MARTI

INSAM

INSTITUT SUPPLEMENTAIRE D'AFFAIRES
ET DE MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management

Etudes à Paris, Etat-Unis, Europe

Admission 1^{re} année : bac + concours,

2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

eslsca

1, rue Dauguesville, 75002 Paris - France

Tél. (1) 45 56 56 56

ETABLISSEMENT PRÉFÉRENCIÉ PAR L'ETAT

FONDÉ EN 1949 - RECONNU PAR L'ETAT

7 H 25. NOUVEAU VOL PARIS/BARCELONE.

Premier parti.

Premier sur place.

Premier rentré.



Iberia, le premier en Espagne. Le premier pour l'Espagne.

Depuis octobre 90, vous appréciez le premier vol Paris/Madrid de la journée. A partir du 1^{er} juin 91, vous pourrez également utiliser le premier vol Paris/Barcelone de la journée, départ 7 H 25

Orly-Sud, arrivée 9 H 00 à Barcelone. Grâce à cette nouvelle fréquence quotidienne, Iberia vous offre désormais la possibilité d'arriver très tôt à Barcelone et donc de mieux

gérer votre temps de travail ou de loisirs. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de voyager plus rapidement mais

aussi et surtout de voyager encore mieux : flotte aérienne moderne, confortable, qualité du service... Sans compter

qu'avec le nouveau vol Paris/Barcelone de 7 H 25, vous pouvez, si vous le souhaitez, effectuer un rapide aller-retour

dans la journée. Avec Iberia, le premier parti est aussi le premier sur place et bien entendu le premier rentré.

IBERIA

LIGNES AERIENNES D'ESPAGNE

LA CHALEUR EN PLUS

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

EN ce qui concerne les fameuses échéances européennes qui ont servi de prétexte à François Mitterrand pour justifier la nécessité d'un nouveau gouvernement, deux sentiments diffus et contradictoires semblent bien coexister dans l'esprit de beaucoup de gens : la crainte que suscite le futur marché sans frontières et un certain scepticisme quant au contenu réel de l'entrepris. L'idée notamment qu'une union monétaire complète puisse exister dans un avenir prévisible entre les pays - ou même certains pays seulement - de la Communauté est mal comprise : peut-être est-elle du reste incompréhensible ! Par conséquent, on n'y croit qu'à moitié.

Rien de mieux venu, dans ces conditions, qu'un livre capable sinon de tout expliquer, du moins d'éclaircir la réalité européenne. Celui que publie Alain Prate sous le titre *Quelle Europe ?* y aide à plus d'un titre. Son défaut le plus notable est qu'il feut le lire attentivement, mais, comme on ne s'en aperçoit pas tout de suite, l'effet de découragement n'existe pas. A cela s'ajoute une autre circonstance atténuante : c'est surtout à cause de ses qualités qu'une grande attention est nécessaire.

Comme dans l'histoire des nations (et des hommes) vue par Alexis de Tocqueville, tout est dit dès les premières années d'existence de la Communauté. Voilà sans doute la raison essentielle expliquant pourquoi Alain Prate entraîne si facilement ses lecteurs dans la première partie - consacrée à l'histoire - de son livre. Bien que beaucoup de choses aient été accomplies depuis le temps où, jeune inspecteur des finances, l'auteur participait aux travaux qui devaient aboutir au traité de Rome (signé en mars 1957), les « données fondamentales » de la construction européenne n'ont pas changé depuis lors.

La génie des fondateurs de la Communauté, ce fut d'avoir imaginé un mécanisme institutionnel adéquat et qui, à l'usage, s'est révélé très efficace. C'est grâce sans aucun doute à son existence que la Communauté doit avoir conservé sa cohésion, bien que le nombre de ses membres soit passé de six à l'origine à douze aujourd'hui. Alain Prate, qui épousa la thèse officielle française selon laquelle un nouvel élargissement serait une cause d'affaiblissement, ne tira pas de cette permanence institutionnelle la conclusion qu'il semble s'imposer : à condition qu'elle soit respectée, l'accession de nouveaux pays n'a aucune raison, a priori, d'être plus

« Quelle Europe ? » Un livre d'Alain Prate

dommageable au fonctionnement de la Communauté que le doublement déjà opéré des membres d'origine.

Ce bien le plus précieux de la Communauté, Alain Prate le qualifie de « méthode communautaire ». Cette dernière tient, pour l'essentiel, dans le partage des tâches entre les deux institutions-clés. La Commission européenne est chargée de faire des propositions répondant à l'intérêt général au conseil des ministres (un ministre par pays membre), auquel appartient la décision. La collégialité de la Commission est une garantie supplémentaire que, dès le point de départ, tous les intérêts nationaux seront pris en considération. Tout cela est très connu. Sous le plume d'Alain Prate, ce rappel prend une double signification.

L'auteur, ancien membre du cabinet du général de Gaulle, rend aux institutions communautaires l'hommage peut-être le plus grand qu'on puisse leur faire : « Trente ans de débats et de négociations ont abouti à un système institutionnel sans doute lourd et complexe, mais qui a permis de régler les relations économiques et financières en tenant compte des intérêts de tous les pays membres quels que soient leurs dimensions et leur poids économique, sans qu'aucun d'entre eux ait jamais eu le sentiment d'être dominé par les autres. » Cette méthode si féconde n'en est pas pour autant le résultat d'une longue maturation. Alain Prate relève que le rapport Spaak (du nom du ministre des affaires étrangères de la Belgique) datant de 1956 avait déjà inventé ladite méthode communautaire.

La filiation remonte encore plus loin. L'idée d'un organe indépendant était née avec la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), qui eut à se débiter une Haute Autorité indépendante des gouvernements. L'originalité du rapport Spaak était d'avoir tenu compte du rattachement à l'Assemblée nationale française, de la Communauté européenne de défense, jugée à Paris, par une majorité de députés, trop supranationale. En conséquence, c'est le conseil des ministres qui fut investi du pouvoir de décision. Pres de quarante ans plus tard, l'équilibre institutionnel de la Communauté prend toute sa valeur avec la réunification allemande. Ce

n'est pas d'aujourd'hui que la participation de chacun des pays membres au sein de ces institutions n'a qu'un rapport très lointain avec le nombre des habitants de chaque nation.

Du succès communautaire, Alain Prate tire logiquement la conclusion qu'il convient d'être prudent dans les changements institutionnels. Pour « les parisiens inconditionnels de l'intégration européenne », tout renforcement des organes centraux est considéré comme « un bien en soi ». L'expérience n'a-t-elle pas, pourtant, montré que, à vouloir forcer les choses, on aboutit à l'échec. Parmi les tentatives avortées, l'auteur cite le plan Werner de 1971, modèle de l'actuel projet d'union économique et monétaire. On aimerait qu'il développe ses raisons. Mais, comme dans d'autres passages cruciaux, l'auteur s'interdit d'aller plus loin, là où on attendrait une analyse poussée.

TANT donné le personnel de l'auteur, son attachement au souvenir du général de Gaulle (aux « batailles économiques » auquel il a consacré un livre publié en 1978 chez Plon), son expérience aussi de fonctionnaire de la Commission (supra) ou au sein de laquelle il a cessé d'occuper des fonctions importantes pendant les années 60), étant données aussi ses fonctions actuelles (vice-président de la Banque européenne d'investissement), la tentation est grande pour le lecteur de considérer son livre comme une sorte de test des progrès de l'esprit européen. Toujours d'une discrétion exemplaire - mais peut-être excessive - sur le chapitre de ses souvenirs personnels, Alain Prate en cite un qui permet de comprendre comment la cohabitation communautaire a pu influencer l'évolution des idées économiques en France : rappelant qu'à l'aube des années 60 il eut souvent l'occasion de travailler, à Bruxelles, auprès du secrétaire d'Etat allemand Mueller-Armeck, il écrit que celui-ci « était le type même de l'universitaire allemand dont les discours sur les mérites de la concurrence et de l'économie de marché étaient à l'époque totalement incompris en France, voire tournés en dérision ». Et d'ajouter : « Malgré l'estime que je portais à cet orateur infatigable, il me fallut du temps pour comprendre la valeur de son

attachement aux vertus de la concurrence, qui ne furent que très lentement reconstruites en France. »

Alain Prate consacre à ce qu'il appelle « l'impératif de l'union monétaire » trois importants chapitres. Il fait sien le plus fort des arguments de la thèse française officielle : par elle-même, l'unification monétaire est un puissant instrument d'intégration économique. Par la force des choses, les pays qui renouent à la manipulation des taux de change s'obligent à une discipline budgétaire et fiscale, inutile, dans ces conditions, de prévoir de lourdes procédures communautaires destinées à imposer une harmonisation rigoureuse des politiques dans ce domaine. Or, le budget et les impôts sont les principaux engagements restant aux souverainetés nationales respectives. Tout ce qui élève dans ce domaine le rôle de la Communauté facilite donc l'unification en évitant les conflits d'attribution. Sur ce chapitre, comme sur d'autres, Alain Prate a le mérite de soulever de graves questions, pour les abandonner aussitôt. Quand on croit qu'il va entreprendre « l'éloge de la subsidiarité », il cède aussitôt le débat en faisant cette remarque pertinente : ce concept (...) « peut difficilement devenir une norme juridique ». Or, c'est sur un concept incertain que repose toute la construction en cours.

Alain Prate n'oublie pas un autre aspect aujourd'hui passé sous silence de l'unification monétaire. Celle-ci pourrait permettre à l'Europe de secouer la tutelle du dollar et de faire entendre sa voix pour réformer le système monétaire international. Tout un développement est consacré à ce propos au débat ouvert en 1965 par le général de Gaulle sur le thème de l'indépendance monétaire de l'Europe et de la nécessité, pour l'assurer, d'en revenir à « l'impartialité » de l'or et du dollar. Dans son entreprise, le général échoua complètement. Il ne parvint pas vraiment à rallier « nos partenaires » à sa proposition d'ensemble ; il s'allia les Anglo-Saxons.

A relater ces événements vieux d'un quart de siècle, Alain Prate semble être regagné par les querelles d'entente. Il s'en tient à une version étroitement française des événements, à la fois quant à la définition de leur enjeu et quant à l'attitude des autres pays de la Communauté. Il ne semble prendre aucun recul par rapport à ses notes de l'époque, qu'il reproduit dans son ouvrage.

POURTANT, la suite des événements a prouvé que le souci d'indépendance monétaire n'était pas seulement français, mais, de cette suite, il n'est fait aucune mention dans son récit. Il passe en particulier sous silence la décision capitale prise par les autorités allemandes au mois de mai 1971. Ce mois-là, la Bundesbank cessa de soutenir le dollar. C'est, dans les circonstances de l'époque, la forme la plus radicale qu'un Etat peut donner à son refus de placer sa politique monétaire interne sous l'influence prépondérante du dollar. L'Allemagne proposa d'associer la France et les autres pays de la Communauté à sa décision. Un refus poli lui fut opposé. Ce qui proposait l'Allemagne en 1971, c'était l'institution qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de système monétaire européen.

La création progressive d'une union monétaire européenne passe par un effort de compréhension mutuelle, dont Alain Prate fait preuve dans presque toutes les autres parties de son livre. Encore aujourd'hui, l'un des principes directeurs de la Bundesbank est qu'en soutenant le dollar elle compromet la stabilité du deutschemark. Techniquement, cette idée est largement justifiée et rejoint les thèses développées par le général de Gaulle en 1965 sous l'influence de Jacques Rueff. Aussi longtemps que les points de vue respectifs ne seront pas pris entièrement en considération, le sort d'une entreprise aussi importante que l'unification monétaire restera menacé par les arrière-pensées des uns ou des autres. C'est ce danger que la méthode communautaire, si bien décrite par ailleurs par Alain Prate, n'a cessé d'exorciser depuis plus de trente ans.

Alain Prate, *Quelle Europe ?* Préface de Raymond Barre et Jacques Delors, Julliard (Paris), 438 p., 180 F.

LECTURES

BERNARD MARIS

Les mains de l'économiste

Le meilleur moyen d'avoir les mains propres étant de ne pas en avoir, les économistes, qui ont le prétention de montrer le chemin du droit, sont renvoyés à la neutralité de leur science. Keynes la qualifie de science morale. La question de la culture et de l'éthique précède plutôt, aujourd'hui, les préceptes de l'économie. Mieux valent les preuves d'amour que les déclarations d'amour, et l'on se méfie des déclarations d'éthique. Et si « éthique des affaires » était une expression dénuée de sens ?

Vous chantiez culture...

Critique de l'efficacité
de Jacques Le Mouél (1)

Le titre était presque parfait. Il frappait la science au cœur. Avec l'efficacité, l'optimum et l'efficience, le principe d'économie, apparaissent en point de mire. Le calcul économique est-il neutre, traduisait-on avec gourmandise ?

Domage, la question n'est qu'effleurée, à travers celle de la neutralité de la technique, les références à Adorno et l'école de Francfort, et l'évocation du technocrate dont l'économiste, « chercheur d'efficacité », est à l'occasion l'une des figures. Le propos est plus modeste, né de l'interrogation d'un conseiller en management qui se souvient de ses origines d'apprenti philosophe. Entre deux psychothérapies d'entreprise, il réfléchit.

Le résultat est une cinquantaine de pages vertes sur le dos des nouveaux entrepreneurs. Ceux qui sont prétextes de « culture », d'« intelligence », d'« excellence », de « motivation », de « projet » ou encore de « qualité » d'entreprise ne font qu'étaler une indigence crasse. Les orateurs d'une langue de vernis et de contrepoint, sur le point de supplanter l'anglais comme langue des affaires, et qui font des envieux jusque dans les comités centraux. Entre autres petits métiers du leurre, les fabricants d'amalgames et de paradoxes, c'est-à-dire les consultants (on appréciera l'autocritique).

La loghorrée entrepreneuriale a rendu fous de prétention certains dirigeants qui voient dans la firme le dernier socle des valeurs, après les démissions de l'Etat, de l'Ecole et de la Famille. « L'entreprise a acquis droit de cité dans l'univers de la conscience morale. Elle peut devenir la référence d'une nouvelle morale de vie », dit l'un d'eux. On souriait, on frémit. On songe aux incantations à la légitime défense, « parce que l'Etat n'est plus capable... ».

Le grand mérite de Jacques Le Mouél est de remettre l'entreprise à sa place. Arrêtons de faire,

dit-il, comme si elle était une valeur en soi, ou un modèle pour la société. Culture, revalorisation des entreprises ? Allons donc ! Fi d'impostures : revalorisation du profit, tel est l'enjeu.

Il faut aller plus loin. Démocratie et citoyenneté d'entreprise, très en vogue après 1981, sont aussi des supercheries. Rendons la démocratie à la nation et aux citoyens, et laissons la production et le travail à chaque entreprise en particulier, qui ne se soumet pas à une loi si elle a une âme, ignore ses propres finalités, mais se pose jamais la question de la finalité du travail.

Dernière-née de la mégalomélie entrepreneuriale : l'éthique. Arrivent des Etats-Unis des chaires d'éthique des affaires, des succès stories de chevaliers blancs et des croisades de moines-soldats du business. Pour oyer le poisson, vive l'éthique après la culture ! Littérature pour analphabètes, dit Le Mouél, qui commence à pointer les maux des écoles de gestion françaises. Est-il seulement possible d'écouter « éthique » et « affaires » ?

Après le déshabillage, le spectacle de la nudité de la reine-entreprise est agréablement cruel. Les faiblesses du livre sont dans la façon trop cavalière d'éclaircir les issues de secours après avoir mis le feu. « Voici venu le temps des questions après celui des solutions », dit en guise de pirouette finale Jacques Le Mouél. On lui pardonnera. Son livre respire.

Au fait : quand est-ce qu'on embauche ?

Le singe qui montre la lanterne

Vers une éthique de l'économie
sous la direction
de Jacques Etienne et Pierre Watté (2)

Malgré la présentation et les orientations fort intéressantes de Pierre Watté, son effort pour ramener inlassablement à la question de l'éthique, ce livre, qui collecte trois séries de travaux assez peu homogènes et déjà anciens (*Significations sociales des contraintes économiques*, *Armes et finances* et *Droits de l'homme et économie* de Léon XIII à Jean-Paul II), n'offre pas un contenu en rapport avec les promesses du titre.

La réflexion sera à trouver au hasard des pages. Elle est néanmoins forte et prenante dans plusieurs articles, dont celui de Louis Duquesne (« La justice économique »), et surtout celui de Jacques Delcourt (« Les économistes face à la justice »). Au-delà de la fausse apesanteur de l'économie, le professeur Delcourt montre comment celle-ci est perdue jusque dans ses catégories les plus anodines, dans la comptabilité par exemple, de considérations morales et culturelles, de sorte que l'efficacité n'existe jamais séparément d'une éthique ni d'une pratique de la justice. L'économiste « pur » devrait craindre de

jouer le rôle du singe qui montre la lanterne ; l'économiste « vrai » reconnaît les implications morales des actes économiques.

De la justification.

Les économies de la grandeur
de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (3)

Ouvrage curieux, titre mystérieux, contenu ambitieux. La théorie proposée est-elle une théorie de la légitimité sociale, ou une théorie de l'acceptation des « grands » et de la « grandeur » ? La grandeur prend les formes de la création (Saint-Augustin), de l'autorité du sang (Rousseau), du crédit d'opinion (Hobbes), du contrat (Rousseau), de l'argent (Adam Smith), enfin de l'efficacité (Saint-Simon).

Autant d'éclairages stroboscopiques du couple individu-collectif. Le lecteur est relativement à l'aise lorsqu'on l'entraîne sur le terrain de l'éducation, beaucoup moins sur celui de la découverte, ou du « test » de la théorie. L'impression d'inachevé - mais, après tout il s'agit d'un essai, avec les risques associés au terme - est aggravée par des redites. On retiendra une citation de Sénèque fort belle : « Les richesses m'appartiennent et toi tu leur appartiens. »

Le socialiste actif et l'intègre écorché

Penser pour l'action
de Pierre Uri (4)

Né sous le signe de l'agrégation (ascendant Normal-Sup), Pierre Uri fut lecteur de Keynes, élève de François Perroux, ami de Kaldor, adjoint de Jean Monnet, conseiller de Mauroy et professeur de Giscard. Un homme de compagnie, mais aussi de pensée, qui passa de la philosophie à l'économie, et devint un agitateur d'idées de politique économique.

Il fut, on le reconnaît enfin, le père du Marché commun. On n'a pas oublié « l'effet Uri » (la remontée de la Bourse) en 1981. Mais sait-on qu'en 1966, il y a vingt-cinq ans, il lançait déjà une forte mise en garde sur la question du financement des campagnes politiques ?

Son témoignage est précieux par quelques révélations, plus par des idées, maintenant du patrimoine public. Vous dirait-on une preuve, tangible, de la compatibilité de l'éthique et de l'économie ? Penser pour l'action en est une.

L'éthique des affaires. Halte à la dérive !
d'Octave Gélielin (5)

La légitimité de l'entreprise à poser le problème de l'éthique tient à sa force : elle est la structure la

plus dynamique de l'époque moderne. La recherche d'une éthique est payante, car fondée sur le long terme (c'est d'ailleurs un thème constant des auteurs sur l'éthique) et la confiance. Octave Gélielin en donne les clés à travers des entretiens simulés avec des personnages plaisants comme le « chrétien performant » ou « l'intègre écorché », et des exemples tout à fait réels d'entreprises.

Malheureusement, dit-il, il n'y a pas de modèle étranger à imiter : l'éthique protestante n'est plus l'esprit du capitalisme, et les décalages d'entreprises à l'américaine font rougir de pudor, quand ce n'est pas sourire, les cadres français. Chaque entreprise doit avoir sa morale de l'argent, sa transparence, ses sanctions. C'est un livre de réflexion plus qu'un cri d'alarme malgré le sous-titre, car la France reste l'un des pays du monde où l'éthique des affaires est la moins malsaine.

- (1) Seuil, 185 p., 99 F.
- (2) Editions Cico, Bruxelles, 245 p., 120 F.
- (3) Gallimard, 485 p., 165 F.
- (4) Odile Jacob, 318 p., 160 F.
- (5) Seuil, 222 p., 130 F.

Le coin de l'érudit

La bibliothèque de sciences économiques s'enrichit de deux ouvrages.

L'Encyclopédie économique (Xavier Greffe, Jacques Mairesse, Jean-Louis Reiffers) (1) est la première en langue française depuis celle de François Perroux (1960). « Si les progrès de la science économique sont considérables, les champs de son incertitudes, voire de son ignorance ou de son incompréhension paraissent encore plus vastes », disent préventivement les éditeurs. Mais la solidité des fondations (quinze chapitres consacrés à la méthode) est imposante. La coupure micro-macro est très heureusement évitée.

Prix, reproduction, rareté, de Christiano Bidard (2), ouvrage didactique, d'un niveau mathématique raisonnable, synthèse impressionnante de la ricardologie (de Ricardo à Von Neuman en passant par Morishime et un détour par Böhm-Bawerk), est aussi un adieu à Marx et Sraffa, à la valeur-travail et à l'invariant. L'auteur les quitte « avec nostalgie mais détermination ». Cheminant vers la valeur-rareté, la logique glisse de son propos résonne encore comme un dernier hommage à l'énigmatique Piero Sraffa.

- (1) Economica (2 tomes), 2200 p., 450 F.
- (2) Dunod, 368 p., 185 F.

صلى الله عليه وسلم

PEUGEOT SA AVIS DE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires de la société Peugeot S.A. seront réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16^e, le 26 juin 1991 à dix heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi seront adressés sur simple demande au service des titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.

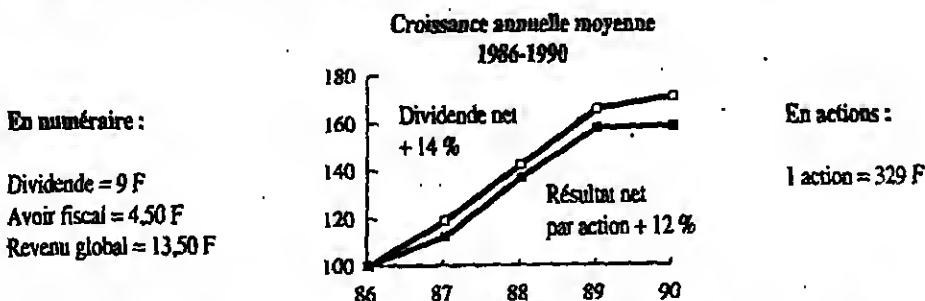
PSA

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)



Assemblée générale du 23 mai 1991

Réunie sous la présidence de Bertrand Collomb, l'assemblée générale a approuvé toutes les résolutions. Le dividende sera payable soit en numéraire soit en actions à compter du 1er juillet 1991. Les actionnaires ont jusqu'au 23 août pour se déterminer.



L'assemblée générale a nommé deux nouveaux administrateurs, Michel Pébereau, Président-directeur général du Crédit Commercial de France, et Pierre Suard, Président-directeur général d'Alcatel Alsthom.

Lafarge Coppée sur Minitel : 36 16 LAFARGE

leader mondial des matériaux de construction

ACTIONNAIRES DE SUEZ, le 20 juin, c'est votre assemblée générale.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Suez aura lieu le 20 juin* à 14 h 30 à la Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint Dominique, 75007 Paris.

Si vous ne pouvez assister à cette assemblée, renvoyez au plus vite le formulaire de vote par correspondance ou par procuration à votre intermédiaire financier.

Pour participer à cette assemblée, il vous suffit de faire le formulaire de demande de carte d'admission.



*Au cas probable où l'assemblée convoquée le 11 juin n'aurait pu se tenir, faute de réunir le quorum.

Pour toute information,
Suez Actionnaires, Direction de la Communication,
1 rue d'Astorg, 75008 PARIS, Tél. 40.06.64.00 Minitel 3615 SUEZ

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source d'information
des cadres supérieurs.
(IPSOS 90)

NOTRE METIER L'AGRO-INDUSTRIE



Transformer pour valoriser, telle est la vocation de Béghin-Say dans l'agro-industrie: les produits de la terre sont notre ressource, la valorisation technologique notre savoir-faire.

Béghin-Say, pôle agro-industriel de Ferruzzi, travaille, transforme et purifie des produits d'origine agricole. Nous vendons des produits finis qui entrent aussi bien dans l'alimentation humaine et animale que dans les secteurs non alimentaires.

Le groupe dispose de 96 sites industriels dans le monde, dont 33 en Europe.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 37,7 milliards de francs, en 1990, Béghin-Say occupe des positions de leader dans ses cinq secteurs d'activités:

Sucre	N° 1 en France avec une production annuelle de 1 250 000 tonnes. 8 300 000 tonnes de betteraves travaillées.
Amidon	N° 1 en Europe avec 2 500 000 tonnes de maïs et de blé travaillées. 360 000 hectares cultivés.
Trituration et raffinage	Co-leader en Europe. N° 3 en Amérique du Nord. 7 600 000 tonnes de grains oléagineux triturés en Europe. 1 140 000 tonnes d'huiles raffinées.
Huile grand public	N° 1 en France. N° 1 en Espagne. N° 1 en Italie. 250 000 000 de litres d'huile de graines vendus. 85 000 000 de litres d'huile d'olive vendus.
Aliments pour animaux	N° 1 en Europe. N° 2 en Amérique du Nord. Avec une production de 1 762 000 tonnes.

NOTRE AMBITION LA GRANDE EUROPE

Fort de sa rentabilité financière et de sa santé industrielle, Béghin-Say entend poursuivre sa stratégie ambitieuse et volontariste: conquérir de nouvelles parts de marchés, en innovant quotidiennement, en se battant avec force dans ses métiers de l'agro-industrie.

C'est pourquoi l'avenir de la grande Europe se prépare aujourd'hui.

Béghin-Say accroît ses fonds propres. Investissez dans Béghin-Say.

Emission d'un emprunt
convertible en actions de
F 1.995.000.000
(soit 2.850.000 obligations de F 700)

Priorité de souscription pour les actionnaires:
du 27 mai au 10 juin 1991 à raison
d'UNE obligation pour CINQ actions.

Souscription du public: à partir du 27 mai.

LES OBLIGATIONS

Prix d'émission: F 700.

Durée: 7 ans, 6 mois, 11 jours.

Intérêt annuel: 7,25 %, soit F 50,75 par obligation.

Taux de rachat anticipé brut: 8,27 %

au 30 juin 1991.

Amortissement normal: en totalité le 1^{er} janvier

1999 au prix de F 770, soit 110 % de leur montant

nominal.

Amortissement anticipé: possible par rachat

en Bourse et par remboursement au gré de

l'émetteur.

Chaque obligation sera convertible à tout moment

à raison d'UNE action pour UNE obligation.

Augmentation de capital par
émission de 2.191.651 actions
nouvelles et de 74.176 certificats
d'investissement nouveaux.

Souscription: du 3 au 24 juin 1991.

LES ACTIONS

Prix d'émission: F 470.

Droit préférentiel de souscription: UNE action

nouvelle pour CINQ actions anciennes.

Jouissance: 1^{er} janvier 1991.

Cotation: aux Bourses de Paris, Genève, Bâle

et Zurich.

LES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT (C.I.)

Prix d'émission: F 400.

Droit préférentiel de souscription: UN certificat

d'investissement nouveau pour CINQ certificats

d'investissement anciens.

Il sera attribué pour les titulaires d'anciens

certificats de droit de vote d'UN certificat de droit

de vote nouveau pour CINQ certificats de droit de

vote anciens.

Jouissance: 1^{er} janvier 1991.

Cotation: à la Bourse de Paris.

La note d'information visée par la CDB en date du 22 mai 1991 sous le n° 91-192 est disponible chez Béghin-Say,
54, avenue Hoche, 75008 Paris. Bolo du 27 mai 1991.



Béghin-Say

FERRUZZI

Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

DIRECTEUR DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

PMI loisirs/nautisme-Ouest - Notre groupe, constitué d'un ensemble de PMI, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions de francs. Nous recherchons un directeur pour deux de nos PMI, implantées toutes deux dans l'ouest, et réalisant aujourd'hui un chiffre d'affaires global de 80 millions de francs dans le secteur du nautisme. Responsable de la marge des deux entreprises, il sera chargé d'assurer la diversification d'activité des deux unités, dotées d'un outil de production moderne et performant. Pour cela il devra identifier des marchés nouveaux, mettre en place l'organisation industrielle et commerciale qui en découle : l'ob-

jectif est un doublement du chiffre d'affaires sur une période de 3-4 ans. Ce poste, basé dans l'une des deux unités à Nantes, s'adresse à un ingénieur (Centrale, ENSAM, INSA Lyon...) âgé d'au moins 35 ans, parlant anglais et pouvant justifier d'une expérience industrielle significative (mécanique générale, transformation des plastiques, production, industrialisation de produits...) incluant une réussite dans des opérations de diversification. La rémunération saura attirer un candidat de valeur. Écrire à G. MASSON en précisant la référence A/S8683M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cédex - Tél. 40.88.79.39.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Directeur Financier



Nous sommes une entreprise de recherche et développement en biotechnologie créée en 1988. Notre financement (50 MF) issu du capital-risque européen en fait la plus grande start-up de biotechnologie jamais réalisée en Europe. Son but est de fournir au corps médical des tests de diagnostic originaux. Notre futur directeur financier, directement rattaché au Président du Conseil d'Administration, aura en charge l'ensemble des tâches comptables, financières, budgétaires et fiscales. Il devra aider la direction générale en proposant des solutions techniques aux problèmes de financement. À la demande de la direction générale, il exécutera des missions ponctuelles : élaboration de contrats, préparation des assemblées... Ce poste, basé à Bonneuil sur Seine (94), s'adresse à une personne d'environ 30/35 ans, de formation ESC + DECS, ayant eu des responsabilités opérationnelles de contrôle de gestion, comptabilité et gestion de trésorerie dans une PME. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1279.91 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

DIRECTEUR FINANCIER & ADMINISTRATIF

- Vous êtes HEC, ESSEC, ESCP... (+ DECF).
- Vous avez la licence d'auditeur.
- Vous êtes titulaire d'une expérience de 3 à 5 ans minimum dans un important cabinet d'Audit.
- Vous hésitez, entrez dans l'entreprise ? Devenir Consultant Associé ?

Nous sommes un groupe de communication indépendant, en phase de croissance et, pour maîtriser cette expansion, nous créons le poste de Directeur Financier et Administratif. En relation directe avec le PDG, vous aurez la responsabilité de la coordination des ressources et des besoins financiers tant de la société holding que de ses 3 filiales, dont les Directeurs Généraux sont actionnaires.

- Vous vous sentez une "âme" de patron et d'organisateur ?
- Vous animez une équipe de 4 personnes (comptabilité, trésorerie, fiscalité, contrôle de gestion, gestion du personnel).
- Vous possédez le savoir faire d'un "normal" de bon sens ?
- Vous aimez élaborer et mettre en place des procédures visant à l'amélioration des outils d'aide à la décision, à la définition ou à l'optimisation des moyens de financement.
- Vous avez "l'esprit" Audit ?
- Vous aimez en "prestaire de services" tant pour conseiller, informer, assister, que pour tenir des positions et défendre des intérêts.

Nous vous offrons un environnement jeune et plein d'ambitions réalistes, ouvert au "champ des possibles", ayant pour objectif la pérennité : si vous êtes un cœur de forgeron, qui veut durer pour gagner, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à Mme FAUCON - SOFAC 6, Rue de Laborde, 75008 Paris, sous la référence N 185.

Important groupe cimentier

Directeur d'usine

Après 10 ans dans une industrie de process en continu, vous avez couvert la fabrication, l'entretien, le process et, surtout, la conduite intelligente des hommes.

Vous vous sentez à présent prêt à prendre vous-même en main une unité de taille moyenne et souhaitez, en outre, rester pour l'instant en France.

Après au moins 3 ans de réussite dans ce poste, la dimen-

sion de notre groupe et son développement vous garantiront d'autres opportunités, tant en France qu'à l'international.

Nous aurons plaisir à vous rencontrer et vous demandons de communiquer votre dossier à notre conseil qui vous assure une complète confidentialité.

Écrire sous réf. M/197 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

RECRUTEMENT INTERNATIONAL

Ingénieur d'affaires

400.000 ±

Recherché pour société fabricant des produits industriels à forte valeur ajoutée.

Minimum 30 ans, Ingénieur Grande Ecole et expérience concrète de la vente de produits industriels à l'exportation.

Nous invitons les personnes intéressées à consulter les spécifications détaillées et confidentielles sur **Minitel** sans dévoiler leur identité avant de nous adresser leur dossier de candidature (3615 code ICA taper 5 et envoi pour Ingénieurs et Cadres).

Après consultation adressez tout courrier à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - sous réf. correspondante.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Directeur d'usine

PROVINCE FF 450-550.000 ±

Recherché pour l'une des principales usines d'un groupe industriel multinational.

Véritable Manager, cet Ingénieur est à la fois un leader et un chef d'établissement doté d'un sens aigu de l'organisation et de la motivation des hommes et des équipes.

Nous invitons les personnes intéressées à consulter les spécifications détaillées et confidentielles sur **Minitel** sans dévoiler leur identité avant de nous adresser leur dossier de candidature : 3615 code ICA (taper 5 et envoi pour la rubrique Ingénieurs et Cadres). Après consultation adressez tout courrier à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - sous réf. correspondante.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

36 15
IM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde *des* Juristes

L'activité de notre Groupe Bancaire (Paris 8^e) en matière de crédits d'équipement et de fonds de commerce nous conduit à rechercher

DEUX REDACTEURS CONTENTIEUX

Dans le cadre du suivi de garanties variées, ils seront entièrement responsables du traitement et de la prévention des litiges des dossiers qui leur seront confiés.

Le recouvrement s'adresse à des personnes fortes qui en assument les contraintes avec rigueur, rapidité et tact. La nécessaire concertation en équipe va de pair avec l'autonomie de chacun.

Les postes s'adressent à des jeunes diplômés en Droit Privé exclusivement, licence minimum, ou à des candidats titulaires d'une étude d'huisier ou collaborateurs de cabinet d'avocat ayant un à deux ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 744 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence **AFFLUENTS** - 43, rue du Chemin Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

Société de Conseil et Formation recherche pour son siège PARIS 12^e, Juriste-Fiscaliste.

Juriste Fiscaliste

Vous possédez une formation DESS Droit des Affaires et une première expérience en Cabinet : Sociétés, rédaction d'actes, Fiscalité d'Entreprise...

Merci d'adresser votre dossier, c.v., photo et références sous référence 7591 à **AXIAL**, 27 rue Taubout, 75009 Paris, qui transmettra.

صحن من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Le Monde • Mardi 28 mai 1991 27

des
Juristes

JURISTE BANCAIRE

Pour la Direction des Affaires Juridiques et Fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.
Votre mission : Au sein d'une équipe de 8 spécialistes, vous gèrerez un ensemble très diversifié de dossiers contentieux touchant les aspects bancaires et juridiques les plus délicats. Vous rechercherez et préconiserez la solution la plus adaptée aux intérêts du groupe. Vous entretenez des contacts avec les agences, les différentes directions, les conseils de la banque et les autres établissements bancaires.

Votre profil :
- Rigueur intellectuelle, esprit de synthèse, sûreté de jugement, autorité naturelle constituent les principales qualités requises.
- Une formation supérieure type Maîtrise en Droit Privé.
- Une expérience d'environ 3 ans des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat ou dans le service contentieux d'une grande entreprise.
- La maîtrise de la langue anglaise constituera un atout.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. JB à Anne MONFORT
Société Générale - Service du Recrutement - 7, rue Cammarin - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.



Juriste droit des sociétés (3 ans d'expérience minimum)

Au sein d'une petite équipe, vous participez à la préparation, au montage, à la réalisation et au suivi des opérations juridiques des filiales du groupe et à leurs projets de développement : vous rédigez tous actes correspondants :
- constitution d'entités juridiques - délibération des conseils d'administration, assemblées générales...
- opérations sur le capital, acquisitions et prises de participation.
Au-delà de solides compétences techniques acquises en entreprise ou au sein d'un cabinet, incluant une

excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de l'entreprise. Une expérience des opérations de fusions/acquisitions serait un atout supplémentaire pour ce poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 19270, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Filiale du C.C.F.,
le Groupe LOCAMIC
spécialisé dans le
crédit-bail, la location
financière, la L.O.A.
et le crédit recherche
pour son établissement
du Mans

RESPONSABLE SERVICE CONTENTIEUX

Titulaire d'une licence ou maîtrise en Droit, vous avez impérativement acquis au sein du Service Contentieux d'un établissement financier une expérience professionnelle de 4 ou 5 ans qui vous a permis d'affirmer vos capacités d'encadrement.

REDACTEUR CONTENTIEUX HF

Titulaire d'une licence ou maîtrise de Droit, vous possédez impérativement une expérience professionnelle de 2/3 ans dans un établissement financier ou chez un auxiliaire de justice.

Vous pratiquez la micro-informatique et le traitement de texte. Vous assurez la gestion d'un portefeuille de dossiers contentieux d'entreprises et de particuliers au sein d'une équipe de trois personnes que vous encadrez.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à LOCAMIC - 3, avenue Hoche BP 220.08 - 75361 PARIS cedex 08.



Responsable juridique



Filiale du groupe Elf Aquitaine, nous sommes l'un des leaders français en matière de gestion d'équipements de génie thermique et climatique. Nous recherchons le responsable du service juridique.
Assisté d'une petite équipe, il aura à traiter de sujets couvrant des aspects très variés du droit : droit commercial et droit des contrats (y compris marchés publics), en relation avec les opérations ; droit des sociétés, en liaison avec la Direction générale, dans le cadre d'opérations de fusions/acquisitions ; gestion des assurances de l'entreprise.

Il développera le rôle préventif de sa fonction grâce à des contacts fréquents avec ses différents interlocuteurs, au siège et dans les régions.

A 35 ans environ, titulaire d'un DESS ou d'un DEA de droit, vous êtes un excellent praticien généraliste du droit des affaires et vous souhaitez évoluer en prenant la responsabilité d'un service juridique.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiante confidemment votre candidature, adressée sous réf. M195, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Le droit au GAN, une assurance de réussite...

Nous renforçons notre Secrétariat
général en créant un poste nouveau
pour un

Juriste d'entreprise

Au sein d'une petite équipe, vous assurez une double mission dans les domaines juridiques et judiciaires :
- consultations internes sur des sujets extrêmement variés,
- suivi des procédures dont le Groupe fait l'objet ou qu'il a engagées.
Dans le cadre de ces missions, vous serez amené à rédiger des contrats, participer à des expertises notamment comptables et plus généralement suivre les dossiers dont vous aurez la charge avec les avocats mandataires.
Au-delà des solides compétences techniques que vous avez acquises en qualité d'avocat stagiaire et incluant une excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de la hiérarchie.

Pour poser votre candidature, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. LM/ED/60, à notre Division gestion et recrutement des cadres, 2 rue Pillec-Will, 75448 Paris Cedex 09.



JURISTE D'AFFAIRES SENIOR

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppee, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

L'une de nos importantes filiales recherche dans le cadre du développement de la division LAFARGE BETONS GRANULATS (3,8 milliards de CA, 3 000 personnes) un professionnel du droit des affaires.

Directement rattaché au Directeur administratif et financier de la Division, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des opérations juridiques sur un important secteur géographique (40 sociétés, 2 milliard de CA).

Assisté d'une petite équipe, vous assurez la protection des intérêts des différentes sociétés de votre secteur et garantirez la légalité de leurs opérations juridiques. Vos compé-

tences s'exprimeront dans des missions diversifiées telles que :

- créations, acquisitions, liquidations et restructurations de sociétés - consultations juridiques, contrats et contentieux - formation des Responsables opérationnels et fonctionnels.

Diplômé en droit des affaires et fiscalité (DESS ou équivalent), votre expérience d'au moins cinq ans en entreprise industrielle ou en cabinet vous permet de vous affirmer comme un solide professionnel.

Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence M/232/L, à notre conseil MLD RH, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris.



leader mondial des matériaux de construction

Grand Groupe diversifié recherche pour l'une de ses branches (produits de grande consommation) en fort développement

JEUNE JURISTE GENERALISTE

- Débutant de formation DESS, DEA ou DJCE de Droit - Anglais courant.

Il secondera le Responsable Juridique pour toutes les questions relevant du :

- Droit des Marques
- Droit du Marketing
- Rédaction de contrat
- Droit Social
- Droit des Sociétés
- Contentieux

Poste très varié, relationnel et évolutif.

Basé à Paris La Défense.
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. JJG 05 à SEVEL - BP 88 - 56703 HENNEBONT Cédex qui transmettra



recherche pour sa
Direction du Personnel
et des Relations Humaines

UN SPECIALISTE EN DROIT SOCIAL

Chargé de l'animation, de la coordination et de l'encadrement d'un secteur regroupant :

- les activités d'études et de réglementation en droit social (négociation d'accords collectifs, élaboration de textes d'application, conseil et assistance à l'encadrement),
- la gestion des affaires sociales (logement, médecine du travail, assistance sociale).

Le candidat âgé d'au moins 40 ans, titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit du travail, justifie d'une expérience réussie de plus de 10 ans dans un poste de contenu similaire.

Qualités requises : rigueur, disponibilité, expérience de l'animation d'une équipe, goût du dialogue social.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines Radio France 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16

Jeune juriste

Droit des Affaires



INTERNATIONAL

Notre Maison diffuse l'élégance et le goût français grâce à ses mille collaborateurs. Aujourd'hui, le Directeur Juridique de notre Holding recherche son collaborateur pour l'assister en matière de droit des sociétés pour diverses opérations (fusions, acquisitions, augmentations de capital...), dans l'analyse et la rédaction de contrats, notamment en matière de distribution, et pour assurer le secrétariat des sociétés, des filiales françaises du Groupe.

Doit d'une formation supérieure, vous êtes devenu professionnel, après 2 à 3 ans d'expérience en Cabinet ou en Entreprise.

Maîtrise de la langue anglaise et de la micro-informatique, autonomie, méthode, talent rédactionnel et aisance relationnelle sont autant d'atouts déterminants pour votre réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Paul-Emile TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue du Collège 75008 PARIS sous la référence 3029BIS.



PAUL-EMILE
TAILLANDIER
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENT

PARIS - BORDEAUX - TOULOUSE - ORLÈANS

Le Monde de la Gestion

Cabinet International,
membre de l'un des tout premiers réseaux
mondiaux d'Audit et de Conseil

Auditeurs seniors

Vous possédez une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes. Vous valoriserez vos compétences dans le cadre de missions variées auprès d'une clientèle nationale et internationale.

Apporter en permanence un service conforme aux exigences de nos clients : c'est l'objectif que vous partagerez avec des hommes et des femmes riches en potentiel, prêts s'investir au plus haut niveau.

Exercez votre goût de la performance, votre sens des responsabilités, affirmez votre esprit d'initiative... Pour réussir, vous bénéficierez d'un plan de formation, d'un réel soutien dans la préparation des examens professionnels. Vous progresserez dans un environnement propice à la diversité des carrières en France et à l'étranger.

Rejoignez nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg.

Adressez votre dossier de candidature sous référence M/50/1, à notre Conseil 8, av. Delcassé 75008 Paris.



Coopers
& Lybrand
Consultants

RECRUTEMENT

JEUNE TRESORIER DEVISES

Au sein du Front Office de notre Direction Centrale des Marchés, vous réaliserez, aux conditions optimales, différents types d'interventions sur les marchés interbancaires, des changes, des instruments de gestion (swaps, options...), nécessaires au financement des prêts et à la gestion de la trésorerie du Crédit National.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP... ou Ecole d'Ingénieurs), vous êtes débutant ou vous apportez une première expérience de la trésorerie bancaire ou d'entreprise ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique. Vous souhaitez rejoindre une équipe jeune et performante.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle au Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint Dominique 75700 Paris.



Crédit National



Bourdais

AUDITEUR INTERNE

BOURDAIS - Conseil en Immobilier d'Entreprise
CA : 330 M.F. - 400 Collaborateurs
15 implantations en France

Pour poursuivre notre développement, nous souhaitons recruter un jeune Auditeur Interne. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez réalisé une expérience de 3 ans environ dans une structure d'audit de société ou dans un cabinet. Vous interviendrez pour le compte de la Direction Générale dans les diverses entités du groupe. Votre capacité d'analyse et vos qualités relationnelles seront des atouts nécessaires à votre réussite dans ce poste.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence AI/M à BOURDAIS - Roselyne TAINÉ 160, Bd Haussmann - 75008 PARIS. Discretion assurée.



Grande banque française recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

- Vous assurez le suivi de l'analyse des données économiques et financières nécessaires aussi bien aux orientations stratégiques de la banque qu'à l'activité opérationnelle de notre salle des marchés.
- Vous êtes chargé de la rédaction d'une lettre hebdomadaire d'information économique et financière destinée à la clientèle.
- Vous animez les réunions périodiques avec les opérateurs, les responsables de clientèle entreprise et institutionnelle.
- Vous participez à l'élaboration des prévisions budgétaires et à la gestion financière de la banque.

Utilisateur averti de l'outil informatique et des bases de données, vous avez 3 à 5 ans d'expérience, de préférence dans le milieu bancaire, une bonne aisance orale et une excellente expression à l'écrit.

Merci d'envoyer CV, photo et prêt. sous réf. : 323 à MEDIA PA 5054, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex.



Un esprit d'entrepreneur pour financer des PME en expansion.

Société financière, implantée à Clamart-Fontaine, nous investissons dans le capital d'entreprises régionales en expansion ou en création.

En relation avec le Directeur Général, vous assurerez le développement, le suivi et la valorisation de notre portefeuille de participations et animerez notre équipe opérationnelle. Vous serez également l'ambassadeur de notre société auprès de nos partenaires régionaux et nationaux.

A 35 ans environ, de formation Sup de Co dominante Gestion, plus DECS ou équivalent, vous possédez une expérience réussie dans le domaine de la finance, de l'audit ou du contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) s/réf. S/DGA à PROFIL - Anne Coutagne 132, cours Charlemagne 69002 LYON.

PROFIL Consultants

Groupe archipel

Important organisme d'assurance maladie implanté dans toute la France recherche des cadres dans la perspective d'occuper à terme la fonction de Responsable Régional.

Responsable régional

A 28-30 ans, de formation supérieure Bac + 3 + 4 (gestion, sciences économiques, droit...), vous avez nécessairement acquis une première expérience dans un régime d'assurance obligatoire maladie ou d'assurance complémentaire maladie.

Après une période de formation auprès d'un Responsable Régional, nous vous confierons la responsabilité totale (gestion et promotion) d'un Centre Régional.

Véritable manager de votre équipe, vous serez l'interlocuteur des autorités de tutelle.

Autonomie, force de caractère et sens des initiatives seront vos meilleurs atouts pour réussir cette mission stratégique et nouer des liens avec les représentants et les organismes professionnels.

Affectation possible sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en indiquant les régions choisies, sous la réf. 4347 M à FONCTION - 32, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE LOISIRS

Leader sur le marché européen, 400 personnes, 4 milliards de Francs. Pour faire face à un rapide développement, la Direction des approvisionnements, basée au siège Europe à Paris 17^e crée le poste de

ANALYSTE DE MARCHÉ

Rattaché à la Direction, et au sein d'une petite équipe très motivée, il aura pour tâche d'être l'interface entre les besoins exprimés par les commerciaux et les achats auprès des fournisseurs : il analysera les chiffres et les transcrira en termes d'approvisionnement. Il participera à la gestion des achats sur l'ensemble Européen.

Ce poste essentiel concerne un diplômé de l'Enseignement Supérieur de formation comptable ou commerciale (BAC + 4), débutant ou première expérience en entreprise, au service comptabilité ou contrôle de gestion. Il sera très à l'aise avec les chiffres, et aura la pratique quotidienne de l'informatique. Anglais courant indispensable.

Discretion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunéré) sous réf. 9383 à notre Conseil.

sélection conseil
16 RUE MEDICIS, 75017 PARIS

Contrôleur de Gestion

SNECMA

AU CARREFOUR
DES HAUTES
TRAJECTOIRES

L'un des 4 grands motoristes
mondiaux, la SNECMA conçoit
et réalise des moteurs d'avions
civils et militaires.

Au sein de la Direction "Plans, Economie, Finance", vous serez responsable pour une ou plusieurs sociétés du Groupe :

- du reporting et du contrôle de la réalisation des budgets et objectifs annuels,
- de la préparation des orientations à moyen terme dans le cadre de l'élaboration des plans soumis à la Direction Générale du Groupe.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent et possédez une expérience industrielle confirmée. Une connaissance approfondie des outils comptables et financiers est nécessaire ainsi qu'une pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous référence FG/AD, à la Direction de l'Encadrement - Groupe SNECMA 2, Bd du Général Martial Valin 75724 PARIS Cedex 15.

Groupe
SNECMA

CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

Au sein de la direction financière de la division internationale, vous assisterez nos filiales dans leur gestion et leur développement.

Par vos propositions, vous participerez à l'amélioration de notre système d'informations et contribuerez à la croissance de notre groupe à l'étranger.

De formation supérieure, type ESC complétée d'un DECS, vous avez une expérience de 5 ans en contrôle de gestion.

La pratique de l'espagnol, en plus de l'anglais, est indispensable. Au delà de vos compétences techniques, rigueur, qualités relationnelles, et esprit d'initiative seront déterminants.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence - 38 CLM à notre conseil : ALCANE, 26 rue du Quatre Septembre 75002 Paris.

Nous sommes un des
tout premiers groupes
français de l'édition et
le développement de nos
activités à l'international
nous conduit à créer
un nouveau poste au sein
de la société holding.

Poste basé à Paris.

ALCANÉ

BERNARD MONTAGNE ANDRÉ AMIC ET ASSOCIÉS
MEMBRE DE DELOITTE ROSS TOHMATSU

recherche pour ses bureaux PARIS ET LYON
des auditeurs financiers confirmés

CHEFS DE MISSION

Les candidats retenus auront, après une expérience d'au moins 4 à 5 ans dans un Cabinet d'audit externe, acquis une bonne maîtrise des techniques d'audit et de consolidation.

La connaissance d'une langue étrangère européenne sera également appréciée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence CMLC/IALS1 à Bernard MONTAGNE André AMIC et Associés 79, rue de Miromesnil - 75008 PARIS

ORGANISME DE SÉCURITÉ SITUÉ A NANTES RECHERCHE LE RESPONSABLE DE SON SERVICE D'ANALYSE DE GESTION

Fonction :
Comptabilité analytique.
Contrôle de gestion, analyse budgétaire et financière.
Analyse des dépenses de santé.

Profil souhaité :
Niveau licence ou maîtrise sciences économiques, ou équivalent, diplômé d'école supérieure de gestion.
Une première expérience en entreprise et une connaissance de la micro-informatique seraient très appréciées.

Qualités requises :
Autonome et ayant le sens de l'initiative, il anime une équipe de 4 personnes et possède de solides qualités relationnelles et d'organisation. Rattaché au Directeur financier, il met en œuvre la politique de la Direction générale dans son secteur d'activité. A ce titre, les candidats devront apporter la preuve de leur capacité à évoluer vers des postes de responsabilité accrue.

Adressez dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) à : M. P. PERENNES, CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE 9, rue Gellon-Rondeau - 44045 NANTES CEDEX 02.

501 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 28 mai 1991 31

Le Monde de la Gestion

INSPECTEURS EXPERTS IMMOBILIERS

Bien implantés en France, nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers et du financement des collectivités locales. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un encours de 290 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires. Premiers par tradition, nous développons une stratégie de diversification de nos activités avec la contribution d'une équipe d'Experts au professionnalisme reconnu.

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

Jeune diplômé d'une grande école (Agro, écoles de commerce ou de gestion, IEP...) ou de l'université (Bac + 5 en droit immobilier, économie, finance), vous avez éventuellement complété vos études par une formation liée à l'immobilier. Vous êtes mobile et possédez un réel goût des contacts. Vous valoriserez toutes vos compétences au sein de notre corps d'EXPERTS EN ESTIMATIONS IMMOBILIERES, dans une profession située à la rencontre de l'immobilier et de la finance.

Basé à Paris ou dans une métropole de province, vous serez formé à notre métier et serez chargé de l'évaluation des biens immobiliers et de l'analyse des risques dans les opérations immobilières de crédit, de promotion et d'investissement.

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. IEIM, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65 - 75050 Paris Cedex 01.

CRÉDIT FONCIER
Société Anonyme

En premier, le Crédit Foncier.

ORGANISATEUR

Cette entreprise du secteur Assurance-Prévoyance est l'une des toutes premières en France. Elle est organisée à travers une cinquantaine d'agences, réparties selon sept régions. Aujourd'hui, elle renforce ses structures et crée le poste d'Organisateur.

Sous l'impulsion du Comité de Direction, le titulaire sera chargé, après un audit de l'existant et notamment des procédures de liquidation des prestations (2,5 millions de dossiers par an), de proposer les procédures de circulation de l'information au sein de l'entreprise. Il en surveillera la bonne application et en contrôlera le suivi et le respect au sein des agences.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'environ 28/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience minimum de trois ans en Organisation ou en Audit interne. Ses qualités de pédagogie, de formation et d'écoute lui permettront de mener sa mission avec succès.

Le poste est basé en Région Parisienne et nécessite des déplacements sur toute la France.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à retenir l'attention de candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 66/4193 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.88.26.64

EGOR

PARIS NIKEN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

LA DIRECTION ADMINISTRATIVE DES MARCHES DE PARIBAS

ORGANISATEUR DES SYSTEMES DE SYNTHESE

Dans le cadre d'un programme ambitieux de développement des systèmes d'information, PARIBAS réorganise en profondeur les circuits de production des informations de synthèse (résultats de gestion, résultats comptables, positions, données statistiques).

Vous participez activement au sein d'une équipe pluridisciplinaire à la conception de ce projet. Vous assurez la définition des procédures et le suivi de la production des informations de synthèse.

Pour mener à bien cette mission qui valorisera dans un premier temps votre volonté d'enrichir vos connaissances puis rapidement votre talent d'animateur, vous bénéficiez d'une solide formation Grande Ecole de Commerce ou Universitaire, complétée éventuellement par un DECS, et d'une expérience de 3 à 4 ans dans un cabinet d'audit.

Dés perspectives d'évolution intéressantes vous seront proposées à court et moyen terme.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence OSS, à PARIBAS - Direction des Relations Humaines - 3, rue d'Antin - BP 141 75078 PARIS CEDEX 02.

Pour répondre à la croissance de sa structure internationale rassemblant ses activités de marchés, CAPITAL MARKETS GROUP crée un poste au sein de sa cellule "Synthèse et Développement".



PARIBAS

Devenez Directeur du Développement

La richesse de compétences et la souplesse d'intervention caractérisent notre équipe pluridisciplinaire. Vous possédez une formation supérieure en gestion ou comptabilité (minimum BAC + 4) et disposez d'une expérience d'au moins cinq années acquise en cabinet d'expertise qui vous a permis de développer votre sens de la rigueur mais aussi vos qualités relationnelles.

Vous souhaitez intégrer une structure à taille humaine qui offre une large autonomie d'action ainsi qu'une ouverture vers de fréquents contacts externes auprès de nos clients. Vous viendrez renforcer notre équipe comptable et financière et encadrerez une équipe de collaborateurs comptables qui traitent des dossiers de mandats de gestion. Vous seconderez la responsable du département en matière de notes de procédures comptables, de préparation de budget, de bilans et de suivi de clients.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 319 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

filiale d'un
établissement
financier de
1^{er} plan
spécialisée en
prestation
de service
recherche

La richesse de compétences et la souplesse d'intervention caractérisent notre équipe pluridisciplinaire. Vous possédez une formation supérieure en gestion ou comptabilité (minimum BAC + 4) et disposez d'une expérience d'au moins cinq années acquise en cabinet d'expertise qui vous a permis de développer votre sens de la rigueur mais aussi vos qualités relationnelles.

Vous souhaitez intégrer une structure à taille humaine qui offre une large autonomie d'action ainsi qu'une ouverture vers de fréquents contacts externes auprès de nos clients. Vous viendrez renforcer notre équipe comptable et financière et encadrerez une équipe de collaborateurs comptables qui traitent des dossiers de mandats de gestion. Vous seconderez la responsable du département en matière de notes de procédures comptables, de préparation de budget, de bilans et de suivi de clients.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 319 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Division électricité et nucléaire

6000 personnes,

5 milliards de CA,

une activité

d'entreprise

réellement tournée

vers l'exportation.

Pour les secteurs :

de l'Energie,

de Transport,

de l'Industrie,

de Bâtiment tertiaire

et du Nucléaire,

elle étudie et réalise

des projets nationaux

et internationaux.

Contrôleur de gestion

Acteur dans l'équipe de Direction de votre unité ou projet et rattaché au Directeur du contrôle de gestion, vous assurez en liaison avec les Opérationnels, le suivi des budgets, les révisions des dépenses et l'analyse des écarts.

Votre professionnalisme et vos capacités à intégrer une équipe vous permettent de faire parler les chiffres et de préconiser les mesures permettant l'amélioration de la rentabilité. Par ailleurs, vous serez conduit à mener des audits sur des filiales ou grands projets tant en France qu'à l'étranger.

De formation ESC, école de gestion ou Ingénieur, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum du contrôle de gestion en entreprise générale. Vous avez une réelle maîtrise de l'anglais. Votre capacité à anticiper et à mobiliser les compétences et les forces de l'entreprise est un atout pour nous rejoindre et évoluer au sein du groupe.

Poste basé à Cergy-Pontoise (accès direct par le RER Ligne A).

Merci de nous adresser CV et prétentions, sous la référence 28/05, à Spie Batignolles, Frédéric Guinier, Pôle Edison, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

un esprit d'entreprises

GRUPE SCHNEIDER

Le Monde de la Gestion

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Rattaché à notre Direction Générale auprès de laquelle vous aurez un rôle de conseil, vous prendrez l'entière responsabilité des domaines comptables et financiers d'un secteur de 350 MF de CA consolidé :

- l'établissement du plan de financement et des investissements,
- les relations avec les banques,
- la supervision des comptabilités générales et analytiques,
- les études financières et les déclarations fiscales.

Pour cette mission variée, vous possédez, à 30-35 ans environ, outre une formation supérieure (DECS, BEC ou équivalent), une solide expérience de la fonction qui vous a permis de révéler votre efficacité, votre rigueur et vos aptitudes relationnelles.

Si vous souhaitez aujourd'hui valoriser votre savoir-faire et élargir vos compétences, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à notre Conseil Colette BOUSSANGE Résidence Normandie - 813, avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE - Tél. : 46.09.09.00.

ASSISTANT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Après une formation DAC + 4 ou 5 en gestion-finances, vous êtes confirmé par 2 à 5 ans d'expérience de préférence en cabinet d'audit.

Vous maîtrisez la micro-informatique et pratiquez couramment l'anglais. Vous serez le Directeur Administratif et Financier dans la définition et la mise en place des procédures et systèmes de gestion financière et comptable pour la société mère et les filiales existantes ou à créer à l'étranger.

De larges perspectives d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) sous réf. 91-12 à Aline CALVO GEMPLUS CARD INTERNATIONAL BP 100 - 13381 GEMENOS Cedex.

Union Nationale des Fédérations d'Organismes HLM

Au sein du service CONTRÔLE DE GESTION de notre organisme, nous offrons à un jeune diplômé débutant ou avec une première expérience, la poste très formateur d'

Assistant de gestion

Vous interviendrez de manière très opérationnelle auprès de nos centres de profit (services et filiales) dans l'analyse et le suivi de contrats, le contrôle des informations comptables, le suivi budgétaire, la réalisation de tableaux de bord...

La formation supérieure en gestion et/ou comptabilité, vous avez de la rigueur, le sens des chiffres, le goût du travail en équipe et un bon relationnel. Vous pratiquez bien-sûr la micro-informatique. Poste basé à Paris 8^{ème}.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) s/réf. M/290/A, à notre Conseil 8, av. Delcassé 75008 Paris.

Contrôleur de gestion Chargé(e) de la logistique du système et de la synthèse des informations

Sous la responsabilité du Directeur du Contrôle de Gestion, vous êtes le moteur de l'élaboration du PSL Account, l'interface de notre siège social aux USA et le pivot centralisateur des informations.

Assisté de 2 collaborateurs, vous effectuez le contrôle, l'analyse et la synthèse des données et bien sûr, vous assurez l'adaptation et la mise en place des programmes de traitement de l'information.

Vos outils : la micro-informatique (LOTUS, DBase) et le reporting anglo-saxon.

Votre atout : un anglais courant.

ESC, maîtrise de gestion... vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans en contrôle de gestion que vous souhaitez valoriser à ce poste exigeant mais évolutif qui vous passionnera.

Poste basé à Paris Ouest.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. M/492/A, à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 Paris.

"CONTROLLER"

Créer et développer votre fonction

Notre Société (CA 90 MF - 50 personnes) filiale d'un important groupe britannique, coopte, fabrique et installe des produits du second œuvre du bâtiment. Notre croissance interne et externe nous amène à créer le poste de "CONTROLLER".

En liaison directe avec le Directeur Général, vous mettez en place une gestion administrative et financière et animeriez une équipe de 4 personnes. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec une spécialisation comptable et financière.

Vous connaissez les normes comptables anglo-saxonnes, vous maîtrisez la micro-informatique et parlez anglais couramment. Vous avez une expérience de 3 à 5 ans de contrôle de gestion en contexte international. Vous souhaitez un rôle opérationnel qui nécessite aptitude à organiser et convaincre.

Poste à pourvoir en proche banlieue Est.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2491/M ou transmettre-le à CV CADRE co composant le 3615 JCM sur votre mobile.

JCM CONSEIL 12, rue du Pothieu - 75008 Paris

SOCIÉTÉ DE COMMUNICATION Contrôleur de gestion

Sous la responsabilité du Directeur Financier, vous prendrez en charge l'élaboration des budgets et des plans, le reporting, le suivi de gestion et le contrôle des différentes activités, et assurerez le respect des procédures.

Vous préparerez les données chiffrées des dossiers d'investissement et les analyses de rentabilité des nouveaux projets en fonction des montages financiers envisagés au fur et à mesure des négociations avec nos partenaires. Vous développerez de nouveaux outils de mesure des performances de notre société sur le marché.

Vous avez 2 à 4 ans d'expérience en Contrôle de gestion et/ou en Cabinet d'audit et une bonne connaissance de la micro-informatique.

Vous avez de la rigueur, le goût de l'analyse et des chiffres, et des qualités relationnelles indispensables dans ce secteur d'activité et pour une intégration harmonieuse dans notre petite équipe.

Écrire lettre et CV à HACHETTE PREMIÈRE & Cie 10, rue de Marignan - 75008 Paris

propositions diverses

INTÉRIMAIRES MANPOWER: PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Vous avez travaillé chez Manpower au moins 4 mois entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1990

Vous êtes parmi les 36119 ayants droit à une participation aux bénéfices

Venez vite chercher votre titre de participation à votre agence pour encaissement rapide.



CONSEILLER DE GESTION, RESPONSABLE DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Agé de 28 ans environ, diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez une première expérience réussie dans le contrôle budgétaire ou le contrôle de gestion. Vous aurez la responsabilité de l'élaboration et de la synthèse de l'ensemble des budgets du Groupe. Vous effectuerez des études stratégiques ponctuelles pour la Direction Générale et participerez à la conception et à la mise en œuvre du système d'information de gestion, dans le cadre d'un ambitieux projet de refonte informatique.

Ce poste exige une bonne connaissance de la micro, de bonnes qualités relationnelles et offre des possibilités d'évolution vers l'opérationnel. Rémunération attractive en fonction de l'expérience. Adresser lettre et CV sous réf. DB/NH/07 à la Direction des Ressources Humaines - ELIS - 31, rue Voltaire - BP 62 - 92803 PUTEAUX.

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Au sein du Département Contrôle de gestion d'une importante Banque de Dépôts, vous serez chargé de mettre au point et d'améliorer les méthodes et les procédures de comptabilité analytique, de suivre les résultats et de coordonner l'établissement des prix de revient.

De formation supérieure en comptabilité vous pouvez justifier d'une expérience d'au moins trois ans dans une fonction similaire. De réelles possibilités d'évolution au sein de notre banque et de ses filiales vous seront offertes.

Poste basé à Paris 8^{ème}.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 330 à MEDIA PA 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

OPÉRATEUR CLIENTÈLE

Diplômé de HEC, ESSEC, ESCP... vous avez, ou sein d'une grande banque, au moins 2 ans d'expérience de négociation des produits de marchés avec les grandes entreprises. Vous assurerez le trading d'instruments monétaires avec la clientèle et la gestion de risque de taux de ce portefeuille.

SPÉCIALISTE OPTIONS

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, Centrale, Mines...) vous êtes un jeune professionnel sur les marchés optionnels. Vous participerez à la négociation et à l'élaboration des produits optionnels au sein de notre équipe.

De réelles évolutions de carrière sont possibles au sein de notre groupe. Merci d'adresser sous référence 329 lettre manuscrite, CV, photo à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

Audit

Important organisme d'assurance maladie implanté dans toute la France recherche :

Au sein de la Direction Organisation et Méthodes, vous mènerez des missions d'audit et de contrôle dans les différents centres régionaux.

De formation ESCAE ou équivalent, vous avez entre 28 et 35 ans. Vous avez une expérience en entreprise ou en cabinet et maîtrisez les techniques de l'audit.

Votre curiosité alliée à votre sens relationnel vous permettront d'être l'interlocuteur efficace des différents responsables régionaux.

Connaissances micro appréciables (EXCEL...). Poste basé à Paris. Nombreuses missions en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous la réf. 4348 M à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 MAI

Règlement mensuel																																									
COMPANIES	VALEURS	Cours préclôt.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	COMPANIES	VALEURS	Cours préclôt.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	COMPANIES	VALEURS	Cours préclôt.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	COMPANIES	VALEURS	Cours préclôt.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	COMPANIES	VALEURS	Cours préclôt.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	COMPANIES	VALEURS	Cours préclôt.	Premier cours	Dernier cours	% +/-						
4088	CHEF T.P.	4160	4110	4110	-1 20	Compagnie	214 50	213	210	-1 24	360	Labour	360 50	362 20	362 20	0 00	745	Schneider	746	746	746	0 00	230	Electron	242 50	250	250	170	170	170	170	+3 25	4090	CHL T.P.	886	886	886	0 00			
015	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	016	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	017	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	018	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	019	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	020	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	021	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
022	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	023	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	024	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	025	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	026	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	027	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	028	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
029	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	030	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	031	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	032	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	033	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	034	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	035	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
036	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	037	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	038	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	039	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	040	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	041	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	042	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
043	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	044	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	045	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	046	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	047	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	048	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	049	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
050	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	051	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	052	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	053	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	054	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	055	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	056	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
057	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	058	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	059	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	060	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	061	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	062	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	063	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
064	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	065	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	066	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	067	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	068	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	069	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	070	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
071	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	072	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	073	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	074	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	075	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	076	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	077	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
078	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	079	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	080	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	081	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	082	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	083	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	084	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
085	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	086	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	087	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	088	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	089	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	090	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	091	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
092	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	093	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	094	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	095	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	096	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	097	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	098	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
099	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	100	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	101	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	102	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	103	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	104	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	105	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
106	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	107	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	108	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	109	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	110	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	111	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	112	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
113	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	114	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	115	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	116	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	117	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	118	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	119	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
120	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	121	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	122	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	123	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	124	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	125	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	126	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
127	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	128	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	129	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	130	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	131	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	132	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	133	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
134	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	135	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	136	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	137	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	138	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	139	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	140	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
141	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	142	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	143	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	144	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	145	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	146	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	147	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
148	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	149	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	150	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	151	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	152	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	153	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	154	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
155	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	156	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	157	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	158	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	159	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	160	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	161	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
162	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	163	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	164	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	165	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	166	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	167	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	168	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
169	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	170	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	171	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	172	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	173	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	174	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	175	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
176	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	177	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	178	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	179	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	180	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	181	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	182	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
183	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	184	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	185	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	186	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	187	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	188	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	189	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
190	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	191	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	192	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	193	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	194	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	195	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	196	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
197	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	198	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	199	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	200	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	201	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	202	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	203	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
204	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	205	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	206	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	207	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	208	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	209	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	210	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
211	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	212	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	213	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	214	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	215	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	216	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	217	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
218	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	219	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	220	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	221	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	222	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	223	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	224	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
225	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	226	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	227	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	228	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	229	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	230	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00	231	CLM T.P.	1010	1010	1010	0 00
232	CLM T.P.	1010	1010</																																						

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
C.M.T.	820	.....	820	.....	Magnat	750	.....
C.I.T.R.A.M. (R)	2425	.....	2425	2145 0	Malin Delayot	675	.....
Colong	259	.....	259	.....	Mora	131	130
Doghl	370 30	.....	370 30	350 20	Navigant (P&G)	212 40	.....
Doghl	595	.....	595	645 0	Orléans	305	301 50
Ed. Industrielle	4495	.....	4495	4411	Orléans (P&G)	278	.....
Cyt Lyons Allevard	420 10	.....	420 10	.....	Orléans Département	1138	.....
Compt. Ind. Prov.	843	.....	845	.....	Palais National	1112	.....
Crédit Ind. Prov.	40	.....	40	43 200	Paris Mairieux	556	558
Crédit Ind. Prov.	320	.....	320	.....	Paris (P&G)	169 30	175
Cr. Un. Ind. (P&G)	711	.....	710	.....	Parsons (P&G)	880	848
Crédit Ind. Prov.	125 10	.....	125 10	127 80	Paris Pénance	275	.....
Darblay	862	.....	862	.....	Paris Pénance	279 20	280
Département	1910	.....	1980	.....	Paris Pénance Inver	322	328
Département	1530	.....	1555	.....	Paris Pénance	764	.....
Département	3050	.....	3050	.....	Paris Pénance	710	.....
Département	2185	.....	2185	1970	Paris Pénance	841	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	2785	.....	2785	.....	Paris Pénance (P&G)	1140	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	895	.....	895	1000	Paris Pénance	700	725
Cr. Un. Ind. (P&G)	288	.....	288	.....	Paris Pénance	113	113
Cr. Un. Ind. (P&G)	774	.....	774	.....	Paris Pénance	295	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	338	.....	338	.....	Rouge	441 80	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	2800	.....	2800	.....	S.A.C.E.T.	460	450
Cr. Un. Ind. (P&G)	1820	.....	1820	1800	S.A.F.A.A.	268	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	255	.....	255	.....	S.A.F.C. Alton	308	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	149	.....	149	.....	S.A.F.C.	1220	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	1902	.....	1902	.....	Ségis	355 50	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	894	.....	894	.....	Ségis Distribution P.J.	112	112
Cr. Un. Ind. (P&G)	725	.....	725	.....	Ségis P. N. H.	104	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	624	.....	624	.....	Ségis P. N. H.	180	.....
Cr. Un. Ind. (P&G)	851	.....	851	861	S.C.A.C.	785	.....

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours prev.	Dernier cours	VALEURS	Emission Franks incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Franks incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Franks incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.F.	760	....	A.A.A.	1049 17	1023 88	Franklin	949 13	828 42	Passe Gordon	65795 95	55765 86
Alex Nor Sert	137	....	Acadia	221 82	215 88	Franklin	29 44	28 73	Préville Océan	10562 48	10581 88
Alcan Aluminas	112	....	Agropur	701 27	743 38	Frank-Précision	11527 70	11357 34	Préville, Etanol	108 30	108 22a
Aluminas Brics	121	....	América	7229 18	6889 22	Franklin	4963 15	4650 77	Pré/Associations	20854 32	20854 32
Aluminas Brics	121	....	América	6925 05	6545 95	Franklin	1315 50	1281 41	Préville	1063 98	1067 55
Arbois	968	....	Arbois Term.	1163 30	1163 30	Grosjean	13517 88	13458 73	Préville	132 30	128 07
Autosuisse Milan	185	....	Autosuisse	170 09	161 37	Huot	183 02	183 02	Préville	925 88	925 88
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1258 25	1221 00	Huot	1206 48	1171 34	Préville	101 30	157 78
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1675 83	1643 07	Huot	12657 39	12657 39	Reverus Transat	5305 76	5253 23
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	109 40	106 21	Huot	103486 11	103486 11	Reverus Transat	114 77	1125 84
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	158 98	149 94	Huot	13198 27	12861 03	St Honoré St-Alain	538 25	855 70
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	7189 12	7189 12	Huot	526 08	585 70	St Honoré St-Alain	10257 45	10209 42a
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	131 45	125 79	Huot	772 46	167 44a	St Honoré St-Alain	729 43	219 05
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1167 58	117 58	Huot	265 52	265 08	St Honoré St-Alain	225 48	718 32a
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	11477 10	109 13	Huot	222 98	222 98	St Honoré St-Alain	722 43	718 32a
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	108 03	108 70	Huot	253 15	242 83	St Honoré St-Alain	613 22	585 45a
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	127 48	117 18	Huot	250 19	238 98	St Honoré St-Alain	619 97	495 35a
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	5758 85	5758 85	Huot	266 22	253 74	St Honoré St-Alain	13544 32	13588 96
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	5838 68	5845 09	Huot	431 13	413 55	St Honoré St-Alain	505 42	485 95a
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1199 27	1161 50	Huot	137 82	132 30	St Honoré St-Alain	1587 71	1587 71
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	20 87	28 82	Huot	194 18	186 24	St Honoré St-Alain	1272 29	1272 29
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	2159 89	2159 89	Huot	353 71	347 17	St Honoré St-Alain	572 68	572 68
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	383 54	388 78	Huot	2059	2055 82	St Honoré St-Alain	1862 17	1869 84
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	489 65	477 44a	Huot	11463 86	11463 86	St Honoré St-Alain	665 50	653 35a
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1184 48	1181 24	Huot	8458 58	8257 05	St Honoré St-Alain	1025 27	1025 17
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1217 14	1187 45	Huot	11192 51	11192 01a	St Honoré St-Alain	411 10	411 10
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	654 05	798 14	Huot	2682 76	2682 76	St Honoré St-Alain	1440 98	1440 98
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1007 86	994 29	Huot	681 98	681 98	St Honoré St-Alain	964 94	964 94
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	228 45	228 45	Huot	2697 45	2697 45	St Honoré St-Alain	430 19	430 19
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	151 76	145 24	Huot	544 84	544 84	St Honoré St-Alain	284 32	218 95
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1052 42	1052 42	Huot	530 29	530 29	St Honoré St-Alain	458 15	443 94
Banco Portugal Esp.	800	....	Autosuisse	1052 42	1052 42	Huot	582 10	582 10	St Honoré St-Alain	1194 45	1

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 27/5	COURS DES BILLET achat	COURS DES BILLET vente
Frans-Unie (1 usd)...	5 803			
Belgique (100 fl.)	6 375			
Allemagne (100 dm)	339 710			
Belgique (100 f)	16 515			
Frans-Bel (100 f)	301 800			
Italie (100 lire)	4 588			
Danemark (100 kr.)	88 560			
Sue. 200 kr. (1 l.)	94 082			
Grèce (100 drachm.)	3 103	3 103		
Suède (100 k)	369 100			
Suisse (100 sw.)	94 720			
Norvège (100 kr.)	67 150			
Autriche (100 sch.)	48 250			
Espagne (100 pes.)	5 007			
Portugal (100 bac)	3 983			
Canada (1 \$ can.)	1 177			
Irlande (100 p.)	5 008			
	1 393	4 196		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27
Or fin (jeu en barre)	86000	...
Or fin (en lingot)	86480	...
Napoléon (20f)	379	...
Pièce Fr (10 f)	407	...
Pièce Suisse (20 f)	381	...
Pièce Latine (20 f)	379	...
Souverain	486	...
Pièce 20 dollars	2185	...
Pièce 10 dollars	1080	...
Pièce 5 dollars	675	...
Pièce 50 peses	2450	...
Pièce 10 florins	387	...

Hors-cote

Beta Hydro Erythr.	236	
Biotin	650	
Calcium	1738.20	
C. O. H. Copolymer	60	
Chlorobutyl MA	974	
Chloroethyl Acrylate	389	
Clomazine	578	
Druck Autogassens	436	
El Acetate	1400	
Environ	15	20 Rds
Epoxy Sulfate Int.	34	
Epoxy Sulfate	82	
Epoxy Sulfate	501	
Hexan Rylex Zn	210	
Hologram	267	
IN2	287	
Jugy Acetate	1387.20	
Lactone de Monde	275	
Nucleus	787	
Paraffin HD	1938	
Paraffin, Paraffin	351	
Paraffin	240	
Rosette N.V.	167.83	
S-Globin-Embargo	3395	
Sigma Alerte	212.10	
S.P. 2	1538	
S.P. 2	3780	
Thermoplastic Elect.	1980	
U.S.	330	
Vinylene	3780	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

Une carte électronique pour jouer avec les médias

La télévision commerciale tisse son filet autour du consommateur

Avec une carte opto-électronique, le groupe de M. Jean-Luc Lagsrdra veut resserrer les liens entre médias et consommateur. En jouant avec émissions et publicités, le téléspectateur devient la cible d'une nouvelle stratégie de marketing.

C'est une petite carte plate, qui ressemble à une calculatrice. Elle s'appelle Télécash, et c'est déjà presque un programme. Cet outil marketing sophistiqué doit transformer le téléspectateur passif en consommateur actif, pour le plus grand bien de la télévision commerciale. Si les projets menés par MMB-Développement (la société d'Arnaud Lagardère spécialisée dans les médias électroniques) et sa filiale Sectel se concrétisent, un million de Français pourraient, dès 1992, pianoter sur cette carte, constituant le premier club de fidélisation multimédia, multi-annonceurs et multiservices.

Versatile, Télécash permet plusieurs formes de jeu. Placée devant l'écran au début d'un jeu télévisé, elle enregistre, grâce à ses composants opto-électroniques, les informations nécessaires contenues dans les images diffu-

sées. Assis dans son fauteuil, le téléspectateur peut dès lors répondre aux questions posées, en même temps que les candidats filmés en studio, en appuyant sur la bonne touche.

Outre l'attrait de la confrontation, il accumule des points en fonction de ses réponses. Lecteur de journaux, il peut aussi gagner des points en « rentrant » dans sa carte des séries de huit chiffres imprimées dans ses pages favorites. Promoteur, le voilà tête en l'air pour dénicher d'autres séries de chiffres apposées sur des affiches. Et si circule en voiture, il n'omet pas de se brancher sur telle station de radio, qui débite à intervalles réguliers de nouvelles séries.

Le système peut même se transformer en jeu de piste, quand les quatre premiers chiffres sont livrés quelque part, et les quatre derniers ailleurs... y compris dans des barils de lessive ou des emballages de biscuit. Bref, carte en poche, M. Tout-le-monde est invité à se transformer en consommateur attentif des médias et de la publicité.

Et en consommateur tout court, puisque les points gagnés lui ouvrent une série d'offres promotionnelles. Au Canada, l'expérience a été menée dans la région québécoise de Chiboutimi (80 000 foyers), en partenariat notamment avec des distributeurs et des banques locales. Ainsi, la chaîne de supermarchés Sainsbury a-t-elle vu sa part de marché augmenter, les clients venant échanger leurs points contre des coupons-rabais sur des machines installées dans ses magasins. Cette opération de stimulation directe de la demande primaire va être étendue au Québec entier. Avec l'appui de la Banque du Canada, dont les distributeurs de billets délivreront aussi... des points, imprimés sur les tickets de retrait.

Un million de clients en 1992

L'expérience canadienne est née de l'alliance entre le groupe Adventure (société fondée par deux ingénieurs français, qui détiennent la technologie de Télécash) et le puissant groupe de médias québécois Vidéotron (Télé-Métropole et réseaux câblés).

La démarche engagée en France se veut plus large et plus sophistiquée, misant davantage sur la fidélisation que sur la promotion directe. Son promoteur Sectel est une filiale à 66 % de MMB-Développement et à 34 % de Télécash-Vidéotron.

En novembre dernier, la région d'Orléans a servi de cobaye. Le groupe Hachette (dont Lagardère a été largement mobilisé, avec des publicités et décrochages locaux de la Cinq, l'appui de l'afficheur Giravdy, des magazines Télé 7 Jours, Elle, Parents, Paris-Match.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 26 mai 1991 :

DES DÉCRETS
N° 91-501 du 24 mai 1991 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
Du 23 mai 1991 portant nomination du président du conseil d'administration de la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne.

EN BRIEF

□ Ethique et biologie. - La Fondation L'Arche de la fraternité organise une série de journées de débats sur ce thème. 1^{er} juin : « Maltraiter la vie humaine : entre l'espoir et la dérive », 15 juin : « Le corps en morceaux ».

► Renseignements et inscriptions : Arche de la Fraternité, 49-07-26-28 ou 49-07-28-63, ou ligue des droits de l'homme, 47-07-56-35.

□ Religion et liberté. - Religion et liberté selon le judaïsme, le christianisme et l'islam, tel sera le thème de la rencontre que propose le centre culturel les Fontaines et l'Association des écrivains croyants d'expression française du 31 mai (20 h 30) au 2 juin (17 heures).

► Renseignements et inscriptions : les Fontaines-saisons, BP 219, 60631 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-80.

Mais d'autres partenaires ont été associés : la République du Centre, la radio locale Vibration ou le réseau câblé Citevision, côté médias, le Crédit agricole ou Total (qui a vu ses ventes d'essence grimper), côté entreprises.

En tout, un millier de joueurs ont pu bénéficier de services exclusifs sur catalogue, de réductions, de séances de cinéma gratuites, d'entrées dans des boîtes de nuit, etc. Malgré le frein constitué par le prix demandé pour l'adhésion au « club » (245 francs), les conclusions sont suffisamment positives pour que Sectel travaille au lancement national en 1992.

L'objectif est de constituer un parc d'un million de cartes au moins. Le moteur du dispositif sera une chaîne généraliste, la Cinq selon toute vraisemblance, même si rien n'est encore décidé. Mais derrière les jeux télévisés pour amener le mouvement, Sectel s'efforce de rassembler de nombreux partenaires : autres médias, annonceurs, spécialistes de la vente par correspondance, industriels des produits grand public, etc. Au programme du « club », des boutiques, un catalogue, des réductions dans les magasins, du télé-achat, etc.

Conçue en France, développée au Canada et fabriquée en Asie, la petite carte qui « voit » la télévision compte ainsi renforcer les liens entre petit écran et consommateur. Une symbiose qui est dans la logique de la télévision commerciale : en Italie, Silvio Berlusconi n'est-il pas aussi propriétaire des grands magasins Standa ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

□ Résultats en hausse pour la CLT. - Le chiffre d'affaires de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a progressé de 50 % l'an dernier, atteignant 38,2 milliards de francs luxembourgeois (6,2 milliards de francs). Le bénéfice consolidé a fait un bond plus important encore, atteignant 889 millions de francs luxembourgeois (145,2 millions de francs), en hausse de 180 %. Ces bons résultats sont essentiellement dus à l'envolée des recettes publicitaires de la chaîne allemande RTL Plus.

Nouvelle Mercedes classe S
— HALL D'EXPOSITION —
GAUTHIER SA
93 av EMILE ZOLA
75015 PARIS
45.79.13.04

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	335 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : le mois en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÉGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Expirer à fin _____ Signature _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

CARNET DU Monde

Décès

- Ses enfants, Petit-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Natividad ALBERRO, née Aramburu-Olano,

survenue le 24 mai 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année, à Neuilly (Hauts-de-Seine).

Les obsèques auront lieu le jeudi 30 mai, dans l'intimité familiale.

Famille Alberro, 8, rue Massenet, 75016 Paris.

- Le Seigneur a appelé à Lui

M^{me} Mamrice BOUREL, née Hélène Fattorial,

le 24 mai 1991, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

De la part de François et Bernadette Bourrel, Geneviève Bourrel, Michel Bourrel,

Elisabeth Bourrel, ses enfants,

Dominique et Fanny Bourrel, Bernard et Lise-Marie Bourrel,

Claire et Patrick Sauval, Bruno Bourrel,

Chantal et Stephen Delaby, ses petits-enfants,

Benjamin, Sébastien, Julien et Rarine, Cécile, Côme et Calixte, Garance et Maxime, ses arrière-petits-enfants.

La liturgie des morts sera célébrée le mardi 28 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, 2, rue Genès, Paris-15^e.

145, avenue de Suffren, 75015 Paris.

20, rue Rousselet, 75007 Paris.

127, rue de Créqui, 69006 Paris.

11, place Adolphe-Chérioux, 75015 Paris.

- On apprend le décès survenu à Paris, le 12 mai 1991, de

M. Ferdinand PAQUIN, architecte honoraire, croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

De la part de M. et M^{me} Frédéric Bloch, ses sœur et beau-frère.

13, rue des Princes, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M^{me} Simone Gillon, son épouse,

Annette Frejaville, Yves Gillon, Claudine et Jacques Mercier, Martine et Tchang-Yeul Kim, ses enfants,

Ses deux petits-enfants, Les familles Gillon, Merle, Frejaville, Daurel, Dumas et Gnetin, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Jacques GILLON, officier de la Légion d'honneur, ancien médecin inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre, médaillé de la ville de Lagny-sur-Marne,

survenue le 20 mai 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu le jeudi 23 mai, en l'église Saint-Martin de Thorigny-sur-Marne.

5, rue du Moustier, 77400 Thorigny-sur-Marne.

Proche d'Alexis Carrel à la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, de 1942 à 1944, il en concrétisa les principes pluridisciplinaires en qualité de médecin inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre, poste qu'il occupa de 1952 à 1968. Il contribua ainsi, au renouveau du travail, à l'établissement du cadre législatif de la médecine préventive et de la médecine du travail en France. Son action concerna en particulier l'élaboration des textes relatifs à la silicose, aux affections dues aux radiations ionisantes, à la réadaptation professionnelle des travailleurs accidentés et handicapés. Dès cette époque, il se préoccupa en outre du mode d'insertion des personnes immigrées. L'autorité de ses compétences et l'efficacité de son action lui valurent d'être nommé officier de la Légion d'honneur et de représenter le gouvernement auprès du Bureau International du travail à Genève, en vue d'harmoniser les législations européennes. Il publia divers articles liés à son expérience professionnelle et fut longtemps un des principaux rédacteurs du journal Le Concours médical.

- M^{me} Herbert Hertz, son épouse,

M. et M^{me} Jacques-François Hertz, M. et M^{me} Dan Gutkin et leurs enfants,

M^{me} Martine Hertz, ont la douleur de faire part du décès de

M. Herbert HERTZ,

survenu le 19 mai 1991 dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

30, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris.

- Anne Jérôme-Farabet, Tristan et Florence Farabet, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

Pierre JERAMEC,

survenu le 23 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Il rejoint ainsi sa chère femme Yvonne,

décédée il y a quatre mois.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Grosrouvre (Yvelines), le 28 mai, à 14 h 45.

6, rue Lazare-Hoché, 92100 Boulogne-Billancourt.

- Le Centre d'orientation sociale n'a le regret de faire part du décès, le 23 mai 1991, de

M. Gérard JOUVE, président de l'association.

- Janet, Brian et Jonathan, saluent la mémoire de

Harry REE,

décédé le 17 mai 1991, dans sa soixante-dix-septième année, à son domicile dans le Yorkshire, après une vie pleine, parfaitement achevée.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Remerciements

- Emile Valley, Et toute la famille, remercient toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès de

M^{me} Renée VALLEY.

Anniversaires

- Au vingt-troisième anniversaire du décès de son père, le docteur Monique de la Gontrie, rappelle le souvenir de

Pierre DE LA GONTRIE, avocat, bâtonnier de l'ordre, président du conseil général de la Savoie,

président des présidents des conseils généraux de France, créateur et maire de Courchevel, sénateur de la Savoie 1948-1968.

14400 Conté-sur-Scoires.

- Yves MAUVAIS

aurait fêté aujourd'hui ses quarante-trois ans.

- Il y a six ans.

M^{lle} MORVAN, née Maria Dupont Douziron,

épouse de Yves Morvan (Jean Marin),

était rappelée à Dieu.

Ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, ont pour elle, en ces jours anniversaires, une pensée fidèle et fervente.

6, rue Eginhard, 75004 Paris.

Avis de messe

- Une messe de requiem et une cérémonie à la mémoire de

Graham GREENE, OM CH,

décédé à Vevey (Suisse), le 3 avril 1991, seront célébrées le jeudi 6 juin, à 11 heures, en la cathédrale de Westminster, Ambrosian Avenue, Londres SW1.

Messes anniversaires

- Il y aura vingt ans le 28 mai,

Jacques LUUYT

a quitté ce monde.

Priez pour lui et pour son père.

Henri LUUYT,

décédé le 21 avril 1991.

Soutenances de thèses

- Université Paris-Sorbonne.

« L'historicisme absolu de Benedetto Croce ou l'idéalisme immanent », par

Eric Tandundu Abbi. Biskiki (jury : M^{me} J. Chanteur, M^{me} Alain Renaud et J.-P. Marquet), jeudi 27 juin 1991, à 14 h 30, à la Sorbonne, 46, rue Saint-Jacques, Paris-5^e, amphithéâtre Michel, escalier A, 1^{er} étage. Renseignements : 43-20-37-63, ou écrire au sou-

tenant, 124, avenue du Maine, 75014 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5528

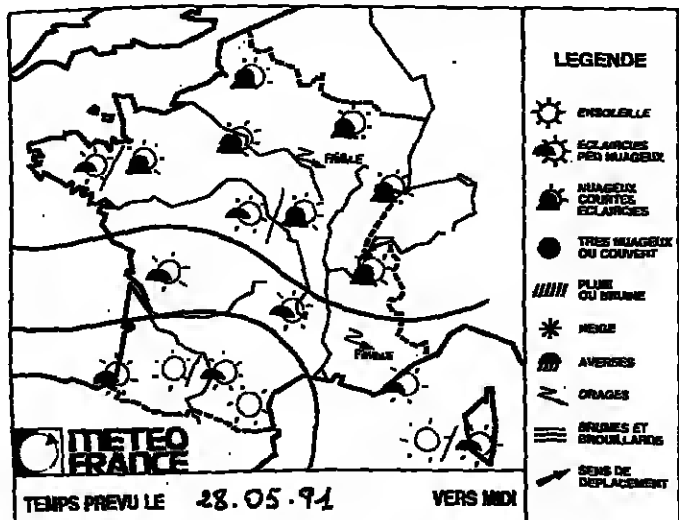
1 2 3 4 5 6 7 8 9

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21

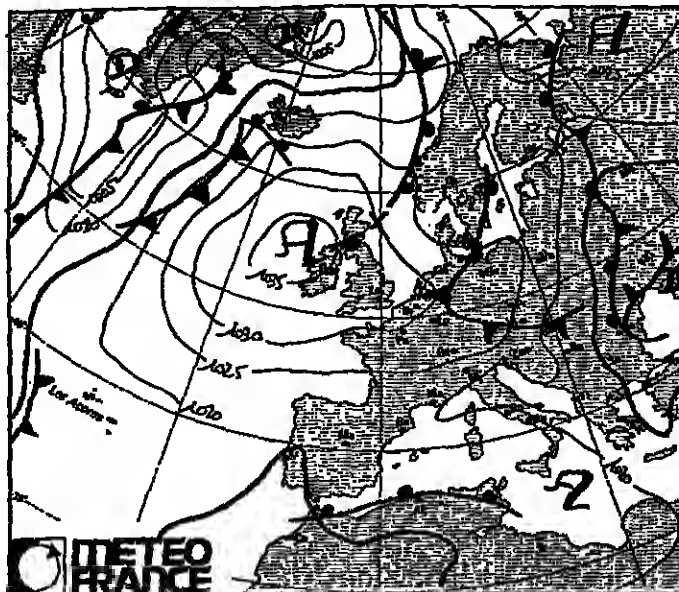
22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 8

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 28 mai 1991
Plus de nuages par le nord-est et l'est,
avec tendance orageuse



SITUATION LE 27 MAI 1991 A 0 HEURE TU



C'est un temps plutôt lourd et orageux qui domine durant cette période. Les passages nuageux n'excluent pas de bons moments ensoleillés, mais l'après-midi des orages éclateront ici ou là.

Mardi 28 mai : nuageux, quelques orages. - Le matin le temps sera brumeux avec des bancs de nuages qui laisseront de bonnes périodes ensoleillées. Dans le courant de la journée le temps deviendra lourd et des orages isolés éclateront l'après-midi.

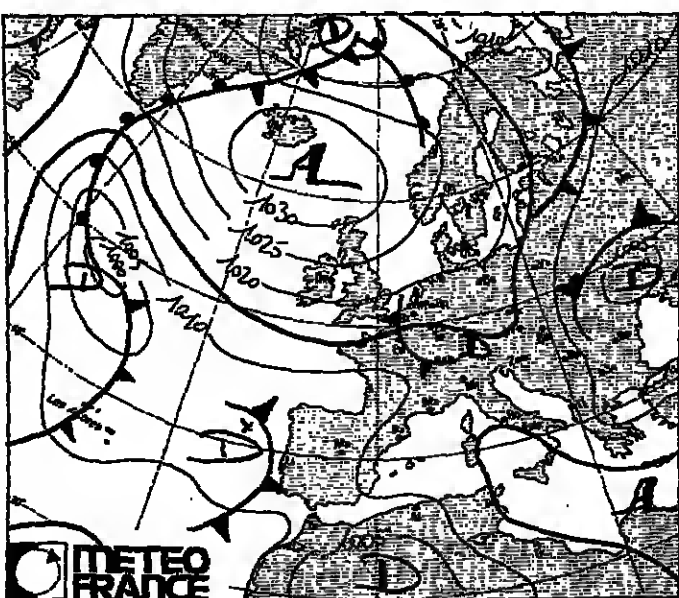
Pour éviter les orages il faudra aller tout à fait au nord et près des côtes de la Manche. Sur ces régions le temps restera brumeux avec des pas-

sages nuageux mais aussi des éclaircies, et le vent d'est ou nord-est sera modéré. Les orages devraient également épargner la côte méditerranéenne et la Corse mais là le soleil devrait dominer.

Les températures seront de 9 degrés à 12 degrés le matin, de 12 degrés à 14 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi il fera de 21 degrés à 23 degrés sur la moitié nord mais seulement 15 degrés à 18 degrés en bordure de la Manche. Sur la moitié sud les températures seront de l'ordre de 25 degrés avec quelques pointes à 26 degrés ou 27 degrés sur le Sud-Ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 29 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 25-5-1991 à 18 heures TU et le 27-5-1991 à 6 heures TU											
le 27-5-91											
FRANCE											
ALGER	28	8	D	TOULOUSE	25	9	D	LUXEMBOURG	14	8	D
BARCELONE	22	13	D	TOURS	21	9	D	MADRID	20	11	D
BORDAUX	22	14	D	POINTE-A-PRE	21	25	D	MARRAKECH	30	12	C
BRETAGNE	22	10	D	ALGER	23	13	N	MEXICO	26	7	D
CAEN	17	10	D	AMSTERDAM	14	9	C	MILAN	26	7	D
CHERBOURG	17	11	N	ATHENES	23	12	D	MONTREAL	20	13	P
CLERMONT-FERRAND	22	8	D	BANGKOK	27	24	C	NEW DELHI	28	27	D
DIJON	22	7	D	BARCELONE	19	11	D	NEW YORK	25	20	C
LYON	22	11	D	BELGRADE	17	7	C	OSLO	15	5	N
LYON	22	10	D	BERLIN	16	7	P	PALMA-DE-MAJOR	25	8	D
MARSEILLE	25	11	D	BRUXELLES	15	7	C	PEKIN	25	18	N
NANTES	17	6	D	COPENHAGUE	16	9	C	RIO-DE-JANEIRO	30	20	D
NICE	19	13	D	DALLAS	24	19	D	ROME	20	10	D
PARIS-MONTY	25	10	D	GENEVE	22	16	C	SINGAPOUR	28	24	D
PERPIGNAN	25	13	D	HONGKONG	23	28	N	SYDNEY	27	14	C
STRASBOURG	22	7	D	ISTANBUL	16	11	C	TOKYO	21	12	D
				JERUSALEM	21	12	C	TYBES	21	12	D
				LE CAIRE	28	16	D	YAROSLAV	18	8	D
				LES ANDES	33	18	D	VIENNE	19	12	D
				LONDRES	17	9	C	VIENNE	14	6	C
				LOS ANGELES	19	12	C				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le prisonnier de cœur

FRANÇOIS n'a, volontairement, plus de nom de famille et dit : « Je suis un pourri ». Ce père a balancé son fils, drogué et vendeur de drogue, aux gendarmes. Il l'a dénoncé pour le sauver, en sachant que pour cela, pour avoir commis cette saloperie, lui-même se condamnerait au remords et au chagrin.

Et cela lui fut, peut-être, une délivrance que de raconter cet ultime moyen de sauver son gamin de vingt-trois ans drogué jusqu'à l'os. Le malheur se passa par là : « Mon fils était à 40 kilos et il lui fallait son gramme d'héro par jour. Le malheur se chiffre : « Sa compagne

et lui avaient besoin de 72 000 F par mois pour se droguer. » Le malheur se chiffre : « Deux de ses amis sont morts en six mois. Mon rôle n'est pas qu'il meure. »

Alors, ne trouvant pour le sauver d'autre chemin que celui d'être maudit par ce fils en danger, François l'a fait emprisonner comme l'on ligoterait la mort. Et ce père torturé - « Parfois je roule en bagnole, j'arrête, je pleure » - a illustré son espoir : « Il a dit qu'il m'écarterait la gueule comme une merde quand il sortirait. C'est bon signe. Avant il ne me parlait même plus. » C'est pour parler à son prisonnier de cœur, par « 20 h 10, Jean-

Pierre Elkabbach » et la 5 interposée, que le père a accepté de dire sa nécessaire honte devant les caméras.

Ce fils de vingt-trois ans aurait pu être Serge Simon. Seul que Serge Simon, étudiant en médecine et pilier gauche du CA Bigles-Bordeaux, pète de bonne santé physique et morale. Samedi soir, avec son club de rugby, ce jeune homme jouera, bonheur suprême, la finale du championnat. Les apparences sont parfois trompeuses. Il y a peu, contre Béziers, Bigles s'était imposé. Pour qui la découvrit, à la télévision, la première ligne bigleuse semblait tout droit échappée des troupes de choc

du sylphidesque général Schwarzkopf. Bonjour le look des trois grecs, ce trio bien dégagé autour des oreilles, menton carré et œil chéri-biblique.

A la ville, à la télé plutôt, Serge Simon, venu avec l'autorisation de ses coéquipiers, s'est montré tout à fait digne de la mission. Il a conseillé à Elkabbach de ne pas jouer les monstres d'ours, les sportifs se refusant à être classés dans une animalerie. Il a cité Michel Serres, Kundera, a parlé musique, théâtre. Et pour finir, il a cité Diderot : « Il n'y a pas de place à prendre. Il n'y a qu'une route à suivre. » Serge Simon venait de s'offrir un magistral contre-pied.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 mai

- TF 1**
- 20.50 Variétés : Stars 90.
Avec Guy Badois, Jean Roucas, Patrick Tim-
sit, M. Li Shu Xian, Bernadette Gouary,
Anne, Jean-Jacques Goldmann, Vanessa,
Pardis, les Voisin, Hest Wave, Robert
Charlebois, Julie Masse.
- 22.40 Magazine : Le Droit de savoir.
Voilà comment on blanchit l'argent sale ; Le
mystère du châtiment coupé.
- 23.40 Magazine : Ve y avoir du sport.
- 0.30 Au trot.
- 0.35 Journal, Météo et Bourse.
- 1.00 TF 1 Nuit, 7 sur 7 (rediff.).
- A 2**
- 20.45 Magazine : L'Heure de vérité.
Invité : Philippe de Villiers. Le député PR de
la Vendée, ancien secrétaire d'Etat à la
culture du gouvernement de Jacques Chirac,
répondra aux questions de François-
Henri de Vinié, Alain Duhamel, notre colla-
borateur Jean-Marie Colombani, Albert du
Mont et Jean-Marie Gauthier (Presse Océan).
Philippe Meyer dressera le « portrait à l'oc-
casion » de l'invité.
- 22.05 Sport : Morceaux choisis.
Résumé des Internationaux de France de
Roland-Garros 1991, par Christian Cluette,
Lionel Chennouard, Patrick Chêne et Patrick
Montet. Les plus beaux échanges de la jour-
née et l'analyse technique, par Jean-Paul
Loth et Ion Tiso ; Les coulisses.
- 22.50 Documentaire :
Chasseurs de miel.
De Diane Summers, Alain Majani et Eric
Vallé.
- 23.15 Journal et Météo.
- 23.35 Série : Le Saint (rediff.).
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : L'Année
de tous les dangers. ■■

- Film américain de Peter Weir (1983). Avec
Mel Gibson, Sigourney Weaver, Billy Kerr.
- 22.40 Journal et Météo.
- 23.00 Magazine : Océaniques.
Regards croisés sur la Grande-Bretagne,
d'Elsa Martin et Jean Baronne ; à 23.40,
L'Aura Graham Greene.
- 0.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : La Mouche 2. ■
Film américain de Chris Welas (1989). Avec
Eric Stoltz, Daphné Zuniga, Lee Richardson.
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : En cas de malheur. ■■■
Film français de Claude Autant-Lara (1958).
Avec Jean Gabin, Brigitte Bardot, Edwige
Fenech.
- 0.15 Cinéma : La Captive du désert. ■
Film français de Raymond Depardon
(1990). Avec Sandrine Bonnaire, Dohi Kori,
Isa Kori.
- 1.50 Le Cirque Archaos.
- LA 5**
- 20.50 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
22.25 Journal de la nuit.
Paul et les autres. ■
Film français de Claude Sautet (1974). Avec
Yves Montand, Michel Piccoli, Sergio
Reggiani.
- 0.25 Journal de la nuit.
- 0.35 Demain se décide aujourd'hui.
- 0.40 Le Club du Télé-achat.
- 1.00 Rediffusions.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Le Bourreau des cœurs. o
Film français de Christian Gion (1983).
Avec Aldo Maccione, Anna-Maria Riccoli,
Jean Padoa-Schioppa.
- 22.25 Météo des plages.
- 22.30 Série : Equalizer.

- 23.20 Série : Destination danger.
- 0.10 Six minutes d'informations.
- 0.15 Magazine : Dazibao.
- 0.20 Magazine : Jazz 6.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : Les Heures chaudes
de Montparnasse. De Jean-Marie Drot.
- 21.00 Cinéma : Peaux de vaches. ■■ Film
français de Patrice Leconte (1989).
- 22.25 Court métrage : Du côté de la côte.
D'Agnes Verda.
- 23.00 Cinéma : Tanguera. ■
Film allemand de Heinz Peter Schwerdtfeger
(1988).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Le grand débat. Droit ou devoir d'ingé-
rence ? (2e partie).
- 21.30 Dramatique. Les Vatuusis, pièce pour
deux ambassadeurs. D'après Adolf Muschg.
- 22.40 La radio dans les yeux.
Spécial Jean Vilar.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Collège de musique
de Malmo) : Œuvres de Pedersen, Niel-
sen, Molin, Brahms, Lencina, Stenhammar,
Johansson, Schubert, Lohforn, par le Petit
Chœur de Malmo, dir. Dan-Olaf Stenlund,
et le Trio des Lyres (Anne Lindal, violon,
Sylvie Altenburger, alto, Chrichan Larson,
violoncelle).
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Mardi 28 mai

- TF 1**
- 14.30 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.).
- 15.25 Feuilleton :
Orages d'été, avis de tempête.
- 16.20 Club Dorothée.
- 17.30 Série : Chips (rediff.).
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.55 Divertissement : Le Bébé Show.
- 20.00 Journal, Météo et Temps vert.
- 20.50 Sport : Morceaux choisis.
Résumé des Internationaux de France de
Roland-Garros 1991.
Avec Thierry Lhermitte, Josiane Balasko,
France Roche.
- 22.25 Magazine : Ciel, mon mardi !
Présenté par Christophe Dechevienne.
- 0.15 Au trot.
- 0.20 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.15 Sport : Tennis.
Internationaux de France de Roland-Garros
1991.
- 19.15 Magazine : Le Tour des courts.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Cinéma : Pour la peau d'un flic. ■
Film français d'Alain Delon (1981). Avec
Alain Delon, Anne Parillaud, Michel Audoir.
- 22.35 Sport : Morceaux choisis.
Résumé des Internationaux de France de
Roland-Garros 1991.
- 23.25 Cinéma : De sable et de sang. ■
Film français de Jeanne Labrousse (1987).
Avec Sami Frey, André Dussolier, Clémentine
Cédrin.
- 1.05 Journal et Météo.
- 1.25 Musique : Jazz à Antibes.
- FR 3**
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.05 Variétés : Eurotop.
- 20.45 Cinéma :
Vos gueules les mouettes ! o
Film français de Robert Dhéry (1986).
- 22.15 Journal et Météo.
- 22.40 Télévision régionale.
- 23.35 Variétés : Eurotop.
Emission présentée par Nicolas Dubois
et Nathalie You. Invité : Art Mengo.
- 0.30 Magazine : Espace francophonie.
- 0.55 Musique : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
- 15.30 Magazine : Mon Zénith à moi (rediff.).
- 16.20 Cinéma : La Captive du désert. ■
Film français de Raymond Depardon
(1990).
- 18.05 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Ça cartoon.
- 18.50 Top 50.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Cinéma : Tequila Sunrise. ■
Film américain de Robert Towne (1988).
- 22.20 Flash d'informations.
- 22.25 Cinéma : Sexe,
mensonges et vidéo. ■■
Film américain de Steven Soderbergh
(1989, v.o.).
- 0.05 Cinéma : Une Parisienne. ■
Film français de Michel Bolorond (1957).
- 1.25 Cinéma : Le Retour
du docteur Mabuse. ■
Film germano-italo-français de Harald Reinl
(1961).
- LA 5**
- 16.30 Série : Solo, brigade des stupés.
- 16.15 Youpi ! L'école est finie.
- 17.45 Jeu : La Ligne de chance.
- 18.10 Série : Mission casse-cou.
- 19.05 Série : Kojak.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Black mix-mac. ■
Film français de Thomas Ghou (1988). Avec
Jacques Villeret, Isach de Bankolé, Félicie
Wouassi.
- 22.30 Magazine : Ciné Cinq.
- 22.40 Téléfilm : Félicité.
D'Alex Damiano, avec Valentine Demy,
Gabriel Gori.
- 0.25 Journal de la nuit.
- 0.35 Demain se décide aujourd'hui.
- 0.40 Le Club du Télé-achat.
- 1.00 Rediffusions.
- M 6**
- 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
- 16.40 Série : Drôles de dames.
- 17.30 Jeu : Hit hit hit heures !
- 17.35 Jeu : Zygomatic.
- 18.05 Série : Espion modéle.
- 19.00 Série : La Petite Maison
dans la prairie.

- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Le Retour
de l'incroyable Hulk.
De Nicholas Corea, avec Bill Bixby, Lou Fer-
rigno.
- 22.15 Météo des plages.
- 22.20 Téléfilm : Le Droit de mourir.
De George Schaefer, avec Boze Davis,
James Stewart.
- 0.10 Six minutes d'informations.
- 0.16 Magazine : Dazibao.
- 0.20 Musique : Boulevard rock and hard.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 16.00 Documentaire : La Grande Ecole des
musiciens. De Miroslav Sebestik.
- 16.50 Documentaire : Eskimos.
- 18.35 Cinéma d'animation : Images.
- 19.00 Documentaire : De Gaulle ou l'Eternel
Défi (2). Orages antiques.
- 19.55 Chronique : La Dessous des cartes (et
à l'0.05).
- 20.00 Documentaire : Live. La Lettre jamais
écrite, de Dominique Dubosc.
- 21.00 Opéra : Xérxès. Opéra en trois actes de
Haendel, par l'English National Opera, dir.
Charles Mackerras.
- 0.10 Danse : Dance of Darkness. De Edin
Velez.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel médecine.
- 21.30 Jean Vilar. La véritable histoire de la nais-
sance du TNP. 2. Le TNP, un service public.
- 22.40 Les nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 27 avril à l'Opéra de
Vichy) : Aux heures de la nouvelle lune, de
Roslavets ; Concerto pour piano et orches-
tre n° 2 en sol mineur op. 18, de Prokofiev ;
Le sacre du printemps, de Stravinsky, par
l'Orchestre du Conservatoire national supé-
rieur de musique de Lyon, dir. Kent
Nagano ; sol. : Jean-François Heisser,
piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Au-dessus de la Thaïlande

L'explosion du Boeing de Lauda-Air a fait deux cent vingt-trois victimes

BANGKOK

de notre correspondant

Le Boeing-767 de la compagnie autrichienne Lauda-Air s'est écrasé dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 mai à 223 kilomètres de Bangkok avec 223 personnes à bord, dont dix membres d'équipage. L'appareil, en provenance de Hongkong et qui se rendait à Vienne, s'est écrasé vers 23 h 30, peu après son décollage de Bangkok. Des paysans ont rapporté qu'il s'était désintégré en l'air alors qu'il survolait le district de Panhang, dans la province de Suphanburi. D'autres ont dit avoir entendu un bruit d'explosion et vu des flammes peu avant que l'avion ne s'écrase sur une colline.

Le Boeing transportait un certain nombre de Chinois de Hongkong, qui se trouvaient parmi les 123 passagers montés à bord dans la colonie britannique. Trente-huit

Thaïlandais et trente-quatre Autrichiens figuraient aussi parmi les passagers embarqués à l'escala de Bangkok.

Les recherches entreprises dans une zone d'accès difficile ont permis, lundi, de retrouver 160 corps, pour la plupart calcinés et difficiles à identifier. Les débris de l'appareil sont éparpillés sur plusieurs kilomètres, et l'espoir de retrouver des survivants est pratiquement inexistant.

L'avion a brutalement disparu des radars de contrôle après une vingtaine de minutes de vol. A l'aéroport de Bangkok, des responsables ont déclaré que l'escala de moins de deux heures s'était effectuée en respectant les procédures habituelles de sécurité. De son côté, à Vienne, un porte-parole de Lauda-Air, compagnie autrichienne fondée par l'ancien champion Nikl Lauda, a dit que la compagnie n'avait reçu « aucune menace ». Pour sa part, M. Lauda a affirmé, également de Vienne, que l'appareil n'était âgé que de dix-huit mois et n'avait jamais connu le moindre problème.

Le chef de l'armée de terre thaïlandaise, le général Suchinda Kraprayoon, a déclaré, quant à lui, que rien ne laissait envisager, pour l'instant, un attentat. Il a ajouté qu'aucune revendication n'avait été formulée. Il s'exprimait avant qu'on apprenne que l'auteur anonyme d'un coup de téléphone, reçu à Vienne, avait affirmé qu'une bombe avait été placée par erreur à bord d'un appareil de Lauda-Air, et qu'en fait c'était la compagnie américaine United Airlines qui était visée. Il faudra attendre que la boîte noire de l'appareil soit retrouvée pour en apprendre davantage sur les causes de la catastrophe.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

URSS : « Tristia complet contre la Géorgie », par Othar Zourabichvili ; Yougoslavie : « Pour la réconciliation », par Konstantin Bocirovic..... 2

L'Inde après l'assassinat de Rajiv Gandhi
Guerre de succession au parti du Congrès..... 6

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »
M. Jean-Pierre Soisson affirme que « l'ouverture continue »..... 9

Un colloque des élus socialistes
Les DOM ont peur de l'Europe. 9

« L'heure de vérité »
M. Philippe de Villiers, ou la croisée contre les « affaires »..... 10

Sida
Les principales firmes pharmaceutiques mondiales vont coopérer..... 12

Football
L'OM et la méthode Tapie..... 13

« Faust » à Bercy
Gounod gothique et spectaculaire pour un opéra de masse..... 14

Polanski et ses jurés
Le président du jury du 44^e Festival de Cannes justifie un palmarès contesté..... 15

SECTION B

L'aide

à l'Allemagne orientale
L'assistance aux nouveaux Länder ne doit pas pénaliser d'autres pays, estime Sir Leon Brittan. 19

Les patrons italiens pessimistes
Les chefs d'entreprise soulignent les handicaps de l'économie transalpine..... 19

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Les nouvelles cartes de la Californie • Un golf nippon • La croissance des minorités hispaniques et asiatiques • La chronique de Paul Fabre • « Lectures », par Bernard Mario..... 21 à 24

Une carte électronique pour jouer avec la télévision
La groupe de M. Lagardère veut resserrer les liens entre médias et consommation..... 36

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 26 à 33
Carnet..... 36
Loto et Loto sportif..... 36
Marchés financiers..... 34-35
Météorologie..... 37
Mots croisés..... 38
Radio-Télévision..... 37
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 26-27 mai 1991 a été tiré à 508 067 exemplaires.

Lors d'une rencontre officielle à Damas après une longue brouille

Rapprochement entre la Syrie et l'OLP

Conséquence de la guerre du Golfe et de la relance du processus de paix au Proche-Orient, la Syrie et l'OLP, brouillées depuis 1983, sont en train d'amorcer un rapprochement politique pour renforcer leurs positions lors d'une éventuelle conférence régionale. Attendue et annoncée depuis des mois, une délégation de la centrale palestinienne est arrivée samedi 25 mai dans la capitale syrienne, et les entretiens se poursuivent lundi.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Les représentants de l'OLP étaient invités officiellement par le gouvernement de Damas, un détail qui a son importance puisque la Syrie, qui n'a jamais reconnu la proclamation de l'Etat de Palestine, était toujours refusée à un tel geste, se contentant d'affirmer que les Palestiniens étaient toujours les bienvenus. A noter toutefois que des conversations ont eu lieu quasi régulièrement lors des réunions inter-arabes, et le président Assad et M. Arafat se sont rencontrés lors du sommet de Casablanca en 1989.

Conduite par M. Farouk Kaddoumi (membre du Fath de M. Arafat), chef du département politique de l'OLP (c'est-à-dire le ministre des affaires étrangères), la délégation envoyée à Damas comprend des membres du comité exécutif représentant les principales formations de l'organisation.

Etudier les moyens d'une réconciliation

Bien qu'opposées pendant la guerre du Golfe, la Syrie, ayant envoyé des troupes en Arabie saoudite alors que l'OLP soutenait l'Irak, les deux parties se retrouvent aujourd'hui devant la convergence de leurs intérêts au regard du processus de paix engagé par les Etats-Unis.

La Syrie, qui reste la principale puissance face à Israël, cherche aujourd'hui à renforcer sa main dans une éventuelle négociation où elle craint d'être isolée, en présence d'une Egypte pro-américaine qui a déjà fait la paix avec Israël, d'une Jordanie qui a besoin d'une initiative de paix pour retrouver une place contestée du fait de ses positions pro-irakiennes, et de pays du Golfe de plus en plus enclins à céder aux sollicitations de Washington.

De son côté, l'OLP, très affaibli internationalement pour avoir soutenu l'Irak et boudé par les monarchies pétrolières du Golfe qui ont cessé leur aide, a besoin de l'appui de la Syrie, qui partage avec elle le souci de récupérer les territoires occupés par Israël.

Avant même la première tournée du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, Damas avait fait un geste vis-à-vis des Palestiniens en libérant la quasi-totalité des

Deux Palestiniens tués par l'armée israélienne en Cisjordanie. — Un Palestinien a été tué d'une balle dans la tête par une patrouille israélienne, dimanche 26 mai, dans un village du nord de la Cisjordanie. La victime, soupçonnée d'être membre de l'OLP, venait d'attaquer un autre habitant du village. D'autre part, toujours en Cisjordanie, un soldat israélien a tué un Palestinien qui lançait des pierres sur un autocar militaire. — (AFP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Régime-santé

J'E suis en compote, là, aujourd'hui, les enfants, réduits en bouillie par une bande de nutritionnistes qui ont colloqué sous mon nez, en Italie, pendant le week-end, le ont pas arrêté de s'envoyer des acides aminés, du veau aux hormones, de la salmone, des vitamines A, B, C et D, du plomb, du sucre et du sel au travers de la gueule. Non, parce qu'il faut savoir que, dans ce domaine, la médecine relève de la haute couture. Elle rallonge ou elle raccourcit nos menus parisiens que des curistes, au gré d'une mode qui change tous les six mois, histoire de nous obliger à renouveler le contenu de nos placards : J'ai plus rien à me mettre... sous la dent!

Bon, alors, que je vous explique les règles du bien-manger cette saison. D'ailleurs, vous les trouverez dans Newsweek de la semaine dernière. Avant, fallait tout griller ; maintenant, faut tout bouillir. Le steak-escalade, le blanc de poulet rôti, les œufs et le filet de merlan, fini, terminé. Les légumes et les fromages maigres, oui. Rien de plus lourd que le light. Pain, pâtes et patates à gogo. Sans crème, sans

sauce, sans beurre, sans rien. L'ennemi, c'est le gras. Donc la viande, parce que c'est trefre, ça en contient sans que ça se voit. Le poisson, c'est bon, c'est plein de calcium. Sauf que, le calcium, moins on en consomme, moins on en a besoin. Résultat, le poisson, c'est mauvais, c'est plein de calcium.

Question huiles, on sature, on supprime. Rapport au cholestérol. Question fibres, on enfouit, on se goinfre. Rapport au cancer. Qui est héréditaire. Et qu'on trinbale dans son bagage génétique. Le seul moyen de pas se faire choper en passant le portique de contrôle, c'est de la planquer dans des sacsots de fruits et légumes.

Pour survivre, simple : bouffez comme une vache. En ruminant vos doutes sur l'efficacité de cet étrange régime-santé, n'oubliez surtout pas de fermer la bouche et de vous boucher le nez. Sinon, vous risqueriez d'avaler devinez quoi... de l'air ! Pollué lui aussi, plein de saloperies. Là vous mettez carrément vos jours en danger. Si vous ne voulez pas mourir, cessez de respirer.

A Dronot

L'art à la baisse

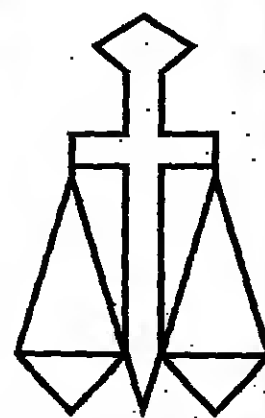
Sous le marteau de M. Guy Loudmer, la vente d'art impressionniste et moderne organisée à Dronot le samedi 25 mai a totalisé 36,7 millions de francs. Malgré des prix de réserve corrigés à la baisse, 50 % des œuvres n'ont pas trouvé preneur. Sur les vingt-cinq lots vendus, les principales cochenes étaient largement en dessous de leur estimation.

Estimée entre 7 et 10 millions de francs, la Vierge de Vallotton (estimée entre 400 000 et 600 000 F) qui revient, sans faire de vagues, au musée de la ville.

ques), o'a atteint que 4 millions de francs. Le Signac, estimé entre 4 et 6 millions, a quitté la salle pour 3 millions. Les Japonais n'ont fait aucune acquisition. Les acheteurs étaient en majorité des marchands européens. Enfin, on note deux préemptons : le très beau portrait de Balthus (estimé entre 3 et 4 millions de francs), adjugé 1,6 million de francs au Musée national d'art moderne, et une Promenade à Honfleur de Vallotton (estimée entre 400 000 et 600 000 F) qui revient, sans faire de vagues, au musée de la ville.

L. B.

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes



Dalloz - Les indispensables



Le mensuel PASSAGES

Antoinette Fouque

LES FEMMES DANS LA RÉPUBLIQUE DES FILS

VENTE EN KIOSQUE 30 F

MODE : AH, SI VOUS POUVIEZ DEPENSER 150 F!

En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces magnifiques : 2 fois 250 m de tissus ravissants à 30 F le mètre, donc 2 robes d'été... Et tout est à l'avenant : excitant, nouveau, libre, élégant. Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. ! Et venez rencontrer "La Mode-Liberté" depuis 30 F le mètre

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE

OLD ENGLAND

PARIS

SEMAINES DU COSTUME À VOS MESURES

Réalisé dans des laines fines ou en coton doublé ou non doublé

costume	laine fine	4 650 F
	coton	3 250 F
veste	laine fine	3 250 F
	coton	2 250 F

du mardi 21 mai au samedi 1^{er} juin

12, bd des capucines - 75009 Paris 47.42.81.99

مكتبة الامم المتحدة